

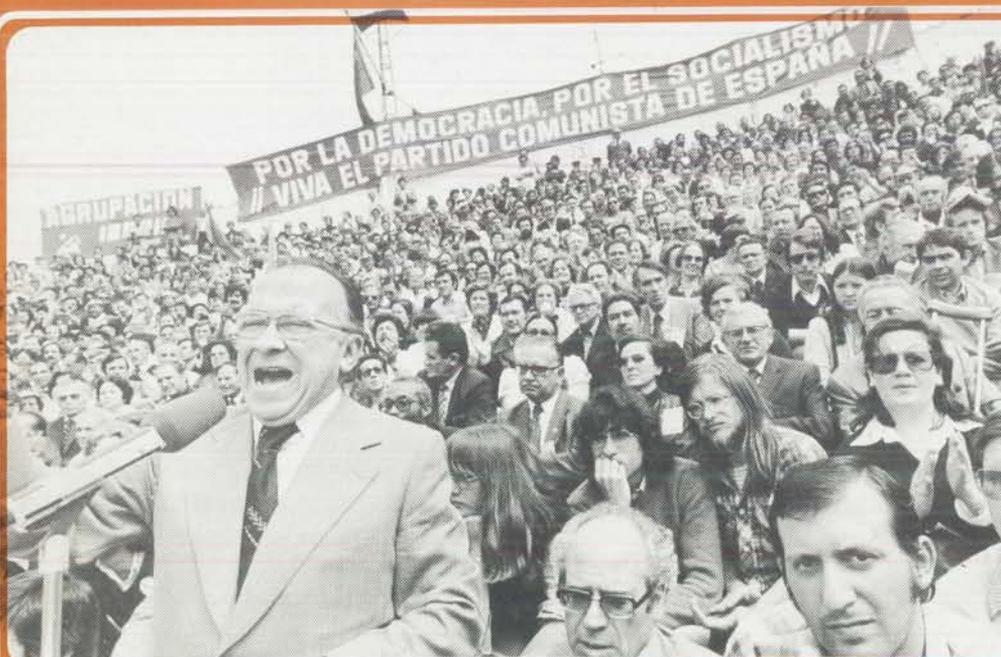
Numéro 140 du 3 janvier 1983 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**

## DOSSIER ETAT ESPAGNOL

**La politique  
du PSOE  
à l'épreuve  
de la pratique**



**Interview de  
Fidel Alonso  
dirigeant des  
Commissions  
ouvrières  
de Madrid**

**Index pour l'année 1982**

Sommaire du numéro 140 du 3 janvier 1983

3	POLOGNE	Un an après le coup de force de Jaruzelski	Jacqueline ALLIO
5	ECONOMIE	La vidéo : dernier champ de bataille entre l'Europe et le Japon	Winfried WOLF

..... DOSSIER : L'ESPAGNE APRES LES ELECTIONS .....

10	ETAT ESPAGNOL	Que commence le changement	Jesus ALBARRACIN et Pedro MONTES
14	—	Interview de Fidel Alonso, dirigeant des Commissions ouvrières (CCOO) de Madrid	Propos recueillis par Jeannette HABEL
19	—	Le PSOE face au problème basque en Euskadi, entretien avec José Idoyaga, dirigeant de la LKI	Propos recueillis par Jeannette HABEL
23	—	Le mouvement ouvrier d'Euskadi à travers les résultats des dernières élections syndicales	INPRECOR

..... NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE .....

PAYS-BAS : La campagne contre le militarisme pour 1983. PORTUGAL : La lutte des fem-  
mes pour le libre droit à l'avortement. NICARAGUA : Halte à l'invasion contre-révolutionnaire.

27	INDEX	Sommaires des numéros de l'année 1982	INPRECOR
36	POLOGNE	Appel aux travailleurs du monde entier !	Commission interrégionale de défense de Solidarité (MKO)

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT  
25 NUMÉROS  
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux li-  
bellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inpre-  
cor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil,  
France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agen-  
ce Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Mont-  
reuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte ché-  
que postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros,  
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique  
du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques :  
265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres  
pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé  
par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |.....|

Numéro et Rue |.....|

Commune |.....|

Code Postal |.....| Pays |.....|

Réabonnement

Abonnement

# Un an après le coup de force

Réprimé et désorganisé, Solidarité n'est pas mort

**L** E temps est venu où la libération de toutes les personnes internées apparaît possible, où les préparatifs d'une amnistie peuvent commencer et les activités de toutes les organisations suspendues reprendre. (1) » Tels étaient les propos lénifiants tenus, le 26 novembre dernier, par le Mouvement patriotique pour la résistance nationale (PRON), paravent du pouvoir regroupant les organisations politiques sous sa tutelle et censé remplacer l'ancien « Front » bien mal en point.

Quelques jours plus tard, le pouvoir interdisait l'Association des acteurs polonais (ZASP), le puissant syndicat des acteurs qui le narguait depuis un an avec le boycott de la télévision, et il prenait des mesures analogues contre les quelques associations syndicales indépendantes susceptibles de « troubler l'ordre public ».

## QUANT A L'AMNISTIE ...

Certes, on n'interne plus, mais on menace d'arrêter les ex-internés. On promet des remises de peine aux condamnés, mais à condition qu'ils « se repentent ». On réduit le nombre d'entreprises militarisées, mais on laisse les commissaires militaires en place pour plus de sûreté. Ces derniers peuvent désormais imposer des heures supplémentaires le plus légalement du monde et licencier un travailleur à la moindre « faute professionnelle ». Il ne pourra dès lors être réembauché ailleurs sans un certificat établi par son ancien employeur et au salaire de la catégorie la plus basse.

On ne censure plus le courrier, mais on le « surveille ». On réduit l'usage des procédures sommaires en matière judiciaire, mais on peut désormais condamner quelqu'un non seulement pour avoir diffusé des écrits ou des enregistrements subversifs, mais pour en avoir eu l'« intention ».

Comme la suppression des mesures d'exception concernant la censure de la presse menaçait de redonner force de loi au texte presque libéral adopté par la Diète du temps de l'existence légale de Solidarité, les dispositions de censure introduites en même temps que l'état de guerre sont maintenues.

Pour couronner le tout, le Conseil militaire de salut national (WRON) reste en place. D'« administrateur » de l'état de guerre qu'il était, il devient — nuance — la « garantie de la transition, en sécurité, entre la suspension de la loi martiale et sa levée totale ».

## SUSPENSION DE L'ÉTAT DE GUERRE ET REMOUS DANS L'ÉGLISE

Après avoir parlé de lever l'état de guerre, la clique du général Jaruzelski a donc préféré le « suspendre », quitte à forger de toute pièce l'article nécessaire pour justifier cette notion inconnue dans la législation polonaise. L'arsenal des lois répressives votées à la hâte par la Diète ces dernières semaines en dit long sur l'impuissance du pouvoir. Cela lui évitera-t-il de se voir débordé à la moindre occasion par des masses laborieuses décidément bien difficiles à dompter ?

Rien n'est moins sûr, à en juger par le véritable état de siège qu'il a fallu instaurer à Gdansk le 16 décembre dernier pour interdire aux travailleurs de se rassembler devant le monument consacré aux ouvriers tombés sous les balles de la milice en 1970. Le « rapt » de Walesa, organisé pour prévenir toute possibilité de prise de parole de sa part ce jour-là n'aura pas empêché la diffusion de son discours par toute la presse occidentale

et par les radios que chacun cherche à capter quotidiennement en Pologne.

Le déploiement incroyable de forces, dont les rangées de tanks entrevues à la télévision donnaient une vague idée, n'aura pas suffi non plus à effrayer la foule bloquée par des cordons de soldats et de miliciens l'arme au poing. Un millier de manifestants est même parvenu à se regrouper au pied du monument, après qu'un groupe d'ouvriers sortant des chantiers navals eut décidé de forcer le barrage.

Certes, le pouvoir a la force de son côté et il n'hésite pas à en user. Mais il est loin d'avoir réussi à briser la résistance de la classe ouvrière et de pouvoir se targuer d'avoir stabilisé la situation. Comme l'écrit dans le quotidien le *Figaro* le journaliste Bernard Marguerite, dont les accointances avec certains cercles du pouvoir polonais sont de notoriété publique : « L'équipe du général Jaruzelski n'est toujours pas en mesure de présenter un programme de nature à faire sortir le pays du marasme, et cela d'autant moins qu'elle ne jouit d'aucune confiance ni d'aucune crédibilité auprès d'une population qui reste dans sa grande majorité de cœur avec l'opposition. (2) »

Pour qui en douterait, il suffit de rappeler le vent de fronde qu'ont suscitées les dernières déclarations du Primat de Pologne, Monseigneur Glemp, appelant les acteurs à cesser leur boycott de la télévision, non seulement chez ses plus chauds partisans dans l'intelligentsia catholique, mais au sein de l'Église elle-même.

« Il n'y a pas de mauvaise institution. (...) Nous devons corriger le mal partout où il se trouve, par notre présence, notre comportement et notre audace », devait-il affirmer à l'occasion de la clôture de la semaine de la Culture chrétienne, le 29 novembre. Il avait précisé auparavant « qu'on ne peut pas théâtraliser exagérément les églises », faisant allusion au fait que beaucoup d'acteurs se produisaient dans les églises depuis leur décision de ne plus apparaître à la télévision.

La réunion houleuse de quelque trois cent prêtres de la capitale, une semaine plus tard, en dit long sur les contradictions suscitées par la politique de conciliation « à tout prix » adoptée par la hiérarchie catholique. « Pour la première fois, j'ai l'impression que l'Église est contre le peuple. L'occupation continue et vous ne le dites pas, les artistes résistent et vous leur demandez de collaborer. Pourquoi ne sommes-nous pas aux côtés de la population dans la rue, face à la milice ? » devait dire un prêtre âgé, fortement applaudi, alors que l'allocution de Glemp n'avait été suivie que d'un silence poli. « Vous dites que nous sommes aveuglés par la passion et l'émotion. Mais c'est vous qui l'êtes, tellement que vous en avez perdu la tête », lançait un autre plus jeune. « Vous refusez de parler des problèmes politiques que vous appelez des questions de journalistes et de politiciens. (3) ». Un troisième se demandait tout haut s'ils n'étaient pas « menacés par la collaboration avec le régime » et si l'Église polonaise ne payait pas un prix beaucoup trop élevé pour la visite du pape fixée en juin prochain.

Il est douteux que l'Épiscopat se sente obligé pour autant d'infléchir la politique de collaboration avec le pouvoir qu'il a adoptée ouvertement depuis la délégalisation de Solidarité. Mais les remous suscités par cette orientation traduisent la pression à laquelle les prêtres en contact quotidien avec la po-

1. *Le Monde*, 26 novembre 1982.

2. *Le Figaro*, 8 décembre 1982.

3. *International Herald Tribune*, 9 décembre 1982 et *Le Quotidien de Paris*, 13 décembre 1982.

pulation ouvrière sont soumis et témoignent indirectement de la combativité maintenue des masses laborieuses.

## SOLIDARITÉ : DÉSORGANISÉ, RÉPRIMÉ, MUSELÉ ..., MAIS PAS DISPARU

Mort, Solidarité ? Muselé, oui. Réprimé, certes. Réduit considérablement en tant que structure organisée, sans aucun doute. Mais non pas disparu en tant que mouvement social de résistance, quelles que soient les difficultés qu'il trouve aujourd'hui à s'exprimer.

Au-delà des divergences existant au sein de la direction clandestine sur l'orientation à adopter, les récents appels tant de Zbigniew Bujak et de Bogdan Lis que de la Commission interrégionale de défense de Solidarité (MKO) à poursuivre la lutte et à développer les structures clandestines, en dépit de tous les obstacles, témoignent du refus des uns et des autres d'accepter le diktat du pouvoir en matière d'entente nationale. Malgré des zones d'ombre, le discours même que Lech Walesa n'a pu prononcer le 16 décembre en appelle clairement à continuer le combat pour la constitution d'organisations syndicales indépendantes du pouvoir, aussi bien chez les ouvriers que chez les paysans, les intellectuels ou les étudiants.

L'exigence maintes fois réaffirmée par le président de Solidarité, de même que par les représentants de la Coordination nationale provisoire (TKK) de subordonner toute discussion avec le pouvoir à la libération de tous les emprisonnés politiques et à la réintégration des travailleurs licenciés pour leurs activités syndicales, montre qu'en dépit des illusions créées un instant par la promesse de levée de l'état de guerre, il n'existe pas de terrain d'entente possible entre la classe ouvrière et le pouvoir totalitaire.

Quelques semaines, quelques jours après les espoirs exprimés par certains dirigeants clandestins, que le vote de la Diète changerait les conditions du dialogue, Bogdan Lis devait réaffirmer dans une interview réalisée clandestinement et diffusée par la télévision française, que la suspension de l'état de guerre ne modifiait strictement rien à la situation, vu la politique ouvertement répressive affichée par le gouvernement.

Non, Solidarité n'est pas morte, mais il ne fait aucun doute qu'un certain désarroi traverse les rangs du mouvement clandestin en raison de la crise profonde touchant sa direction.

« Comme nous l'avions prévu, sachant très bien ce qu'était la situation dans les régions et dans les entreprises, la grève appelée par la TKK n'a pas été une réussite pour les raisons déjà exposées le 27 octobre dernier », affirme la MKO dans une déclaration du 12 novembre. Bien avant cette date, elle s'était en effet opposée à l'appel à la grève nationale de huit heures lancé par la TKK, jugeant qu'il n'existait pas la préparation nécessaire, « ni d'un point de vue organisationnel ni d'un point de vue psychologique parmi les travailleurs », et que cette grève « ne pourrait toucher que quelques entreprises dans un petit nombre de régions ». Elle estimait que cela donnerait un argument de plus au régime pour prétendre que l'influence de Solidarité diminue. « La réalité est pourtant exactement inverse : l'opposition à la politique de l'Administration de l'état de guerre, et en particulier à la délégalisation de notre syndicat, est profonde et généralisée. »

Mais la MKO exprimait son désaccord avec une grève qui ne s'inscrivait pas dans une perspective d'ensemble. « Les travailleurs n'attendent pas de nous que nous les mobilisions d'une occasion à une autre, d'une date à une autre. Ils exigent de nous que nous élaborions une stratégie d'action claire, réaliste du point de vue politique, adaptée à la nouvelle situation, et dans une perspective à long terme. (...) Nos efforts doivent aller dans le sens de la préparation correcte d'une grève générale décisive. (4) »

Ces propos émanant de représentants des plus grandes entreprises du pays témoignent de la profondeur des divergences qui séparent les membres de cette coordination de la politique adoptée par la TKK, qu'ils jugent aventuriste. Il importe toutefois de souligner que, s'ils ont tenu à prendre date par une déclaration quinze jours avant la grève, ils ne l'ont pas diffusée à ce moment-là, leur intention n'étant pas « de saboter l'action appelée par la TKK. Nous ne voulons pas affaiblir l'unité du syndicat ».

Il semble néanmoins que les divergences de vue n'aient fait que s'approfondir depuis lors puisque, dans son dernier texte, la MKO en vient à affirmer que si la TKK ne modifie pas l'orientation adoptée jusque-là, elle sera obligée « de considérer que les camarades de la TKK ont perdu la capacité de continuer à diriger le travail du syndicat. Il sera alors de notre devoir de créer une direction unique et de nous transformer en un centre de direction national ».

## UN DÉBAT AIGU DANS SOLIDARITÉ

L'absence de perspectives demeure. Elle ressortait encore de l'interview de Bogdan Lis, le 13 décembre, où il est resté muet sur l'orientation que la direction du mouvement de résistance comptait adopter dans les mois à venir, se contentant d'insister sur la poursuite de la lutte et sur la nécessité de développer la société clandestine. Face à ce problème, la MKO cherche à préciser la tactique qui lui semble correcte dans la situation actuelle, au travers de « Thèses pour la discussion sur le programme d'action ». Se prononçant contre la forme d'action que sont les manifestations de rue et sur la nécessité de préparer les travailleurs à la perspective de la grève générale par une succession d'actions progressives dans les entreprises, elle met notamment l'accent, dans la thèse numéro 4, sur les conditions d'une telle préparation : grèves visant d'abord un nombre déterminé d'entreprises où existe déjà un degré élevé d'organisation assurant qu'un minimum de 70 % des travailleurs participent à l'action ; grèves limitées à quatre heures dans un premier temps et ne s'étendant que progressivement, sur la base d'une rotation, etc.

Si ces thèses affirment sans ambiguïté que Solidarité représentait une alternative au pouvoir politique avant le 13 décembre 1981, elles entretiennent néanmoins un certain flou sur les perspectives stratégiques et sur le rôle précis du mouvement de résistance dans la période à venir, parlant de « l'extension de la participation de la société à l'exercice du pouvoir » tout en acceptant l'idée de garanties institutionnelles concédées au POU.

La lecture des déclarations adoptées successivement par la MKO, depuis sa constitution en août dernier, et contenues dans le premier numéro de son bulletin *Bez Dyktatu*, fait néanmoins ressortir une très grande intransigeance sur la question de la reconquête des libertés syndicales ainsi que sur la clarification du débat sur les perspectives politiques et la centralisation du mouvement.

L'existence même de la MKO, parallèlement à celle de la TKK, indique cependant le chemin qui reste à parcourir pour qu'apparaisse une direction reconnue de tous, par sa capacité à doter le mouvement de résistance d'une orientation programmatique permettant à l'ensemble des travailleurs de voir clairement quels sont les enjeux politiques et comment se préparer à la perspective d'un affrontement inévitable avec le pouvoir.

Les difficultés que connaît le mouvement de résistance depuis quelques mois et la crise qui traverse sa direction expliquent le reflux qu'on a pu noter dans les mobilisations depuis août dernier. Tout cela n'est bien sûr pas sans peser fortement sur le mouvement de soutien à Solidarité tel qu'il s'était développé après le 13 décembre 1981. Mais, comme le souligne l'appel de la MKO aux travailleurs du monde entier, que nous publions en dernière page de ce numéro d'*Inprecor*, ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts.

Car la lutte des travailleurs polonais continue, même si c'est au travers de formes moins spectaculaires qu'auparavant. Et elle reste d'une importance vitale par l'exemple qu'elle donne, tant à la classe ouvrière des autres pays de l'Est qu'à celle des pays occidentaux.

Nous nous devons de poursuivre sans relâche le travail de mobilisation qui permettra d'assurer Solidarité hors la loi et tous les syndicalistes emprisonnés et réprimés de ce pays, de notre aide matérielle et de notre soutien politique sans faille. ■

Jacqueline ALLIO  
20 décembre 1982.

# La vidéo : dernier champ de bataille industriel entre l'Europe de l'Ouest et le Japon

**P**OUR la première fois en République fédérale d'Allemagne on peut acheter, à l'occasion des fêtes de Noël, des magnétoscopes au prix de 350 DM (environ 1 000 FF). Des dizaines de milliers de citoyens de RFA pourront ainsi s'offrir le luxe de posséder la dernière réalisation de la « société de consommation ».

La baisse des prix dans le secteur du magnétoscope et de la vidéo-cassette est un phénomène mondial. Les appareils

dont les prix ont diminué appartiennent à la catégorie des appareils les plus perfectionnés, tout au moins par rapport aux produits européens. Leur particularité tient au fait que ce sont tous des produits japonais. Les seuls concurrents européens offrant des appareils de qualité équivalente, Grundig et Philips, ne parviennent pas à écouler leurs stocks, vu que les prix sont de 1,5 à 2 fois plus élevés.

Winfried WOLF

Devant cette situation, il faut analyser ce que représente la perspective d'une fusion de l'entreprise française nationalisée Thomson-Brandt (qui a absorbé en RFA Normende, Saba et Dual, et auparavant l'usine Vidéocolor de Ulm) avec Grundig, le numéro un de la communauté européenne en ce qui concerne les appareils de télévision et les magnétoscopes. Dans ce cadre, le « mariage » de ces deux géants se relativise de lui-même, pour n'être plus qu'une solution de défense désespérée, mais peu efficace, des entreprises de l'électronique de l'Europe de l'Ouest face à la pression toujours plus forte de la concurrence japonaise.

Cela signifie que de nombreux Etats impérialistes ouest-européens doivent abandonner — après les secteurs de la sidérurgie, des chantiers navals, des caméras « réflex », des chaînes « hifi » et de l'horlogerie — un nouveau champ de bataille du marché capitaliste. De toute évidence, c'est un marché dont la perte porterait un coup très grave à tout un secteur. Il s'agit en particulier de celui de l'industrie électronique, qui produit entre autres les « systèmes nerveux » de la technologie la plus avancée tels que les semi-conducteurs, les circuits intégrés, les « puces » ou micro-processeurs, etc.

Les dimensions gigantesques de la bataille qui se déroule actuellement sur ce terrain et la manière acharnée dont les groupes industriels qui conduisent cette « guerre » et les gouvernements s'y engagent, sont à la hauteur des enjeux.

On retrouve ici, d'une manière aiguë, toutes les caractéristiques du capitalisme classique propres à la crise économique du capitalisme « du troisième âge (1) » : guerre des prix et chute des prix ; surcapacités de production énormes ; mesures protectionnistes ; gigantesques fusions à un niveau supranational ; interventions de l'Etat au service de l'accumulation de profits.

En l'espace de quelques mois, la production, l'importation, l'exportation et l'écoulement de magnétoscopes sont devenus, pour certains pays impérialistes, un facteur très important de l'économie nationale. Pour l'année 1982 en Grande-Bretagne, la valeur des magnétoscopes importés dépasse celle des automobiles importées ; au Japon, les magnétoscopes viennent à la 6e place des biens de consommation, et 90 % de la production japonaise de magnétoscopes sont destinés à l'exportation. Grundig, le chef de file européen de la vidéo, s'est étendu de 20 % en 1981-1982.

## SURCAPACITÉS « PLANIFIÉES »

Une branche florissante donc, mais dont les capacités de production ne sont pratiquement pas rentabilisées, au même titre que celles de l'industrie sidérurgique internationale actuellement en perte de vitesse. Au niveau mondial, les capacités de production annuelle représentent 18,5 millions d'appareils, mais ne sont produits, en réalité, qu'à peu près 14 millions, et la vente maximale se chiffre à 11 millions d'unités. Rien qu'en RFA, pour le mois d'octobre 1982, 600 000 appareils sont restés en stock, soit le double ou le triple de la vente annuelle dans ce pays.

Les producteurs japonais jouissent d'une position de monopole avec 93,5 % des capacités de production mondiale. Leur système vidéo VHS (Video Home System) est à la tête du marché mondial ; il est également produit sous licence par des trusts de la Communauté économique européenne (CEE) comme le groupe Thomson-Brandt, par le groupe Bosch-Siemens et leur filiale Blaupunkt ; par le représentant européen d'ITT, SEL et, avec les firmes qui lui sont rattachées, par Graetz et Schaub-Lorenz ; et, enfin, par l'ex-filiale d'AEG, Telefunken.

En Europe de l'Ouest, il n'y a que Grundig et Philips qui aient développé leur propre production de matériel vidéo avec le système « Vidéo 2000 ». Cet été,

l'entrée de Grundig chez Telefunken — dans le cadre de la faillite de AEG — a déjà fait des remous dans la branche de l'électronique. Jusqu'à présent, Telefunken possédait un tiers des actions d'une usine de matériel vidéo (J2T) à Berlin, appartenant à la fois au producteur japonais JVC (Japan Victor Company) et à la Thorn-Emi britannique. Cette coopération se trouve remise en cause par l'entrée de Grundig chez Telefunken. Le rachat possible de Grundig par Thomson-Brandt ouvrirait en fait la possibilité pour les trusts européens de l'électronique d'organiser un front de défense commun face à la pression japonaise, d'autant que Philips, le plus grand trust de la CEE possède encore 25 % des parts de Grundig.

Pourtant, les forces sont inégales. En 1982, le système « Vidéo 2000 » de Grundig et Philips sera produit au maximum à un million d'unités. Sa part du marché européen avait progressé de 22 % de la mi-1981 à la mi-1982, mais elle est redescendue à 14 % depuis lors. Suite à l'offensive des trusts japonais de l'électronique, on peut prévoir une baisse encore plus grande.

## L'OFFENSIVE DES TRUSTS JAPONAIS

Max Grundig continue à affirmer, avec une fausse fierté affligée, que la vidéo est une invention européenne. Ce « droit d'aînesse » purement abstrait n'a pourtant aucune valeur marchande. Le fait est que l'industrie électronique japonaise s'est lancée dans la production de matériel vidéo, et qu'en l'espace de 36 mois, sa production a décuplé, passant de 1,47 millions d'unités en 1978 à 9,5 millions d'unités en 1981. Dès le commencement, 90 à 95 % de la production étaient dirigés vers l'exportation. Les

1. Voir Ernest Mandel, *le Capitalisme du 3e âge*, Editions Christian Bourgois, collection 10/18, Paris, 1978.

magnétoscopes japonais ont envahi le marché mondial à une époque où les concurrents éventuels n'en étaient qu'aux débuts de la production de série.

Les quatre grands producteurs japonais de matériel vidéo — Japan Victor Company (JVC) (2), Sony, Matsushita-Electric (qui a d'ailleurs le contrôle de JVC) et Hitachi — ne disposent pas d'une simple avance de temps sur leurs concurrents de la CEE, mais leur production de masse et la formidable rationalisation de leur appareil productif (mise en place de robots et de machines automatiques permettant l'assemblage) confèrent aux firmes japonaises une productivité de trois à cinq fois supérieure à celle de leurs concurrents européens. C'est pourquoi les prix pratiqués par les producteurs japonais peuvent apparaître comme étant des prix de *dumping*, c'est-à-dire situés en dessous des coûts réels de production.

Au centre de *discount* électronique Akiharaba de Tokyo, en novembre 1981, les derniers appareils mis sur le marché coûtent 78 yens (soit 300 dollars US ou 720 DM), et ce prix est même devenu une base de négociation (3). Il est possible que la surproduction japonaise ait amené une baisse des prix. Cependant, ces producteurs réalisent toujours des profits, ce qui est en contradiction avec l'affirmation de leurs concurrents européens d'après lesquels « *chaque unité produite leur coûte extrêmement cher* », ainsi que le prétend Max Grundig (4).

Pour le moment, les concurrents européens répondent à l'offensive japonaise par des mesures protectionnistes. C'est le cas du gouvernement français qui, de la manière la plus spectaculaire et la plus rigide qui soit, contrôle toutes les importations de matériel vidéo dans un seul

centre régional des Douanes, situé à l'intérieur du pays, à Poitiers (là où les Français ont arrêté les Arabes il y a 1250 ans...), et donne l'impression d'agir en toute bonne foi en essayant de stopper la progression des exportations japonaises. Mais ces mesures arrivent trop tard. Les firmes japonaises sont implantées depuis bien longtemps en Europe de l'Ouest et pourront, au plus tard en 1983, contourner les barrières protectionnistes de la CEE en produisant en série le matériel vidéo dans les pays européens eux-mêmes. Citons les entreprises qui, en Allemagne de l'Ouest, travaillent déjà pour eux ou qui sont en passe de le faire :

— l'usine déjà citée J2T à Berlin-Ouest (coopération entre JVC, Telefunken et Thorn-Emi) ;

— les Productions Sony-Wega contrôlées par Sony, à Fellbach près de Stuttgart ;

— la coopération entre Matsushita Electronic et Bosch-Blaupunkt à Osterode à partir du printemps 1983 ;

— l'entreprise Produits de consommation Hitachi-Europe (société à responsabilité limitée) à Landsberg, à fin 1983 début 1984.

— En Grande-Bretagne, une usine JVC est prévue pour produire du matériel à partir de l'automne 1982.

En outre, il est également clair que la mise en place de surcapacités de production va se poursuivre avec force. Aux implantations japonaises, les producteurs du Marché commun répondent par la construction de nouvelles usines de matériel vidéo, comme par exemple l'usine du Mans en France (Société radiotechnique), dont la production a démarré ces jours-ci

avec une prévision annuelle de 240 000 unités.

## THOMSON-BRANDT ABSORBE GRUNDIG

D'un point de vue purement idéologique, le cas de la fusion de Thomson-Brandt avec Grundig pose un problème intéressant : ici (en RFA), un des derniers bastions du capitalisme purement privé, en l'occurrence un trust fonctionnant sous le diktat d'un patron de type paternaliste, et là une entreprise nationalisée en 1981, fonctionnant donc sous le contrôle de l'Etat français qui se dit socialiste. De plus, alors que la première entreprise concernée est une entreprise ouest-allemande et la deuxième une entreprise française, c'est cette fois-ci la dernière qui absorbe la première.

Le Parti communiste français (PCF) s'oppose à la concentration Thomson-Brandt/Grundig en avançant des arguments nationalistes : contre une balance des paiements encore plus déficitaire, à cause des importations plus importantes de matériel provenant de chez Grundig ; pour le maintien des emplois en France plutôt qu'en RFA. Il s'agit-là d'une argumentation étroite et bornée. Il est certain que le résultat concret de cette fusion sera négatif pour les travailleurs concernés, en RFA et en France. Déjà lorsque Grundig avait mis le pied chez Telefunken, il avait illustré le dicton : « *Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois.* » Mais le « sauvetage » n'a duré qu'un temps (5). A présent, Grundig se jette dans les bras de Thomson-Brandt, ou, plus exactement, Max Grundig détache de son empire la firme électronique Grundig AG et encaisse 400 millions de DM, qui vont lui permettre de se réorienter vers l'hôtellerie, un secteur plus rentable.

Si l'on considère le cas du trust Thomson-Brandt, quatre facteurs entrent en ligne de compte :

— Il a enregistré en 1982 une perte de 1 milliard de francs (plus de 300 millions de DM).

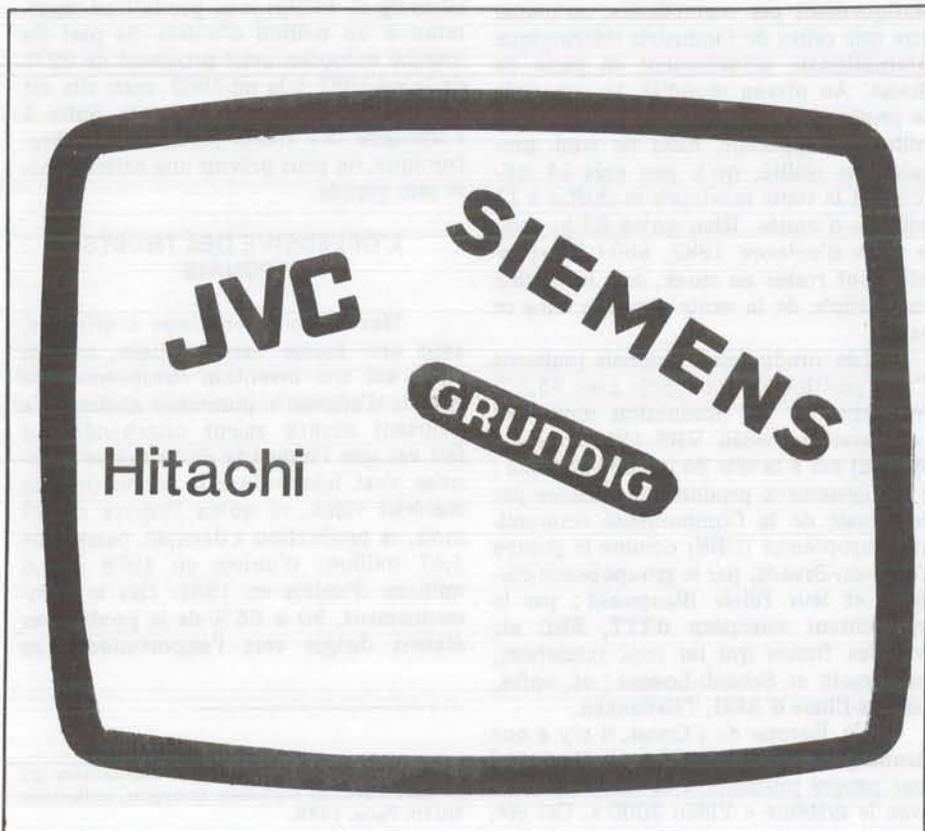
— Il est à l'heure actuelle le principal distributeur, sur le marché européen, du système vidéo japonais VHS, entre autres par l'intermédiaire de Normende, Saba, Dual.

2. Le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 11 novembre 1982 s'est permis un lapsus révélateur indubitable en écrivant « *Japan Victory Company* » au lieu de *Japan Victor Company*, nom d'un des quatre grands producteurs japonais de matériel vidéo.

3. *Financial Times* du 19 novembre 1982 : « ... *an open invitation to bargain* » (une invitation ouverte au marchandage).

4. Le président du conseil d'administration de Grundig, Rosenbaum, affirme au contraire justement que les concurrents japonais continuent de réaliser de substantiels profits.

5. Nous citons déjà, dans notre revue *Was Tun ?* numéro 339 de septembre 1982, le bilan de Grundig. Nous faisons référence aux pertes prévisibles, nous défendions la thèse que la prise de participation de Grundig dans le groupe Telefunken ne serait qu'un prologue pour des restructurations et des licenciements plus massifs.





— Lorsque les profits sont en cause, il a déjà démontré d'une manière exemplaire qu'il n'hésitait pas à opérer des fermetures d'usines, comme ce fut le cas pour Vidéocolor à Ulm (6).

— Les Etats nationaux continuent d'exister à l'intérieur de la CEE. En cas de doute et en tant que groupe français nationalisé, Thomson-Brandt concentrera plutôt sa production en France qu'en RFA (à l'exemple du trust sidérurgique luxembourgeois Arbed, dans la Sarre). Le conflit d'intérêts qui résulte de ces données est bien connu : sur fond d'offensive japonaise, cela ne peut s'appeler que licenciements massifs.

A l'opposé du ton nationaliste du PCF et de l'argumentation bornée des journaux bourgeois ouest-allemands, Max Grundig a certainement raison (7) lorsqu'il explique que la fusion avec Thomson-Brandt est d'une logique indiscutable. Un refus de cette fusion par l'Office-fédéral allemand des cartels (8) et par le gouvernement de Bonn signifierait uniquement une autre orientation en vue d'une autre fusion, quelque chose comme Grundig/Siemens-Bosch ou Grundig/Philips. Tout ceci est parfaitement conforme aux règles de la logique capitaliste.

En tout cas, cette logique porte un nom pour les travailleurs de la branche électronique : licenciements massifs en Europe de l'Ouest et éventuellement au Japon dans deux ou trois ans. Les énormes capacités de production mises en place en 36 mois pour la fabrication de magnétoscopes et de matériel vidéo vont se heurter, sur une durée équivalente, à un marché saturé au niveau mondial. Ceci n'est pas dû uniquement à une saturation (contestable) des besoins, mais est conditionné par la baisse du revenu national brut qui découle de la politique des entrepreneurs. De tels licenciements sont aujourd'hui prévisibles dans diverses entreprises :

— chez Grundig : une des dernières actions menée par Max Grundig, et qui illustre bien sa démarche, fut de réduire de 650 travailleurs l'effectif de l'usine, malgré la prétendue expansion ;

— chez Telefunken : on prévoit un nombre encore plus grand de licenciements, en particulier en ce qui concerne les filiales étrangères

— chez Philips, à Vienne et à Krefeld, on envisage aussi des licenciements supplémentaires, et on parle même de fermeture d'usines.

Tous ces faits nous éclairent sur la crise du capitalisme « du troisième âge ». La branche électronique n'est pas une branche d'industrie dépassée, comme celles du charbon ou de la sidérurgie, au regard des derniers développements technologiques. On ne peut pas analyser la crise de façon sectorielle et faire de la crise du capitalisme « du troisième âge » une simple bagatelle. Les discours de charlatans qui consistent à dire que les « pucés » (électroniques), qui suppriment des emplois, vont créer de nouveaux postes

6. L'usine de tubes cathodiques de couleur AEG à Ulm fait partie, depuis 1979, du groupe Vidéocolor, autrefois contrôlé par Thomson-Brandt et RCA. Fin 1981, quand Thomson-Brandt est devenu le principal actionnaire de Vidéocolor, cela s'est traduit par la fermeture de l'usine d'Ulm, malgré un équipement très perfectionné et l'occupation de l'usine par les travailleurs. Des usines Vidéocolor existent encore à Agnani en Italie, et à Lyon en France, où l'on observe un déplacement de la production des tubes cathodiques vers l'usine d'Agnani, pour tenir tête à la concurrence japonaise.

de travail dans l'industrie de l'électronique, montrent toute leur absurdité dans l'industrie électronique elle-même, lorsque l'on sait, par exemple, qu'on a supprimé 20 000 emplois au cours des deux dernières années rien qu'en RFA, et qu'il est question d'en supprimer encore 35 000 d'ici à fin 1983.

Mais restons dans le domaine du matériel vidéo. Pour justifier la construction de sa nouvelle usine à Landsberg, Hitachi a donné comme raison la création d'emplois. En fait, il s'agit dans un premier temps de créer 240 puis, au mieux, 400 « nouveaux » emplois jusqu'en 1984. En outre, la capacité de production de cette seule usine est prévue de telle manière qu'elle pourrait fournir tout le marché de la vidéo en RFA. ■

Winfried WOLF  
24 novembre 1982.

7. Le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a surnommé Grundig « le transfuge », c'est-à-dire celui qui est passé du côté d'un autre ordre économique, celui du camp socialiste, et décrit l'entrée de l'Etat dans l'économie (à travers le trust Thomson-Brandt) comme la perte de la liberté d'action dont les entreprises devraient être garantes.

8. Service dépendant de l'Etat qui peut intervenir pour interdire une fusion ou un rachat, s'il considère que l'entreprise concernée aurait une part trop importante du marché d'un secteur donné (une position de monopole ou de quasi-monopole).

# Gilson, le camarade maire de Diadema

Le PT a remporté la mairie de cette ville de 300 000 habitants

**L**E Parti des travailleurs (PT) a conquis la mairie d'une ville de 300 000 habitants de la banlieue industrielle de Sao Paulo, Diadema. Nous publions ci-dessous une interview du nouveau maire, Gilson, dirigeant du syndicat des métallos évincé de ses responsabilités syndicales par le gouvernement.

Gilson Luiz Correia de Menezes est né dans une petite ville du *sertao*, dans l'Etat de Bahia. Il a trente trois ans. Comme beaucoup de travailleurs originaires du *Nordeste*, il est arrivé à Sao Paulo à l'âge de 11 ans, et à 12 ans il commençait déjà à travailler dans une fabrique de pièces détachées pour bicyclettes. Par la suite, après un cours de formation professionnelle, il travaille chez Mercedes-Benz, puis à la Scania de Sao Bernardo, où il commence réellement son activité syndicale. En 1975, Gilson participe à la commission qui définit les revendications de l'entreprise. En 1977, il prend part aux luttes pour le rattrapage des salaires. En 1978, il est élu délégué de base dans son entreprise, sur la liste conduite par Luis Inacio da Silva « Lula », qui gagne la direction des métallurgistes de Sao Bernardo et de Diadema. C'est précisément à la Scania qu'a débuté le mouvement gréviste de 1978 dans la banlieue industrielle de l'ABC. Gilson, avec toute la direction du syndicat, qui sera ultérieurement suspendue de ses fonctions par le ministère du Travail, a joué un rôle important dans cette grève. Dans la fou-

lée, il a participé à la fondation du Parti des travailleurs (PT) en militant à Diadema, où il habite depuis maintenant dix ans. Il est marié à une camarade, elle aussi ouvrière dans la métallurgie, et ils ont trois enfants.

Au sein du PT, Gilson s'est affirmé comme l'un des dirigeants les plus conséquents et les plus combatifs, intransigeant sur l'idée originelle d'un parti sans patrons, insistant sur l'organisation des noyaux du parti à la base, exigeant une intervention concrète dans la lutte de classe. C'est d'ailleurs pourquoi il s'est souvent opposé frontalement aux pressions réformistes et parlementaristes qui se sont exprimées dans le PT de Sao Paulo : lors du congrès régional de janvier 1982, il s'est fait le porte-parole des délégués qui critiquaient un projet de plate-forme proposé par la direction et qui ne mettait pas l'accent sur le renversement de la dictature. Pour Gilson, « la grande perspective du PT, c'est d'affirmer de plus en plus profondément son caractère de parti de classe ».

Aujourd'hui, l'ancien dirigeant syndical des métallurgistes de Sao Bernardo, « suspendu », est le nouveau maire élu (avec 32 % des voix) de la ville ouvrière de Diadema. Dans une interview exclusive au bi-mensuel *Em Tempo* du 15 décembre, il parle de la campagne électorale, de la ville et des projets de gestion « pétistes » (du Parti des travailleurs).

« EM TEMPO » : — Comment s'est passé le lancement de ta candidature à la mairie et le déroulement de la campagne, ici, à Diadema ?

tions du PT avec le nom de tous les candidats au Conseil municipal.

— Ce seraient donc là les raisons internes au PT qui ont favorisé la victoire. Mais quelles sont, d'autre part, les caractéristiques de la ville de Diadema en comparaison, par exemple, avec les autres municipalités de l'ABCD (voir encart), qui permettent de comprendre la conquête de cette municipalité en particulier ?

— En ce qui concerne les adversaires, on ne peut pas dire qu'ici, à Diadema, ils étaient particulièrement faibles. Au contraire, ils comptaient avec nombre de personnalités connues et solidement établies dans la ville. Quant à l'argent, ils ont misé gros, alors qu'on peut dire que la campagne du PT à Diadema a été l'une des plus pauvres du parti. Notre local n'a même pas de téléphone ou de permanent à temps plein.

Je crois que la différence tient peut-être à ce que notre ville a une concentration ouvrière supérieure à celle des municipalités voisines. De nombreux ouvriers de Sao Bernardo demeurent ici, à Diadema. C'est d'ailleurs pourquoi la ville est très pauvre, bien plus pauvre même que Sao Bernardo ou Santo André. Ici, un tiers de la population vit dans les *favelas* (bidonvilles), dans la misère la plus noire. Mais je pense que l'essentiel a été notre campagne unifiée. C'est ce qui nous a donné la victoire.

— Et quelle a été ta plate-forme pour la campagne électorale aux municipales ?

— Ecoute, le centre de notre campagne a été de ne pas faire de promesses. A la différence des politiciens traditionnels, nous n'avons pas promis au peuple monts et merveilles. Nous avons dénoncé la corruption, proposé une administration honnête, la participation effective des travailleurs aux décisions, par le biais des conseils populaires, nous avons affirmé la nécessité pour le peuple de voter pour un parti différent, le parti des travailleurs eux-mêmes...

Et maintenant, c'est ce que nous allons faire, malgré toutes les pressions que nous allons subir. On va en finir avec la corruption, ici à Diadema. On va en finir avec les humiliations. Ce sont les travailleurs qui vont dicter la marche des choses, à leur manière. La classe dominante locale est déjà choquée. C'est le désespoir pour les puissants, qui commencent à perdre leurs positions. Ils pouvaient envisager

GILSON : — Certains camarades pensaient qu'en tant que président suspendu du syndicat, je devais me présenter à la mairie. D'autres préféraient que je me présente comme député. Il y a eu beaucoup de discussions ici et là, et finalement, la majorité a voté pour la mairie. A partir de là, tout le monde s'est uni autour de la décision et nous nous sommes mis au boulot.

Notre campagne s'est distinguée par son caractère très cohérent (1) par rapport à ce qui s'est passé en général dans le parti. C'est la clef pour expliquer notre victoire ici à Diadema, alors que le PT s'est en général mal tiré d'affaire dans les batailles municipales. Ici, le parti a agi avec cohésion, et en conséquence avec beaucoup de force. Il y a bien sûr toujours de petits problèmes ; on ne peut pas dire que ce fut une campagne parfaite. Mais nous devons comprendre que c'est cette société qui inculque aux gens un grand individualisme, et que cela se reflète aussi dans le PT. Ceci dit, notre campagne fut comparativement la plus unitaire de celles du PT dont j'ai entendu parler. L'essentiel du travail de propagande a été fait par des équipes de dizaines de « pétistes » qui allaient dans les rues et les quartiers, de maison en maison, distribuer le matériel unifié et discuter des proposi-

1. Dans le système électoral en vigueur, le vote en faveur de la liste détermine le nombre de sièges. Pour la répartition des sièges, les candidats d'un même parti sont en concurrence les uns contre les autres, les « mieux votés » étant élus. Ce système divise les organes de base du parti, favorise les cliques, le clientélisme, les alliances et les combines. A Diadema, la campagne unifiée a, au contraire, signifié une centralisation des ressources financières, une centralisation du matériel de propagande et la présentation de tous les candidats du parti dans cette campagne.

que nous fassions un bon score électoral, mais ils ne sont jamais allés jusqu'à imaginer la possibilité de notre victoire. Mes déclarations selon lesquelles, ici, on n'appellera plus le maire « Votre Excellence » mais « camarade », rien que ça, pour eux, c'est quelque chose d'inimaginable et une grave atteinte à l'autorité. Ainsi, on entrevoit déjà ce que nous aurons à affronter lorsque nous allons ouvrir une enquête contre la corruption des administrations précédentes. Nous allons réussir à donner au peuple une idée de ce qu'étaient les combines des puissants.

— La question centrale dans le projet du PT pour les municipalités, c'est le Conseil populaire. Comment vois-tu la concrétisation de ce projet ? Et quelle sera la relation de ce Conseil populaire avec un Conseil municipal (Chambre municipale) officiel, où le PT n'aura que 6 conseillers sur un total de 17 (2) ?

— Nous pensons discuter les propositions avec le Conseil populaire et, à partir de là, les présenter à la Chambre municipale, en appelant la population à participer aux discussions sur les décisions à prendre. Nous voulons que le parti monte une petite imprimerie, grâce à une contribution de la moitié de mon salaire de maire et de celui des conseillers municipaux, pour éditer régulièrement un bulletin informant la population de tout ce qui se passe dans la politique de la municipalité.

Il va y avoir une énorme politisation ici. En ce qui concerne les Conseils populaires, nous voulons discuter les propositions à la base, convoquer tout de suite des assemblées par quartiers pour élire des conseillers de quartier, qui éliront des représentants au Conseil général de la ville. Il y a près de trente quartiers à Diadema. Les conseils de quartier pourraient avoir de vingt à trente conseillers chacun, parmi lesquels seraient élus trois conseillers pour un Conseil général d'une centaine de membres au niveau de la ville.

— As-tu déjà un projet statutaire pour le fonctionnement de ces conseils populaires ?

— Non. Il faudra que nous discutions de tout cela. Nous avons des idées sur certains aspects. Le mandat devrait être d'un an, révocable à tout moment. Une ques-

## La quatrième lettre de l'alphabet prolétarien

L'ABC est d'ores et déjà entré dans l'histoire du mouvement ouvrier brésilien. L'ABC est la grande banlieue ouvrière de Sao Paulo, où sont concentrés plus de 400 000 métallurgistes employés par les grandes multinationales de l'automobile : Ford, Volkswagen, General Motors, Scania ... C'est le phare des luttes depuis 1978. L'ABC, c'est Santo André (A), Sao Bernardo (B), Sao Caetano (C). On oublie souvent la quatrième lettre de l'alphabet, le D de Diadema, qui est un peu la cité dortoir de Sao Bernardo.

Municipalité indépendante depuis 23 ans, Diadema compte aujourd'hui 300 000 habitants. C'est la plus pauvre des quatre sœurs, avec un tiers d'habitants vivant dans des bidonvilles appelés *favelas*. Produit d'une croissance désordonnée et d'une politique d'aide à l'industrialisation au long des années 1970, la cité a été submergée de micro-industries. Egoûts à ciel ouvert et déchets déversés par les entreprises parsèment la ville entière, engendrant une terrible pollution. Sans aucun plan d'urbanisation, la « route des immigrants » coupe la ville en son milieu par un intense flot de circulation. Diadema accueille chaque jour une moyenne de cinq familles d'émigrants (la plupart de la région du Nord-est). Elle a un taux de mortalité infantile de 197 pour 1 000. Un quart de la ville, à peine, bénéficie du réseau d'égoûts et seules les rues du centre sont goudronnées. Pour faire face à tous ces problèmes, la cité, qui est la onzième de l'Etat de Sao Paulo, disposera en 1983 d'un budget dont les trois-quarts sont déjà destinés au paiement de la dette et au salaire des 2 000 fonctionnaires. Il n'en restera qu'un quart pour commencer à répondre aux besoins sociaux les plus urgents ...

tion est de savoir si les autres partis participeront ou non aux Conseils populaires. Ils sont horrifiés à l'idée de telles structures. Mais s'ils ne participent pas et que l'affaire marche, ils risquent de se marginaliser. S'ils y participent, ils risquent d'être compromis. Je ne sais pas ce qu'ils vont choisir. Il y a certains conseillers du Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB) qui ont manifesté certaines dispositions favorables à un travail commun. Mais ce qui sera décisif pour le succès sur le plan législatif, c'est la pression populaire organisée.

— Pour terminer, quelles répercussions la conquête de la municipalité aura sur le PT et sur le mouvement populaire ?

— Au niveau du mouvement populaire, nous impulserons son organisation et sa politisation. Par exemple, nous n'allons pas abandonner le mouvement syndical, au contraire : la municipalité doit l'aider. Elle peut créer des locaux pour des réunions larges. Il y a mille façons d'aider les luttes. En plus de cela, je crois que nous donnerons un grand exemple pour tout le Brésil sur la manière de traiter les questions municipales, le problème

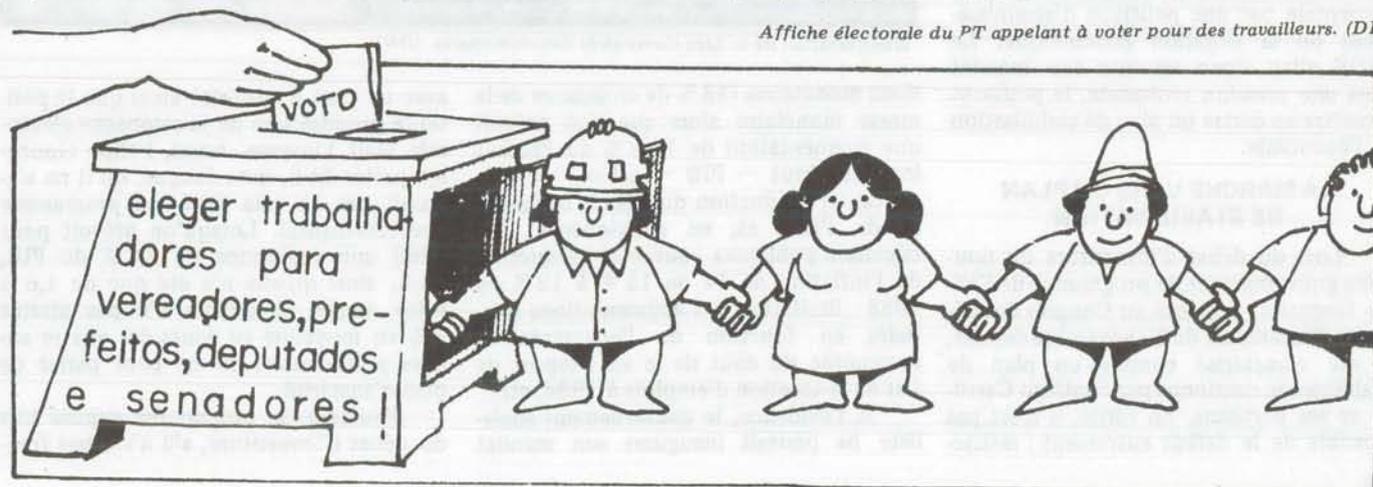
de l'approvisionnement en produits de première nécessité, la formation de brigades pour la construction d'ouvrages publics et de logements, l'amélioration des transports, l'alphabétisation, la santé, une politique salariale plus équitable pour les fonctionnaires publics, etc.

Au niveau du PT, sans prétention exagérée de ma part, je crois que l'exemple de Diadema permettra de tirer certaines leçons. Notre exemple d'humilité et d'unité dans le travail contre la personnalisation et l'individualisme, notre exemple de défense d'une conception du parti plus avancée, etc., ce sont des choses devant lesquelles beaucoup de gens devront s'incliner et tirer les leçons. Je suis optimiste et je crois que nous apporterons une grande contribution à la lutte des travailleurs et à la construction du Parti des travailleurs.

Propos recueillis par « EM TEMPO »  
15 décembre 1982.

2. Comme le PT a eu 32 % des voix, il remporte la mairie à la majorité relative. Mais les sièges au Conseil municipal sont répartis à la proportionnelle, de sorte que le PT y sera minoritaire. En revanche, le maire forme un exécutif municipal pour lequel il choisit les « secrétaires » : à la planification, à l'urbanisation, à la santé, etc.

Affiche électorale du PT appelant à voter pour des travailleurs. (DR)



# Que commence le changement !

La politique économique du PSOE  
est maintenant à l'épreuve des faits

**L**A présentation par Felipe Gonzalez, le 30 novembre dernier, devant le Congrès des députés (Parlement espagnol), du programme du nouveau gouvernement laisse mal augurer, malgré son caractère encore général, du changement dont les 10 millions d'électeurs espagnols attendent qu'il soit le promoteur.

Réaffirmant son respect à la Constitution et aux « pouvoirs de fait », Felipe Gonzalez a affirmé que cette juridiction, qui pourtant institutionnalise l'oppression des minorités nationales, « permet l'expression de toutes les opinions et enlève donc toute justification à la violence ».

Dans le domaine économique et social, les premières mesures adoptées par le gouvernement de Felipe Gonzalez (dévaluation de la peseta et augmentation du prix de l'essence) illustrent déjà « qu'ils partent du mauvais pied », comme l'écrit l'éditorial de *Combate*, organe de la Liga Comunista Revolucionaria (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, daté du 10 décembre 1982. N'est-ce pas Felipe Gonzalez qui proclamait que « c'est le secteur privé qui détermine le volume des biens et services produits, de l'investissement et de l'emploi » (*le Monde*, 2 décembre 1982) ? Plus explicite encore, son ministre de l'Economie, Miguel Boyer, avait déjà précisé qu'il fallait « que les bénéfices résultant de l'augmentation de la productivité restent aux mains de chefs d'entreprise pour

que ces derniers se décident à investir » (*le Monde*, 27 novembre 1982). C'est donc des patrons que dépend la tenue des promesses du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) concernant la création de 800 000 postes de travail en quatre ans ...

Et lorsqu'un dirigeant de l'Union générale des travailleurs (UGT), comme son secrétaire général Nicolas Redondo, affirme que « si nous avons accepté de faire des sacrifices avec un gouvernement de droite pour aider à consolider la démocratie, nous n'allons pas nous montrer maintenant plus intransigeants avec un gouvernement de gauche », on est fondé à s'inquiéter sur le risque de mise en place d'un véritable pacte de paix sociale du type de ceux déjà signés sous le gouvernement de l'Union du centre démocratique (UCD). Il est vrai qu'en ce domaine, le gouvernement PSOE et les directions syndicales auront à compter avec les réactions des travailleurs qui ont porté le PSOE au pouvoir dans l'espoir de voir au moins mises en application les promesses électorales modérées.

Pourquoi l'orientation économique du gouvernement de Felipe Gonzalez est vouée à l'échec et le conduira fatalement à la mise en place d'un plan de stabilisation fait de mesures d'austérité pour les travailleurs, c'est la question à laquelle répond, entre autres choses, l'article d'analyse économique de la situation espagnole et des projets du PSOE que nous publions ci-après.

Jesus ALBARRACIN et Pedro MONTES

Deux jours avant les élections législatives du 28 octobre dernier, l'influent quotidien madrilène *El País* divulguait le contenu d'un rapport confidentiel préparé par la Banque d'Espagne pour le gouvernement qui sortirait vainqueur de la consultation électorale. On y trouvait un diagnostic de la situation, grave, de l'économie espagnole, et la recommandation d'une série de mesures fort éloignées dans leur logique globale de la politique économique d'expansion promise par le programme électoral du PSOE. Au cours de la campagne électorale, les dirigeants de l'Association des banquiers (AEB, Asociación de Empresarios de Banca) avaient également exprimé la nécessité pour le PSOE de commencer sa gestion gouvernementale par une politique d'assainissement de la situation économique. Le PSOE allait donc assumer son mandat sous une pression croissante, le poussant à mettre en œuvre un plan de stabilisation de l'économie.

## LA MARCHÉ VERS UN PLAN DE STABILISATION

Lors du débat d'investiture du nouveau gouvernement, le programme de Felipe Gonzalez, présenté au Congrès des députés (Parlement) du 30 novembre dernier, a été caractérisé comme un plan de stabilisation cautionné par Santiago Carrillo et ses partisans. En vérité, il n'est pas possible de le définir autrement : restric-



Manifestation de la Liga Comunista Revolucionaria. (DR)

tions monétaires (13 % de croissance de la masse monétaire alors que l'on prévoit une augmentation de 14,5 % du Produit intérieur brut — PIB — calculé en prix courants) ; réduction du déficit budgétaire de l'Etat et, en conséquence, des dépenses publiques courantes ; réduction de l'inflation de 14 ou 15 % à 12 % en 1983 ; limitation des augmentations salariales en fonction de l'augmentation escomptée du coût de la vie ; report de fait de la création d'emplois à 1984, etc.

A l'évidence, le gouvernement socialiste ne pouvait inaugurer son mandat

avec un plan d'austérité alors que la politique promise lors de la campagne électorale était l'inverse. Aussi, Felipe Gonzalez prétendit-il, avec fougue, qu'il ne s'agissait pas de cela dans son programme gouvernemental. Lorsqu'on prévoit pour 1983 une croissance de 2,5 % du PIB, dit-il, alors qu'elle n'a été que de 1,6 % cette année, et qu'elle n'a pas atteint 1 % en moyenne au cours des quatre années précédentes, on ne peut parler de plan d'austérité.

Pourtant, le programme exposé lors du débat d'investiture, s'il n'est pas fran-

chement un plan de stabilisation économique, constitue néanmoins le premier pas dans cette direction. Car les 2,5 % de croissance supposés du PIB ne signifient rien en eux-mêmes. En effet, ils devront être atteints par une augmentation des exportations et une réanimation des investissements privés. En ce qui concerne les premières, ni le contexte international ni une dévaluation insuffisante de la peseta ne constitueront un moteur assez puissant pour accroître la demande. Quant à l'investissement, l'arrivée des socialistes au gouvernement n'assure en leur relance automatique, bien au contraire : la croissance de la masse monétaire programmée à 13 % constituera un frein important (au cours des quatre dernières années cette croissance a été en moyenne de 17,5 % et elle n'a jamais été inférieure à 15,7 %). Avec les restrictions salariales, on ne peut évidemment pas attendre grand chose du côté de l'augmentation de la consommation des ménages. Enfin, le souci gouvernemental de freiner les dépenses publiques n'est guère susceptible de donner un coup de fouet à l'économie.

Il faut donc considérer ces 2,5 % de croissance supposée du PIB comme une prévision pour le moins optimiste. Et si nous laissons ce chiffre de côté, il ne reste qu'un ensemble de mesures qui n'ont, en fait, d'autre but que de préparer le terrain à un prochain plan d'austérité et de restructuration économique. Du point de vue du capital, il existe de puissantes raisons qui le rendent nécessaire.

### UN DÉFICIT DE 55 MILLIARDS DE FRANCS

L'Union du centre démocratique (UCD) a légué au PSOE un déficit du budget de l'administration publique qui approche le billion de pesetas (soit 55 milliards de francs, après la récente dévaluation). Ce chiffre, s'il n'est pas excessivement élevé (il représente 6 % du PIB), n'est pourtant pas supportable pour le capitalisme espagnol, qui pousse en conséquence à une aggravation de l'austérité.

En effet, à moins de prendre des mesures drastiques, ce déficit risque de croître inévitablement. Le PSOE a promis le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires et retraités (bien que de façon truquée : en fonction de l'inflation prévue et non de l'inflation réelle...). Or, la charge financière de la dette est très élevée et en augmentation, et des dépenses militaires de 2,3 mille milliards de pesetas (environ 126,5 milliards de francs) sont engagées pour les huit années à venir, avec l'appui du vote des députés socialistes aux Cortès (Congrès des députés et Sénat espagnol). Tout ceci détermine une forte inertie de la croissance des dépenses courantes.

D'autre part, les timides mesures du programme électoral du PSOE supposent en général une forte augmentation de ces dépenses. L'allongement de la période couverte par l'indemnisation du chômage et l'extension des subventions aux chômeurs chargés de famille, la réduction des



Paysans de la région d'Albacete de forte implantation du PCE. (DR)

cotisations patronales à la sécurité sociale, la revalorisation des pensions et l'abaissement de l'âge de la retraite, l'extension de la scolarisation supposent — si ces mesures sont réellement appliquées —, un accroissement des dépenses publiques de plusieurs centaines de milliards de pesetas.

Quant aux recettes publiques, il n'y a pas à attendre de miracles. La réforme fiscale a déjà donné ce qu'elle pouvait. La seule source abondante de revenus supplémentaires, la lutte contre la fraude fiscale, demande du temps et une détermination qui n'est pas de mise étant donné la modération du PSOE. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que le président de l'Association des banquiers, Rafael Termes, ait souligné récemment que le déficit public pourrait « dégénérer » jusqu'à atteindre 1,3 mille milliards de pesetas en 1983 (71,5 milliards de francs).

C'est donc là un des points faibles du PSOE. S'il veut respecter son programme électoral et créer les 800 000 postes de travail promis en quatre ans, il doit présenter en 1983 un budget en expansion. Mais s'il veut lutter contre l'inflation, réduire l'expansion de la masse monétaire, sans couper brutalement les crédits au

secteur privé, il doit réduire le financement du secteur public, et par voie de conséquence, le déficit. Lors du débat d'investiture aux Cortès, Felipe Gonzalez a déjà clairement exprimé la volonté du gouvernement socialiste d'éviter au moins la poursuite de la croissance de ce déficit. C'est pourquoi bien des mesures promises devront attendre, et même ainsi, la perspective d'un retour rapide à l'austérité et au plan de stabilisation demeure à l'horizon. La première frustration des illusions que 10 millions d'électeurs ont déposées dans les urnes le 28 octobre dernier est déjà en gestation.

La position internationale détériorée du capitalisme espagnol constitue un autre point noir qui obligera tôt ou tard le PSOE à durcir sa politique.

### LES PROBLÈMES DE FINANCEMENT D'UNE BALANCE DES PAIEMENTS DÉFICITAIRE

Le déficit en compte courant de la balance des paiements se situera cette année à 4 milliards de dollars (28 milliards de francs), soit 2 % du PIB. Ce n'est pas un chiffre exagéré. Mais ce n'est pas non plus un chiffre négligeable, si l'on considère qu'il vient après plusieurs années de récession et de baisse de la valeur de la peseta (depuis 1979, la dévaluation de la peseta a dépassé les 30 %). Ce déficit provoque déjà d'autres problèmes de financement avec, d'une part, des entrées de capitaux placés à long terme sous l'effet de la situation du crédit sur les marchés internationaux et, d'autre part, bien que le niveau d'endettement de l'économie espagnole ne soit pas excessif (169 milliards de francs, soit de l'ordre de 18 % du PIB), un service de la dette très élevé. Il s'est donc produit une perte de solvabilité du capitalisme espagnol avec, pour conséquence des cessations de paiement de certaines entreprises (Explosivos Riotinto, Aluminio Espanol, Banca Catalana, etc.). Finalement, si les marchés financiers internationaux ne continuent pas à se détériorer, si les exportations espagnoles se développent, et si les taux d'intérêt

« Sortir de l'OTAN ! ». (DR)



évoluent favorablement, le déficit courant pourra être financé à l'avenir. Mais si l'une de ces conditions s'aggrave, de sérieuses difficultés peuvent surgir.

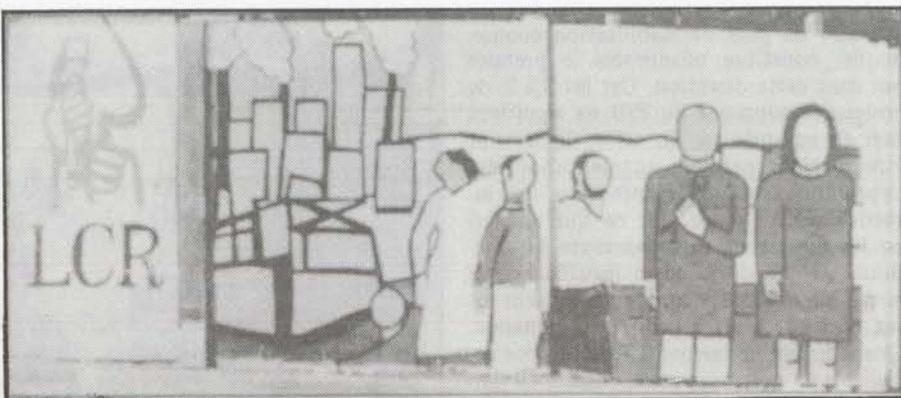
Pour faire face à cette situation, l'économie espagnole compte sur une faible réserve de devises, qui ne couvre guère que trois mois d'importations. De plus, des considérations politiques telles que l'arrivée du PSOE au gouvernement, et économiques, parmi lesquelles les spéculations sur la baisse de la peseta (partiellement confirmées par la récente dévaluation de 8 % adoptée le 4 décembre 1982), ont provoqué ces dernières semaines une accélération de la fuite des capitaux, malgré une différence de 7 % entre le taux d'intérêt intérieur et les taux internationaux (1).

Cet ensemble de facteurs a fait monter le cours du dollar de 100 à 117 pesetas en un an et a conduit à la première mesure économique du PSOE : la dévaluation de 8 % de la monnaie pour porter la cotation au niveau de 127,66 pesetas pour un dollar. S'il s'agit de freiner la spéculation contre la peseta, cette mesure est soit inutile (la cotation avait atteint 123 pesetas quelques jours avant, de sorte qu'il suffisait de laisser continuer sa perte de valeur par rapport au dollar), soit insuffisante, et en conséquence ne représente qu'un premier pas vers une dévaluation plus forte. D'après le ministre de l'Economie du gouvernement PSOE, on va maintenant laisser « les libres forces du marché fixer la cotation de la peseta ». En tout cas, la spéculation ne va pas cesser à moyen terme.

Une dévaluation plus importante n'est pourtant pas recommandable. D'une part, elle impliquerait un puissant facteur inflationniste au moment où le PSOE se propose de contenir la croissance des prix. D'autre part, nombre d'entreprises ont trouvé un financement en dollars sur le marché international, et elles risqueraient alors de se trouver au bord de la faillite. Si nous prenons en compte les mesures complémentaires qui doivent accompagner une dévaluation de la monnaie dans la logique du système capitaliste, la conclusion est immédiate : une accélération de l'inflation à court terme et une perte du pouvoir d'achat des salaires. Au bout, on retrouve toujours la perspective du plan d'austérité.

#### « CE QUE L'ON NOMME EXCÉDENT »

Dans le débat d'investissement, Felipe Gonzalez a beaucoup insisté sur la nécessité d'augmenter « ce que l'on nomme l'excédent », prétendant donner un caractère neutre à cette catégorie économique essentielle. Et la manière d'augmenter « ce que l'on nomme excédent » n'est autre, comme l'a signalé le ministre de l'Economie, Miguel Boyer, que de modérer l'augmentation des revenus (il faut comprendre : les salaires). Pour cela, la marche à suivre est la même que celle suivie depuis le Pacte de la Moncloa signé en 1977, et qui a permis d'appeler « maintien du pouvoir d'achat » ce qui n'est en réalité



qu'un « blocage des salaires » : il s'agit simplement de fixer les salaires en fonction d'une « inflation programmée » ... et de commettre des « erreurs de prévision ».

Cette politique est censée être appliquée par le biais d'un pacte social entre les centrales syndicales et le patronat, à la manière des pactes de collaboration de classe conclus en 1979 et en 1980 (Accord cadre interconfédéral, AMI). Il s'agit de négocier des révisions salariales correspondant au « contexte macro-économique » programmé par le gouvernement, dans lequel on inclut l'inflation prévue, mais sans intervention directe du gouvernement dans la signature dudit accord. On laisse donc la responsabilité des limitations salariales à l'Union générale des travailleurs (UGT), qui a déjà parlé d'une marge d'augmentation se situant entre 11 % et 13 %, et, dans une moindre mesure, aux Commissions ouvrières (CCOO). La proposition de réduire l'inflation d'environ 3 % l'an prochain impliquera une nouvelle perte du pouvoir d'achat salarial, y compris pour les travailleurs qui atteindraient ce taux mythique de 12 % d'augmentation, qui n'est pas garanti, car l'augmentation réelle des prix ne sera en aucun cas réduite à ce niveau. En effet, le premier Conseil des ministres réuni par le PSOE a déjà annoncé un relèvement de 20 % du prix de l'essence et de tous les dérivés du pétrole (entre autres la bonbonne de butane utilisée par la grande majorité des familles travailleuses) (2). Déjà les augmentations des tarifs de chemin de fer, du téléphone et de l'électricité sont préparées, suivies par les autres transports publics. Cette nouvelle vague inflationniste sera soutenue par la dévaluation de la peseta et la poursuite prévisible de la chute de sa cotation. De sorte qu'à la fin 1983, les propositions gouver-

nementales de réduction de l'inflation n'auront pas dépassé les bonnes intentions, alors que les travailleurs auront bel et bien perdu leur pouvoir d'achat.

On ne sait rien des « contreparties » que comporterait le prétendu pacte social envisagé. Mais tout semble indiquer qu'il ne s'agira que de mesures gouvernementales fort modérées. Parmi elles, la promesse de réduire la semaine de travail à 40 heures (au lieu des 41,7 heures en moyenne actuellement). Si l'on considère qu'on a négocié l'an passé une réduction moyenne du temps de travail de 0,8 heures par semaine, il est clair que le capitalisme espagnol n'aura aucun mal à digérer cette mesure. Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas les capitalistes espagnols de pousser des cris d'écorchés vifs.

#### LA CRÉATION D'EMPLOIS, POUR QUAND ?

Pendant la campagne électorale, le PSOE a promis la création de 800 000 emplois pour les quatre années de sa législature. Il pensait y arriver, non tant par la création d'emplois publics à l'initiative de l'Etat que sur la base d'une politique d'expansion de type keynésien, qui amènerait les patrons à créer ces emplois. Pour le moment, on a reporté ces projets à des temps meilleurs.

En effet, lors du débat d'investissement, Felipe Gonzalez a promis de réduire de 0,5 % le taux de chômage en 1983, à partir des 16,5 % actuels. Cela signifierait réduire de 65 000 le nombre actuel de 2 150 000 chômeurs. Mais si l'on tient compte du fait que la population active (d'environ 13 millions de personnes) s'accroîtra approximativement de 80 000 personnes, par le simple accroissement de la population en âge de travailler, les pos-

1. Le caractère défensif ou « hérité », comme préfèrent dire les dirigeants socialistes, de cette dévaluation a été officiellement confirmé par le ministre de l'Economie du gouvernement PSOE, Miguel Boyer, qui a déclaré en guise d'explication : « Les agents qui opèrent sur les marchés des changes internationaux ont été dans l'attente ces derniers mois d'une dépréciation de la peseta qu'ils savaient nécessaire, ce qui a provoqué des sorties de devises qu'il convenait d'interrompre au plus vite. » (Le Monde, 7 décembre 1982). Bien qu'il se soit refusé à révéler l'ampleur de ces pertes en devises, on les chiffre généralement, suivant les sources, à un montant situé entre 2 et 2,5 milliards de dollars (soit entre 14 et 20 milliards de francs), ce qui représente, entre septembre et novembre dernier, une somme de l'ordre de 20 % du total des réserves en devises du pays.

Néanmoins, quelques jours plus tard, le

ministre de l'Economie affirmait que cette dévaluation avait eu pour premier effet de faire rentrer dans les caisses de l'Etat 700 millions de dollars, soit presque autant que la quantité de devises perdues durant le mois de novembre dernier.

2. Dès son premier Conseil des ministres, tenu le 7 décembre, le gouvernement socialiste a annoncé une hausse du prix des combustibles, de 21 % pour le gazole et l'essence (le litre de super passe à 86 pesetas, soit 4,60 francs), de 20 % pour le butane, et de 19 % pour le mazout. Cette hausse a été présentée comme une simple adaptation aux prix réels et non comme une manière d'augmenter la perception fiscale. Annonçant ces mesures, Felipe Gonzalez a déclaré : « Nous préférons être réalistes et faire comprendre au pays quelle est la situation réelle. » (Le Monde, 9 décembre 1982)

tes de travail que devrait créer le gouvernement socialiste pour atteindre son objectif seraient de l'ordre de 145 000. Ce qui supposerait une augmentation de l'emploi de 1,3 % en 1983. Un changement aussi radical est exclu, puisque la situation de l'emploi ne fait que refléter des taux de croissance négatifs depuis les débuts de la crise économique.

En effet, même si l'on supposait une croissance de 2,5 % du PIB, ce qui est en tout cas illusoire, une telle croissance de l'emploi signifierait une réduction de l'augmentation de la productivité par personne au niveau de 1,2 % en 1983 au lieu des 3,9 % d'augmentation moyenne enregistrés entre 1978 et 1981. La réduction de la semaine de travail, d'après Felipe Gonzalez, supposerait un recul de 2 % de la productivité par personne, mais l'estimation paraît bien peu réaliste en fonction de la technologie disponible. En effet, en dépit de la réduction du temps de travail de 0,8 heures par semaine — c'est-à-dire 2 % —, acquise dans les négociations collectives de 1981, la productivité a augmenté de 3,5 % par personne. C'est pourquoi on peut s'attendre à ce que la réduction de la semaine de travail à 40 heures hebdomadaires soit pratiquement absorbée par les gains de productivité. Au contraire, si la productivité du travail augmente de plus de 3 %, comme ce fut le cas ces dernières années, l'emploi continuerait à chuter, même si la production s'accroissait par ailleurs au taux de 2,5 %. C'est bien l'hypothèse la plus probable, surtout si l'on considère que le gouvernement socialiste n'a nullement l'intention de mettre en œuvre une politique d'expansion.

Mais il faut ajouter au fort volume de chômage, la faiblesse de la garantie par l'assurance chômage, qui n'a cessé de se réduire au cours de l'année, en vertu de la Loi fondamentale de l'Emploi (Ley Basica de Empleo), qui fixait la période de prise en charge du chômeur en fonction du nombre de mois antérieurement cotisés, et jamais à plus de 18 mois. En effet, cette couverture du chômage a chuté de 41 % en janvier 1982 à 29 % en septembre, ce qui veut dire que 1 600 000 sur les 2 150 000 chômeurs n'ont plus aucune protection sociale. Le PSOE a promis une révision de la Ley Basica de Empleo, élargissant la période de perception de l'assurance jusqu'à 24 mois, et établissant une subvention pour les chômeurs chargés d'une famille. Mais même ces timides mesures, vu leur coût et l'intention de réduire le déficit public, peuvent se faire attendre jusqu'à tard dans l'année qui s'ouvre. Entre temps, la situation des chômeurs va continuer à s'aggraver.

Alors que la création de 800 000 emplois est un projet couvrant les quatre an-

nées de la législature, de sorte qu'on ne peut même pas parler de 200 000 emplois par an, il faudrait créer 300 000 ou 350 000 emplois annuels à partir de 1984 pour atteindre véritablement l'objectif promis par le PSOE (3).

### DÉSÉQUILIBRES FONDAMENTAUX D'UN SYSTEME VERMOULU

Comme on a pu le vérifier, le PSOE doit faire face à une aggravation de ce que les économistes bourgeois appellent les « *équilibres de base du système* ». Mais ce n'est pas tout, puisque ces équilibres agissent sur une série de phénomènes opérant en profondeur.

Depuis la fin de 1977, 18 banques sont entrées au Fond de garantie des dépôts (FGD), une sorte d'hôpital des banques destiné à remettre à flot les établissements menacés de faillite, par le recours aux fonds publics et aux crédits de la Banque d'Espagne à des taux d'intérêt dérisoires. Dernièrement, les crises de la Banque du Levant et de la Banque Catalane ont marqué un saut qualitatif dans la crise bancaire à laquelle le PSOE devra faire face. Il y a fort à craindre qu'il ne continue à utiliser les méthodes déjà mises en pratique par le gouvernement de l'UCD.

Le cas du groupe de la Banque Catalane, fondé par Pujol, père de l'actuel président de la Généralité de Catalogne (le Parlement autonome de Catalogne) est très significatif. Avec 351 agences bancaires, 5 400 employés et 260 000 millions (soit 14 milliards de francs) de pesetas de dépôts, il s'agit du huitième groupe bancaire du pays. Pourtant, la moitié de ses dépôts sont pratiquement perdus. Par le passé, l'UCD a utilisé la crise de cette banque comme moyen de chantage contre Pujol, mais à l'approche de la victoire du PSOE, la situation devenait insoutenable et l'affaire a éclaté publiquement. Rien ne prouve que d'autres banques ne sont pas dans une situation semblable. On dit même que l'une des plus grandes pourrait entrer dans une situation de crise ouverte.

Il faut ajouter à la crise bancaire l'aggravation de la situation de nombreuses entreprises. Certaines, très importantes, se trouvent dans une situation financière insoutenable en fonction des pertes accumulées, et n'ont échappé à la faillite comptable que par l'expédient de la revalorisation de leurs actifs : SEAT, Altos Hornos de Viscaya, Aceros de Llodio, Minero Siderurgica de Ponferrada, etc. Pour la majorité des grandes entreprises, le taux d'endettement dépasse 60 % de leurs ressources totales. Cette dette consiste en grande partie en prêts à court terme, et

cette situation ne peut qu'empirer avec la dévaluation de la peseta et le durcissement monétaire.

Enfin, la crise internationale va aussi créer de graves problèmes aux entreprises espagnoles. La suspension des paiements du Mexique ou de Cuba affecte de nombreuses entreprises, car les exportations artificiellement soutenues vers ces pays avaient été importantes. Ces marchés vont maintenant être considérés comme peu sûrs et cela affectera sans aucun doute le taux de croissance des exportations. La dévaluation de la peseta et la poursuite prévisible de la chute de sa valeur constituent un autre exemple : nombre d'entreprises se sont financées dans le passé sur les marchés financiers internationaux, quand le change était de 30 % supérieur au cours actuel. Elles sont aujourd'hui en difficulté pour le remboursement de leurs crédits. Explosivos Riotintos par exemple, a subi une perte de 7 milliards de pesetas (l'équivalent de 385 millions de francs), seulement par contre-coup de la dévaluation de 8 % de la peseta ...

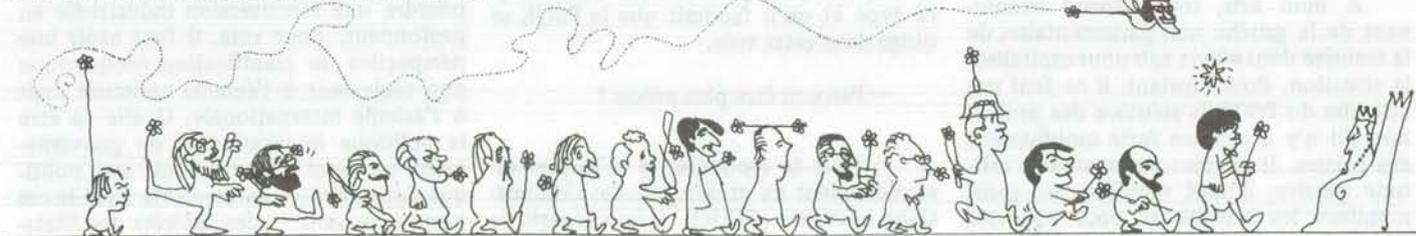
### UN TOURNANT A DROITE QUI N'EMPECHERA PAS L'ÉCHEC

Dix jours seulement après son entrée en fonction, le gouvernement du PSOE a opéré un tournant à droite significatif par rapport à la politique promise dans le programme électoral. Jusqu'à présent, il n'a pas mis en œuvre une seule mesure favorable aux travailleurs, bien au contraire. Les seules mesures déjà prises (dévaluation de la peseta et augmentation de l'essence et des produits dérivés du pétrole) portent atteinte aux intérêts populaires. Bien qu'on puisse s'attendre pour l'avenir à certaines améliorations très limitées, comme la semaine de 40 heures, une chose est certaine : les difficultés objectives du capitalisme espagnol vont l'obliger à un durcissement progressif de sa politique. Dans un contexte de dépression et après 9 années de crise, l'échec de la politique économique socialiste est au bout du chemin. Lutter pour que la déception provoquée par cette politique ne se transforme pas en défaite pour les travailleurs, mais induise des pas en avant, relève donc de la politique des révolutionnaires. ■

Jesus ALBARRACIN et Pedro MONTES  
Madrid, 5 décembre 1982.

3. Pour une analyse approfondie de la situation économique et sociale de l'Espagne, et notamment de la question du chômage, il faut se reporter à l'article de José Albarracín et Pedro Montes, « *Deux millions de chômeurs : genèse et répercussions* », paru dans le numéro 124 spécial d'*Inprecor*, du 21 avril 1982.

Caricature du nouveau gouvernement du PSOE. (DR)



# "Le PCE a échoué parce qu'il a cessé d'être un parti communiste révolutionnaire"

Interview exclusive de Fidel Alonso,  
dirigeant des Commissions ouvrières de Madrid

C'EST le Ve Congrès du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) qui a révélé la grave crise politique que traversait le Parti communiste espagnol (PCE). Le rejet par ce congrès, en janvier 1981, du label « eurocommuniste » marquait l'échec de la politique de Santiago Carrillo au sein même de son parti. Mais cela s'expliquait plus profondément par la rébellion d'une grande partie de la base ouvrière du PSUC contre la politique désastreuse de compromis de la direction du PCE depuis la signature du Pacte de la Moncloa en 1977.

Au-delà des péripéties bureaucratiques qui ont marqué l'évolution de la situation au sein du PSUC jusqu'à la scission du début 1982, qui donna naissance au Parti des communistes catalans (PCC), la crise du PCE n'a fait que s'aggraver. Loin de provoquer un regroupement de ses forces, la politique suivie par le PCE après la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 a accentué les phénomènes de « révolte », en particulier, bien que de façon moins importante qu'en Catalogne, dans les deux bastions ouvriers du PCE en Andalousie et à Madrid.

Le Xe congrès du PCE, en juillet 1981, a pu donner l'impression que la crise était maintenant gelée, car Santiago Carrillo réussissait à marginaliser l'opposition de gauche et à s'accommoder du courant dit des « rénovateurs ». Pourtant, quasi simultanément, s'ouvrait en Euskadi une nouvelle phase de la

crise du PCE avec la fusion entre une scission du Parti communiste basque (PCE-EPK) et l'Euskadiko Eskerra. Les expulsions bureaucratiques se multipliaient alors, touchant aussi bien des dirigeants membres du Comité exécutif comme Manuel Azcarate, que des membres du Comité central du PCE ou des conseillers municipaux de Madrid. Des remous se produisaient au cœur même de l'appareil.

L'échec électoral retentissant du PCE lors des législatives du 28 octobre dernier a représenté le point culminant d'une crise qui a déjà conduit à la démission de Santiago Carrillo et au terme de laquelle un éclatement encore plus poussé du PCE semble inéluctable.

Fidel Alonso a bien voulu répondre aux questions de *Inprecor* sur la signification des résultats électoraux, la situation actuelle au sein du PCE et dans les CCOO. Secrétaire général de l'Union provinciale des CCOO de Madrid et membre de la Commission exécutive confédérale des CCOO, il est également membre du Mouvement pour la récupération du Parti communiste (MRPC), regroupement de militants communistes luttant pour la convocation d'un congrès extraordinaire de réorientation du PCE.

Nous publions ci-dessous cet entretien. Les notes sont de la rédaction de *Inprecor*.

« INPRECOR » : — Comment apprécies-tu la victoire électorale du PSOE ?

Fidel ALONSO : — Il faut apprécier la victoire du PSOE non seulement comme le triomphe de la politique de ce parti, mais tenir compte aussi d'autres éléments : les gens qui ont voté pour le PSOE ont choisi le changement, ils ont dit « Non ! » au conservatisme, non au retour en arrière. La majorité des Espagnols a voté pour aller de l'avant, pour la démocratie. Evidemment, je ne peux apprécier le triomphe du PSOE comme le triomphe du socialisme, comme le triomphe d'un parti qui veut changer la société, mais c'est un fait positif quand même que les gens aient voté pour le changement, pour dire « Halte-là ! » aux projets réactionnaires et à la droite de l'Action populaire (AP) de Fraga Iribarne. Cela a transformé la situation politique de notre pays.

A mon avis, tout dépend maintenant de la gauche non parlementaire, de la manière dont elle va agir pour capitaliser la situation. Pour l'instant, il ne faut pas attendre du PSOE la solution des problèmes s'il n'y a pas une forte mobilisation des masses. Il ne faut pas avoir une attitude passive, il faut mobiliser les gens, mobiliser les travailleurs pour apporter

une solution aux problèmes de ce pays, compte tenu de la crise économique.

— Quelles sont les premières mesures que le PSOE devrait prendre, à ton avis, pour commencer le changement ?

— Il faut partir de l'analyse de la crise économique. C'est une crise capitaliste qui affecte le système dans son ensemble. Pour amorcer le changement, ce qu'il faut d'abord, c'est s'en prendre à des secteurs importants des structures économiques : il faut non seulement nationaliser les banques, les entreprises, y disposer d'un contrôle plus grand, d'une participation plus grande, mais il faut surtout un plan de restructuration en profondeur de l'industrie, des entreprises. Il faut s'en prendre aux intérêts de l'oligarchie, aux intérêts du grand patronat, des entreprises multinationales, il faut un plan d'ensemble. Je crois qu'il faut des mesures de ce type et qu'il faudrait que le PSOE se dirige dans cette voie.

— Peux-tu être plus précis ?

— Pour te répondre, je m'inspire essentiellement du programme des Commissions ouvrières (CCOO). Il faut répartir le

travail disponible pour qu'il y ait du travail pour tous, en reprenant cette revendication qui s'étend partout en Europe : la semaine des 35 heures, ainsi que la retraite à 60 ans, immédiatement, l'allongement de la durée des congés payés, la scolarisation jusqu'à 18 ans. Ces mesures, il faudrait les prendre immédiatement. Elles porteraient directement atteinte aux intérêts du grand patronat, parce que les patrons, dans une période de crise comme la période actuelle, ne vont pas diminuer la durée du travail, au contraire, ils vont augmenter les cadences, diminuer les effectifs et augmenter leurs profits. Quant à la réforme agraire, il faut l'entreprendre avec ce qu'elle signifie dans l'Espagne de 1982. Il faut tenir compte de la réalité nationale de notre pays, ce n'est pas la même chose d'entreprendre une réforme agraire en Galice ou en Andalousie.

Il y a des secteurs qui sont en crise, des secteurs industriels, et il faut entreprendre une reconversion industrielle en profondeur. Pour cela, il faut avoir une perspective de planification économique non seulement à l'échelle nationale mais à l'échelle internationale. Quelle va être la politique internationale du gouvernement espagnol ? Va-t-il avoir une politique dépendant — comme cela a été le cas jusqu'à présent — des intérêts des Etats-

Unis, des intérêts impérialistes, une politique dans laquelle ce sont les entreprises multinationales qui décident des choix économiques de notre pays ? Ou bien allons-nous nous orienter vers un autre type de politique, où l'Espagne aurait d'autres possibilités dans le commerce international, la possibilité d'agir sur la base de ses ressources propres, de ses entreprises propres ? C'est cette voie qu'il faudrait prendre. Sur le plan politique, l'Espagne devrait avoir une politique indépendante, de neutralité, en choisissant la voie des pays non-alignés. Le Marché commun apportera peu de choses pour notre pays, si l'intégration de l'Espagne se fait aux conditions proposées.

— Tu fais une série de propositions qui conduisent à un affrontement avec la bourgeoisie ...

— Evidemment. C'est une politique de confrontation.

— Jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois ?

— Non, pas encore. C'est une première phase, évidemment. Je crois que la solution des problèmes, dans une situation comme la nôtre, implique de créer les conditions pour transformer cette société qui ne nous convient pas, à nous qui sommes de gauche. Il faut donc créer les conditions pour que cette transformation se réalise, et je pense que cette transformation sera possible dans la mesure où nous aiguisons ces contradictions et où nous nous confrontons aux causes réelles des problèmes auxquels se heurtent les travailleurs.

— Mais pour instaurer et pour construire quoi ?

— Le socialisme, évidemment !

— A quel type de société te réfères-tu précisément ?

— Je ne crois pas à l'expérience de ceux qui ont précipité les partis communistes dans une situation de désintégration, d'inefficacité, où ces partis ne peuvent plus jouer leur rôle de parti d'avant-garde, de partis de lutte, en Espagne et ailleurs. Je crois qu'en Espagne, il faut lutter pour le socialisme, pas le socialisme de la dictature du prolétariat, pas le socialisme et la dictature du prolétariat des années 1920, car la vie n'est pas statique, la vie a changé.

La lutte des classes, les luttes révolutionnaires se sont poursuivies. Et même sans parvenir au socialisme, je crois qu'en Espagne la classe ouvrière doit pouvoir réaliser des conquêtes à cette nouvelle étape. Il y a des mentalités nouvelles, une façon nouvelle de penser, mais je ne fais pas partie de ceux qui pensent que le passé ne sert à rien. Au contraire, je crois qu'il faut apprendre du passé et qu'il ne faut pas renier les conquêtes du passé, mais évidemment, ce qu'il faut pour

l'Espagne, ce n'est pas le socialisme soviétique ni le socialisme chinois ou cubain, mais un socialisme que nous devons construire nous-mêmes.

— Comment expliques-tu l'échec retentissant du PCE ?

— Le PCE a échoué parce qu'il a cessé d'être un parti communiste révolutionnaire quand la direction du parti a pris la décision d'abandonner le léninisme, quand elle a choisi de s'éloigner des partis communistes des pays du socialisme réel ou d'autres, quand la direction du PCE a choisi le rapprochement et l'unité avec les partis sociaux-démocrates en rompant, par exemple, avec le Parti communiste portugais et en faisant preuve, au contraire, d'une entente sans faille avec le parti social-démocrate (Parti socialiste portugais) de Mario Soares.



Santiago Carrillo et Gerardo Iglesias. (DR)

Quand on entre dans une telle dynamique, on fait le choix d'une politique et d'une idéologie différentes de celles qu'a toujours eues le Parti communiste espagnol. Tout cela s'accompagne d'un comportement, d'une politique qui, au travers de faits concrets, démontrent qu'effectivement le Parti a cessé d'être un parti révolutionnaire pour être un parti réformiste conciliateur.

Nous pouvons voir, par exemple, comment les conflits avec les Commissions ouvrières ont commencé à s'aggraver, dans la mesure où le syndicat avait besoin de diriger, d'orienter les mobilisations que les masses réclamaient, alors que la direction du Parti les rendait impossibles en utilisant pour cela les mécanismes de contrôle dont il disposait. De sorte que le syndicat ne pouvait jouer le rôle mobilisateur, combatif qu'il avait sous la dictature et pendant les années qui ont suivi sa chute.

Le Parti communiste espagnol apparaissait alors aux yeux de la société espagnole, aux yeux des travailleurs, comme le parti dont ils avaient besoin.

Aujourd'hui, c'est un parti différent, un parti qui renie son passé, son histoire, qui renonce à jouer le rôle qui était le sien auparavant, le rôle de parti d'avant-garde dans la lutte pour la démocratie, et c'est un parti qui devient maintenant très dépendant de la politique social-démocrate du PSOE.

Le PCE s'est effectivement transformé en un parti qui apparaît comme obsédé par le besoin de proposer à la société une politique plus modérée, une politique plus conciliatrice, et qui offre un modèle de société où le socialisme apparaît très dilué, en particulier dans les messages de Santiago Carrillo, dans ses rapports et ses discours.

On ne sait pas si c'est le socialisme que veut et promet le PCE, ou s'il propose un simple aménagement de la société existante, une démocratie bourgeoise où le roi Juan Carlos et ses successeurs seront nos anges gardiens. En fait, le Parti communiste espagnol a cessé d'être communiste. Alors, évidemment, il a perdu l'aspect politique qui était le sien auparavant.

Ceci est clair avec l'acceptation de la monarchie, du drapeau franquiste, décisions qui ont été prises sans discussion. Le problème n'était pas la remise en question ou non, à ce moment-là, de la monarchie. Le problème, c'est qu'on ne la remet pas en question dans une société future, une société différente.

— Comment apprécies-tu la démission de Santiago Carrillo et son remplacement par Gerardo Iglesias au poste de Secrétaire général du PCE ?

— La démission de Santiago Carrillo est la conséquence de l'échec électoral du PCE et des réactions qui ont eu lieu dans toute l'organisation réclamant sa démission (1). Santiago Carrillo ne voulait pas démissionner : il savait que cette fois-ci ce n'était pas une démission tactique, comme il l'avait fait antérieurement pour renforcer sa position au sein du parti. Il savait que cette fois cela signifiait perdre le secrétariat du parti pour longtemps et peut-être pour toujours. Il avait donc la possibilité de partir réellement, ce qui aurait ouvert un processus de discussion démocratique dans le parti débouchant

1. Lors des récentes élections législatives du 28 octobre 1982, le PCE a perdu un million de voix par rapport à la consultation de 1979 et n'a obtenu que quatre sièges de députés aux Cortes. Secrétaire général du PCE depuis 1960, Santiago Carrillo a donc remis sa démission le 6 novembre 1982. Dès le lendemain, le Comité central du PCE ratifiait, sur proposition de Santiago Carrillo lui-même, la nomination de Gerardo Iglesias au poste de secrétaire général. Jeune, mais militant de longue date du PCE, Gerardo Iglesias est considéré comme un inconditionnel de Santiago Carrillo. En tant que secrétaire général du PCE dans les Asturies, il a eu l'occasion de prendre une place importante dans la lutte contre les opposants à la ligne officielle.

sur la convocation d'un congrès, afin de trouver une issue à la situation du parti. Car ce qui a échoué, ce n'est pas seulement Santiago Carrillo, mais c'est une politique, celle suivie par le PCE, et c'est cette ligne qu'il faut changer.

Mais Carrillo n'a pas fait ce choix. Il a choisi de continuer à contrôler le parti, non plus directement en tant que Secrétaire général, mais indirectement en désignant comme successeur un homme qui lui permette de continuer à exercer son influence sur le parti. Je crois qu'un secrétaire général qui est désigné dans ces conditions n'a pas les moyens de faire face à la situation et de trouver des solutions à la crise du parti. Je crois qu'un congrès extraordinaire est inévitable, et si la direction du parti n'est pas capable de le convoquer, nous le convoquerons nous-mêmes pour proposer une alternative au parti.

— Quand tu dis « nous », est-ce à dire le Mouvement de récupération du parti communiste (MRPC) (2) ? Peux-tu préciser quels sont vos objectifs ?

— Nos forces sont à l'intérieur du parti, ce qui nous différencie précisément d'autres groupes dissidents. Nous continuons à être dans le PCE. Certains d'entre nous ont été expulsés récemment, cet été...

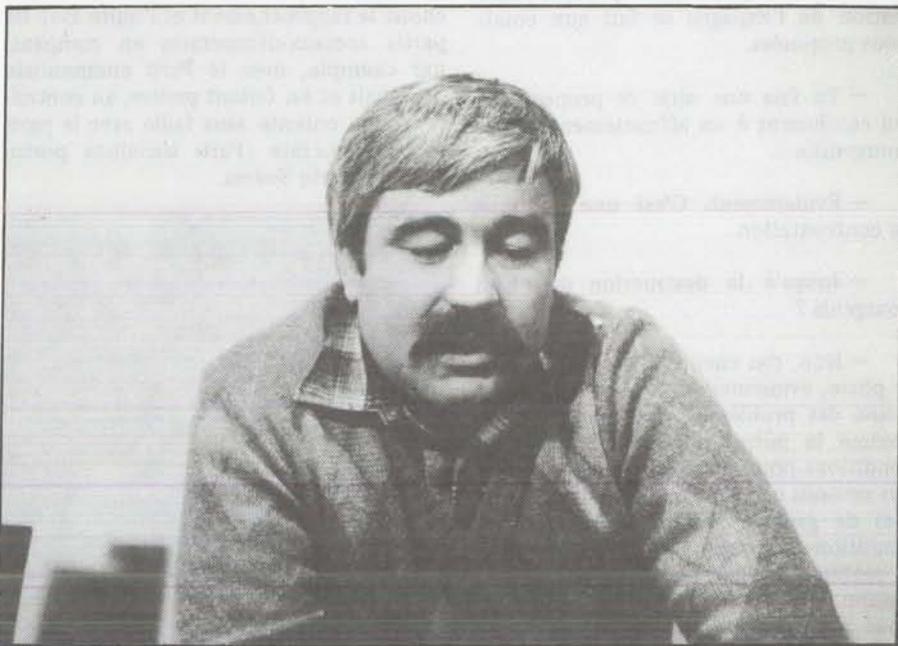
— A peu près combien ?

— C'est impossible à chiffrer, car c'est un processus complexe. Par exemple, dans mon cas, ils n'ont pas pu m'expulser parce que mon organisme de base, la cellule où je militais, a refusé à plusieurs reprises de m'exclure. Dans la mesure où mon exclusion n'était pas possible, la direction du parti a dû dissoudre mon instance de base. Cela ne s'est pas seulement produit dans mon cas.

Par exemple, à Getafe, la majorité des instances de base ont été dissoutes, et dans beaucoup d'autres endroits aussi. Là où la direction du parti n'a pas procédé ainsi, les gens n'ont pas repris leurs cartes. C'est pour cela que je dis qu'il est très difficile de donner un chiffre. Mais parce que nous avons la majorité de nos forces à l'intérieur du PCE, nous nous battons pour la « récupération » du parti, pas pour faire un autre parti mais pour reconquérir le PCE. Et pour changer sa politique, il faut un congrès. Nous avons avancé la proposition de la tenue d'un congrès extraordinaire immédiatement après le Xe Congrès du mois de juillet 1981. A ce moment-là notre proposition avait peu de crédibilité parce que la confrontation avait lieu d'une part avec la direction, et d'autre part avec les « rénovateurs » (3). Ceci nous a fait apparaître pendant cette période comme minoritaires, bien que notre influence à l'intérieur du parti ait été plus forte qu'on ne pouvait le supposer, comme le montre la situation aujourd'hui, où pour nous expulser ils doivent dissoudre les organismes de base.

Après l'échec électoral du PCE le 28 octobre dernier, nous avons encore ga-

gné en force et en influence, en crédibilité dans le parti, d'autant plus que nos documents antérieurs permettaient parfaitement de faire l'analyse de la situation qui existe aujourd'hui. Nous avions prévu que la politique du parti allait conduire à un tel échec, même s'il faut reconnaître que nous n'avions pas prévu que la chute allait être aussi importante... Mais évidemment, cela donne beaucoup de force à notre revendication de la convocation d'un congrès extraordinaire, et cela a beaucoup d'écho dans les organes du parti.



Fidel Alonso. (DR)

Hier par exemple, nous avons assisté, en tant que MRPC, à une assemblée générale de militants à Tolède. Nous avons pu y exposer officiellement nos documents. Les militants nous ont appuyé et ont aussi demandé la convocation du congrès. Mais nous pensons que la direction du parti ne va pas convoquer de congrès extraordinaire. Ou s'il est convoqué, ce sera dans la perspective d'avancer la date du congrès ordinaire et sans la présence des groupes communistes qui, comme nous, sont à

l'intérieur du parti. Il s'agira donc vraisemblablement d'un congrès ou Santiago Carrillo sera nommé président de l'exécutif, ou quelque chose d'analogue. Il y aura un consensus entre le secteur « rénovateur » du parti qui n'est pas passé au PSOE, secteur notamment représenté par Sole Tura, Nicolas Sartorius d'un côté, et la direction de l'autre, pour faire front dans l'unité à ce qu'ils caractérisent comme leur ennemi commun : nous, qui représentons le secteur léniniste du parti.

C'est donc à nous qu'il revient de « récupérer », de reconquérir le parti

dont nous devons changer la ligne politique et, s'il le faut, nous convoquerons un congrès de reconquête communiste du parti.

— Cela signifiera-t-il un appel à quitter le PCE ?

— A ce moment-là cela signifiera un appel à quitter le parti eurocommuniste et à créer en conséquence un Parti communiste.

2. Le Movimiento de recuperacion del Partido comunista ((MRPC, Mouvement de récupération du parti communiste), est né il y a un peu moins d'une année à partir de la proclamation du *Manifeste des 200* qui désirait répondre à la « perte du caractère de classe, révolutionnaire » du PCE. Hétérogène, le MRPC est composé à la fois de militants ayant quitté le PCE ou en ayant été expulsés et d'autres qui en sont toujours membres. Jusqu'à ce jour, le MRPC, dont Fidel Alonso est membre, n'a pas clairement donné comme perspective la création d'un nouveau parti communiste. Dans sa récente analyse des résultats électoraux, le MRPC précise que son objectif est de faire du PCE un parti « qui soit susceptible et capable, sur la base de quelques principes politiques et idéologiques fermes, ceux du marxisme et du léninisme, d'intégrer tous les communistes qui, aujourd'hui, s'en sont exclus d'eux-mêmes ou ont été expulsés du PCE, ou ceux qui militent dans d'autres organisations communistes, qui sont intéressés et s'engageraient dans ces tâches ». (Cité par *Combate*, organe de la LCR, 26 novembre 1982). Mais si cette expérience devait démontrer que l'objectif du redressement

du PCE est impossible à atteindre, le MRPC « mettrait à l'ordre du jour la constitution d'un nouveau parti communiste ». Il se pourrait bien que le prochain congrès du PCE constitue une telle échéance.

3. Pour l'analyse des résultats du congrès du PCE, voir les articles de Jaime Pastor, « Le Xe Congrès du PCE : une victoire à la Pyrrhus pour Santiago Carrillo » et « Où va le PCE ? », dans *Inprecor* numéro 108 du 14 septembre 1982 et numéro 109 du 28 septembre 1981.

Le secteur « rénovateur » du PCE y est défini comme celui des militants qui, liés avant tout à un secteur de cadres municipaux du PCE, sont de ce fait même plus directement soumis à l'influence de la pression de l'appareil et à la nécessité d'accélérer le processus de social-démocratisation de ce parti. Lors du Xe Congrès du PCE, les thèses et les rapports défendus par le Secrétaire général d'alors, Santiago Carrillo, sortirent victorieuses grâce au recours insistant au patriotisme de parti face aux « rénovateurs » accusés d'être des « agents de la social-démocratie », et face aux critiques de gauche affublées sommairement du qualificatif de « prosoviétiques ».

— Ne crains-tu pas l'accusation de travail fractionnel de la part de la direction du PCE ?

— La direction du Parti a été incapable de faire face à la situation, alors qu'il y a des divergences idéologiques de fond qui ne sont pas des différences de nuance, mais qui sont très importantes ; c'est ce qu'il y a derrière de telles accusations. Si la direction du parti s'était comportée autrement, il n'y aurait pas eu de problème de fractionnalisme, il y aurait eu une lutte idéologique. C'est dans ces situations que l'on peut apprécier le caractère démocratique des partis.

— Dans le parti que vous voulez construire, est-ce qu'il sera possible d'avoir un débat réellement démocratique, de confronter des positions opposées ?

— Bon, répondre à cela dans l'immédiat serait un peu aventureux de ma part. Ce que je peux dire, c'est que telle est la volonté que nous avons, que j'ai. Je crois qu'un parti communiste peut être un parti démocratique.

— Est-ce que vous avez le projet de construire un parti avec des forces qui ne proviennent pas seulement du PCE ?

— Sur cela il y a des positions différentes, des critères distincts. A mon avis, il faut construire un parti qui soit capable de regrouper tous les communistes, qu'ils soient actuellement organisés en parti ou pas, qu'ils aient été exclus du PCE ou non. Mais effectivement, ce n'est pas facile, il y a des difficultés pour unifier des partis déjà constitués. Il faut construire un parti où tous les communistes aient leur place, mais ce n'est pas facile.

— Avez-vous comme perspective de construire un parti à l'échelle de l'Etat espagnol ?

— Oui. Nous sommes déjà en rapport, à l'échelle de l'Etat, avec de nombreux courants, la majorité des courants qui sont sortis du PCE.

— Et en Catalogne ?

— En Catalogne, nous travaillons ensemble avec le Parti des communistes catalans (4).

— Peux-tu expliquer pourquoi il n'a pas été possible de réaliser une candidature commune entre le MRPC et des organisations révolutionnaires aux récentes élections législatives (5), et quelle perspective tu as pour les élections municipales ?

— Cette unité n'a pas été possible à cause du sectarisme de nombreux groupes, de nombreux partis. Ils ne comprennent pas ce que doit être une politique d'alliances, d'unité des partis de gauche quand il s'agit de mener à bien des tâches qui nous incombent à tous.

Je vais prendre un exemple. Dans le cas concret des élections, on m'a proposé, à moi personnellement, d'être candidat à Madrid, et la condition que j'ai mis pour accepter, c'était que se réalise une large unité qui devrait s'efforcer d'inclure tous les partis à la gauche du PCE. Il y a eu un débat très important et des problèmes ont surgi, d'ordre divers, des problèmes que certains veulent présenter comme des problèmes idéologiques ou des divergences de critères, etc. Moi, je crois que ce qu'il y a eu, ce sont des problèmes de compréhension politique.

Si tous les partis qui tentaient de se présenter ensemble avaient pris comme point de départ l'état d'esprit des travailleurs au moment où ils vont voter, ils auraient tenu compte du fait que les électeurs de gauche sont exigeants quant aux possibilités, aux conséquences qu'aura le fait de faire tel ou tel choix. S'ils ont l'impression que leur vote va être perdu parce qu'il n'y a aucune possibilité d'avoir un député, même s'il s'agit d'un meilleur programme, d'un programme plus révolutionnaire que les autres, ils hésitent. Evidemment, dans ces conditions, le fait que se présentent autant de partis de gauche, communistes, socialistes, provoque chez les gens une méfiance.

Il est vrai qu'à Madrid, l'écho que nous aurions pu avoir si nous avions pu réaliser une candidature unitaire de la gauche aurait été grand et aurait diminué l'importance des votes pour le PSOE. De nombreuses voix se sont portées sur ce parti comme un moindre mal et parce qu'il n'y avait pas de candidature crédible. Elles se seraient reportées sur une liste unitaire de gauche s'il y en avait eu une. Parce que beaucoup de gens ont voté pour le PSOE sans voter pour son programme ou sa politique. Mais placés devant le fait de voter pour le PCE ou pour le PSOE, le choix était clair : les gens ont voté pour le PSOE et pas pour le PCE, parce que les programmes des deux partis sont réformistes, les deux programmes sont modérés, les deux programmes sont des programmes de réconciliation ou de conciliation avec la bourgeoisie, et donc entre l'un ou l'autre, les gens ont choisi l'efficacité.

Quant aux élections municipales, je crois qu'il faudra faire des efforts pour parvenir à des candidatures unitaires qui puissent offrir à l'électorat un program-

me différent du programme socialiste réformiste. Il faut faire un effort pour en finir avec tant de candidatures, il faut essayer de nouveau et faire en sorte qu'il y ait pour les municipales à Madrid une candidature unitaire qui s'adresse aux électeurs qui veulent voter autre chose que PCE ou PSOE.

— Sur le plan syndical, quelle perspective d'unité d'action y a-t-il entre les CCOO et l'Union générale des travailleurs (UGT) (6) ?

— A mon avis, les possibilités d'action avec l'UGT ont toujours été très faibles. Parfois, les possibilités d'accord ont été plus ou moins importantes, mais l'UGT s'inspire d'un modèle de syndicalisme différent de celui des CCOO, et par conséquent l'unité avec l'UGT est compliquée. On ne peut pas faire l'unité sur la base d'accords destinés à démobiliser, sur la base d'accords qui nous empêchent d'avoir une attitude combative pour lutter contre le chômage, etc. Actuellement, avec un gouvernement socialiste en Espagne, alors que l'UGT est clairement liée à ce parti, je crois que l'unité est souhaitable, mais qu'elle va être beaucoup plus difficile. L'UGT avait signé l'AMI avec l'Union du centre démocratique (UCD) (7). Il s'agissait d'un pacte social très mauvais. Avec un gouvernement socialiste, elle risque de signer des accords beaucoup plus défavorables pour les travailleurs. Les Commissions ouvrières ne doivent pas signer des accords de ce type. Nous n'avons pas signé l'AMI, nous avons raison.

Je crois qu'en ce moment on ne doit signer aucun accord de type AMI car, comme nous l'avons dit au début, le vote pour le changement signifie qu'il faut obtenir des améliorations pour les travailleurs immédiatement, il faut obtenir des avantages matériels pour les travailleurs. Et pour cela, il ne faut pas que le PSOE fasse la même politique que l'UCD, il faut dire au PSOE qu'il mette en application ses promesses de changement et que par conséquent, de tels accords doivent être favorables aux travailleurs. Pour cela, il faut défendre le pouvoir d'achat, définir une plate-forme revendicative, avec des revendications qui soient dans le domaine du possible, mais sans tomber dans le « possibilisme ».

4. Le Parti des communistes catalans (PCC) est né d'une scission au sein du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), le PC catalan, au début de l'année 1982, autour des débats présidentiel au VI<sup>e</sup> Congrès du PSUC. Pour en savoir plus sur les positions du courant « afghan » du PSUC, qui donna naissance au PCC, on peut se référer à l'interview que l'un des ses dirigeants, Leopoldo Espuny, ancien membre du Comité central du PSUC, avait accordée à *Inprecor* et publiée dans le numéro 114 du 7 décembre 1981.

5. Des pourparlers avaient effectivement été engagés entre le courant représenté par Fidel Alonso à Madrid, le Mouvement communiste d'Espagne (MCE) et la Liga Comunista Revolucionaria (LCR), section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans l'Etat espagnol, en vue d'une candidature commune aux élections d'octobre dernier. Notre camarade Jaime Pastor, dirigeant de la

LCR, nous a donné son appréciation de l'échec de ces discussions dans une interview publiée dans le numéro 135 du 25 octobre 1982 d'*Inprecor*.

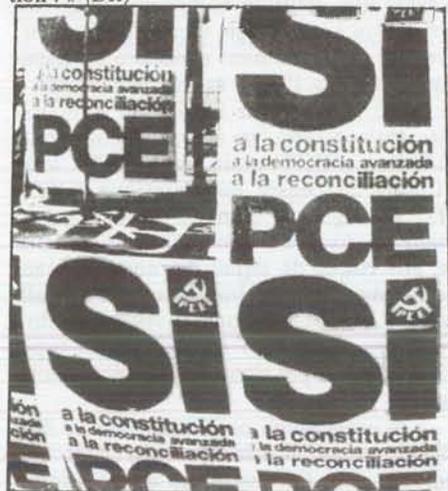
6. L'UGT est la centrale syndicale contrôlée par le PSOE, tandis que les CCOO sont dirigées par le secteur du PCE représenté par Marcelino Camacho.

7. A partir de la signature du Pacte de la Moncloa, le 25 octobre 1977, s'amorçait une période « historique » de collaboration de classes et de capitulation de la part des directions réformistes. L'Accord cadre interconfédéral (AMI) de 1979 et 1980 signé par l'Union générale des travailleurs (UGT) et l'Accord national sur l'emploi (ANE) de juin 1981, signé conjointement par l'UGT, les Commissions ouvrières (CCOO), le gouvernement et le patronat en ont été les principaux temps forts.

— Comment, à ton avis, les CCOO pourraient-elles consulter les travailleurs dans l'éventualité d'accords de ce genre ?

— Je crois qu'une organisation comme les Commissions Ouvrières, si elle se lance dans une consultation syndicale, doit organiser une consultation active, qui s'adresse non seulement aux instances, mais aussi aux assemblées de militants qui doivent pouvoir se prononcer. Afin que cela soit la première phase de la mobilisation nécessaire pour s'opposer à une politique qui irait à l'encontre des intérêts des travailleurs. Une telle consultation doit concerner toutes les sections syndicales, les organismes réguliers, les assemblées de délégués, les conseils, etc. C'est un élément d'agitation de premier ordre, qui permet ensuite d'avoir une organisation active prête à une riposte de masse et à l'action.

Affiche du PCE : « Oui à la Constitution ! » (DR)



— Quelle conception de la démocratie syndicale avez-vous ?

— Nous n'avons pas encore, dans les CCOO, une conception du type d'organisation pluraliste que nous voulons. Théoriquement c'est réglé, mais, en pratique, il y a des problèmes. Moi, dans la mesure où j'aspire à ce qu'il y ait une unité syndicale, où je souhaite qu'il y ait une centrale syndicale capable de regrouper tous les secteurs, toutes les opinions, tous les courants qui existent dans la classe ouvrière, je pense que la seule condition que nous devons poser pour être membre de l'organisation syndicale, c'est d'être salarié. Evidemment, pour moi, l'organisation syndicale doit être démocratique.

— Dans la mesure où l'UGT est liée au PSOE et où elle va avoir un poids plus grand dans la situation politique actuelle, si les CCOO continuent la même politique qu'auparavant, elles courent le risque d'être marginalisées, d'accentuer les reculs qu'elles ont subi ces dernières années. En résumé, ne crois-tu pas qu'il faille un tournant à gauche des CCOO ?

— Il faut rompre avec la dynamique antérieure. J'accepte cette idée de tournant. Effectivement, il faut changer, il faut convaincre la majorité de la Confédé-

ration qu'il faut mener une politique plus à gauche, qu'il faut un tournant à gauche. Et pour cela, nous battre dans les différents secteurs, ne pas attendre que les choses changent d'elles-mêmes. Il faut agir à partir des organisations que nous dirigeons, et peser ainsi sur l'évolution des choses.

Lors des deux grèves générales consécutives qui ont eu lieu à Getafe nous avons dirigé la première sans la participation de l'UGT. Quant à la deuxième, l'UGT a dû partir... ce qui en dit long sur l'unité. Je pense d'ailleurs qu'il va falloir en faire une de plus. Ce que j'espère seulement, c'est que lorsqu'il y aura des grèves générales, au cours des manifestations qui auront lieu, nous n'aurons pas de problèmes avec la police, dans la mesure où ses responsables et le ministre de l'Intérieur sont maintenant socialistes...

— Sur le plan international, quelle est ton opinion sur la participation du Parti communiste français (PCF) au gouvernement avec le Parti socialiste français (PS) ?

— Je crois qu'elle est positive. Le fait que le triomphe du PS se soit concrétisé par la possibilité d'avancer dans la voie de l'unité entre le Parti socialiste et le Parti communiste en France, et le fait d'être ensemble au gouvernement, je crois que c'est positif.

— Crois-tu qu'il y ait tant de différences entre la politique du Parti socialiste français au gouvernement et celle que va proposer le PSOE ?

— Il n'y a pas beaucoup de différences, mais je crois qu'il est encore trop tôt pour savoir quel va être le programme de gouvernement du PSOE et quelles vont être les différences avec la politique du Parti socialiste français. Si nous tenons compte des positions prises à l'échelle internationale par les deux directions, en particulier par François Mitterrand, je crois qu'il faut effectivement s'attendre à ce que l'attitude du Parti socialiste en Espagne soit, de mon point de vue, moins favorable pour l'unité de la gauche, et que son attitude soit moins ferme face à des problèmes tels que l'OTAN, et en matière de politique internationale en général.

Encore que ceci ne soit pas facile à apprécier aujourd'hui, étant donné que l'attitude du PSOE, de Felipe Gonzalez lui-même, sur des thèmes tels que l'OTAN ou l'Europe est à mon avis assez mauvaise, alors que les positions sur l'Amérique latine sont différentes, plus positives.

— Est-ce que tu te sens, dans le « camp socialiste », plus proche de la politique menée par le PC français ou celle menée par le PC portugais ?

— Je crois qu'il faut analyser l'attitude du PC portugais en fonction de la situation au Portugal. Elle a des similitudes avec la situation qu'il y a ici, mais il m'est difficile de dire que je suis plus proche de ces positions que d'autres.

L'idée que je me fais d'un Parti com-

muniste ne se réfère pas à un modèle, qu'il soit portugais ou français. Pour moi, un Parti communiste doit avoir un visage différent, il ne doit pas se réduire à la « pureté » idéologique de Marx ou de Lénine, il doit être capable de développer les idées de Marx ou de Lénine, et de jouer un rôle dans cette société en regroupant en son sein diverses sortes de communistes exprimant des nuances différentes.

Quant au Parti communiste portugais, je crois que c'est un parti de combat qui a joué un rôle important dans les luttes. Mais peut-être que cela n'a pas été suffisamment accompagné d'un débat interne qui lui permette d'être plus ouvert à l'égard de certains secteurs de travailleurs, d'intellectuels, qui donnerait au parti davantage de possibilités. C'est un parti de combat qui a, en plus, une politique syndicale assez bonne ; par exemple, il y a les acquis de l'Intersyndicale qui montrent qu'il est possible d'avoir un modèle syndical pluraliste où coexistent des socialistes, des chrétiens, des indépendants, etc.

— Peux-tu dire enfin comment tu apprécies les événements de Pologne ?

— Il s'est passé beaucoup de choses depuis que j'ai écrit un article pour la revue *Diario 16*, où je donnais mon appréciation sur la situation en Pologne. Aujourd'hui, les choses sont plus compliquées. A l'époque, j'étais pour la solidarité avec le mouvement ouvrier polonais, en faisant de fortes critiques aux responsables de la situation économique et sociale, critiques que je maintiens.

Mais déjà se posait un problème : le risque que Solidarité ne joue plus seulement un rôle syndical mais joue aussi le rôle de parti politique, ce qui rendait inévitable l'affrontement avec l'Etat. Or, le rôle d'un syndicat n'est pas le même que celui d'un parti. Je crois que la position politique de Solidarité — je ne dis pas les positions sur le plan social — c'est de remettre en cause le socialisme en Pologne et de proposer un type de société qui est une démocratie bourgeoise. Or, je crois qu'en Pologne la solution consiste précisément à remplacer les formes bureaucratiques de l'Etat par les formes d'un Etat qui permette la participation, par un socialisme démocratique. Ce qu'il faut implanter et développer, c'est la démocratie socialiste.

Car si nous sommes d'accord pour dire que la situation en Pologne est difficile, qu'elle est la conséquence d'un Etat bureaucratique, on ne peut pas — ou du moins je ne peux pas — en tirer la conclusion que c'est le socialisme qui a échoué et qu'il ne constitue plus une alternative aux régimes de démocratie bourgeoise. Non, ce qui a échoué ce sont des formes, des méthodes, un Etat qui s'est bureaucratiqué et qui n'a pas joué le rôle qu'il devait jouer. Il faut continuer à miser sur le socialisme, mais en tirant les leçons des problèmes auxquels la Pologne a été confrontée. ■

Propos recueillis par Jeannette HABEL  
Madrid, 1er décembre 1982.

# Le PSOE face au problème basque en Euskadi

Entretien avec José Idoyaga dirigeant de la Liga Komunista iraultzailea (LKI) section de la LCR au Pays basque

**L**A question des nationalités, et tout particulièrement celle du Pays basque, est au centre des problèmes que rencontrera le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) mis en place après son écrasante victoire aux élections du 28 octobre 1982. La bourgeoisie centraliste espagnole n'a pas totalement réussi à cantonner la revendication nationaliste dans le carcan du statut d'autonomie. L'adoption, avec l'appui du PSOE, de la LOAPA (Loi d'harmonisation du processus des autonomies) a encore réduit le pouvoir des institutions locales. Ces deux éléments, comme le maintien de l'influence des formations nationalistes, qu'elles soient bourgeoises ou de la gauche radicale, illustrent le divorce croissant entre les Basques et l'Etat espagnol.

Le PSOE va sans doute chercher à rééquilibrer les données du problème en favorisant une marginalisation des forces

nationalistes radicales basques et en refusant toute négociation avec l'ETA sur l'autodétermination ou la libération des prisonniers politiques. Pour le PSOE, il s'agira ainsi de donner des gages à la bourgeoisie centraliste et aux secteurs putschistes des forces armées.

Avec l'évolution de la situation électorale en Euskadi, où le PSOE redevient une force de tout premier plan, le risque existe d'une rupture entre les secteurs les plus combattifs et l'ensemble du mouvement ouvrier. La tactique politique des secteurs les plus combattifs, qui doivent se tourner vers les secteurs de masse du mouvement ouvrier local, pose un problème particulièrement épineux sur lequel nous nous sommes entretenus avec le camarade José Idoyaga, dirigeant de la Liga Komunista Iraultzailea (LKI), section de la LCR dans le Pays basque.

« INPRECOR » : — Peux-tu donner une évaluation de la situation en Euskadi après les récentes élections ?

José IDOYAGA : — Pour définir la situation en Euskadi après les élections du 28 octobre dernier, il faut souligner en premier lieu la progression très importante du PSOE, qui arrive en deuxième position après le Parti nationaliste basque (PNV) dans la Communauté autonome basque, et à la première place en pourcentage global, lorsque l'on additionne la Communauté autonome basque et la Navarre (1). Ceci est le premier élément qu'il faut souligner : la montée du PSOE comme premier parti en Euskadi. Le second élément à prendre en compte, c'est que sur le plan électorale comme sur le plan social, la polarisation autour de la question nationale demeure très importante : environ 50 % des votes ont été obtenus par les organisations nationalistes. Pour apprécier ces résultats, il faut remonter à la situation électorale antérieure.

Lors des premières élections générales après la chute de Franco en juin 1977, le PSOE était arrivé en tête en Euskadi. Le Parti nationaliste basque, une formation bourgeoise nationaliste, se trouvait en seconde position, et Euskadiko Eskerra (EE) en troisième position. A l'époque, Euskadiko Eskerra était composée d'une série de forces nationalistes et d'un parti, le EMK (équivalent du Mouvement communiste d'Espagne en Euskadi). Ultérieurement, EE a éclaté, et lors des élections suivantes, deux forces nationalistes de gauche sont apparues : d'un côté Euskadiko Eskerra et de l'autre Herri Batasuna (HB). En tant que regroupement électoral — car il ne s'agissait pas encore de partis politiques formalisés — Euskadiko Eskerra apparaissait politique-



« A bas la LOAPA ! Autodétermination ! » (DR)

ment lié à l'organisation armée ETA-PM (politico-militaire), alors que Herri Batasuna apparaissait liée à l'organisation armée ETA militaire.

Lors des secondes élections législatives de mars 1979, des municipales d'avril 1979 ou des consultations électorales au Parlement autonome du Pays basque de mars 1980, on enregistra une importante progression des formations nationalistes bourgeoises comme des formations nationalistes de gauche. Et dans ce contexte, le fait peut être le plus significatif, fut la progression électorale de Herri Batasuna (voir encart « Résultats électoraux »).

Pendant toute cette période, Herri Batasuna a incarné un parti dont la définition nationaliste radicale, indépendantiste, était très nette, mais également un parti affirmant la nécessité du socialisme, et dont les positions étaient très radicales sur la question des femmes, sur l'homose-

xualité, sur l'écologie ... De plus, HB représente des secteurs sociaux dynamiques, qui dirigent les mouvements les plus importants contre la répression, contre la centrale nucléaire de Lemoniz (près de Bilbao), qui lutte pour la défense de la langue basque, etc. Parallèlement à cette poussée électorale, il y a eu une montée du mouvement de masse autour de HB. Pendant ce temps, au contraire, le PSOE a perdu des voix et, lors des dernières élections au Parlement autonome d'Euskadi, il n'était plus que la troisième force électorale après le PNV, en première position, et HB qui l'avait dépassé.

Les résultats des élections du 28 octobre 1982 marquent un retour du PSOE, qui redevient la première force politique en Euskadi. Et bien que toutes les forces nationalistes aient, elles aussi, vu augmenter leurs suffrages, c'est la progression du PSOE qui est la plus spectaculaire.

Le PSOE a en effet gagné des voix, et cela pose un problème politique important, surtout si l'on tient compte du fait que ces voix sont celles d'abstentionnistes lors des élections antérieures. Or, ces abstentions et ces suffrages proviennent fondamentalement des travailleurs qui ne sont pas originaires d'Euskadi. De plus, il faut ajouter que le PSOE a joué pendant la campagne électorale — comme il le faisait déjà depuis un certain temps — sur les différenciations, les oppositions entre la communauté autochtone et la communauté des immigrés. On ne peut pas dire qu'il y a une situation de véritable division entre les deux communautés, tant

1. La Navarre n'a pas été incluse, au terme du statut d'autonomie adopté par le pouvoir central, dans les régions sous administration du parlement autonome d'Euskadi.

s'en faut, mais il faut reconnaître qu'à terme, ce danger existe.

Quant à Euskadiko Eskerra, il y a presque un an qu'elle s'est constituée en parti, alors qu'elle n'était auparavant qu'un regroupement électoral. Au moment où elle se transforme en parti, deux forces participent à ce processus. La force fondamentale, qui a l'hégémonie dans le nouveau projet, c'est l'ancienne EE, dans laquelle il y a un courant majoritaire autour de son Secrétaire général Mario Onaindia, et un courant minoritaire dont je parlerai plus tard, qui s'appelle Nueva Izquierda. L'autre force politique qui intervient, c'est un secteur qui a scissionné du Parti communiste d'Euskadi (PCE-EPK), avec son Secrétaire général R. Lertxundi.

Déjà lors du précédent congrès de l'EIA (Parti de la révolution basque) (2), organisation nationaliste révolutionnaire dont Euskadiko Eskerra était en quelque sorte le front de masse, un processus d'évolution politique s'était exprimé, menant à une politique eurocommuniste de droite, social-démocrate, surtout en ce qui concerne les voies spécifiques vers le socialisme, la transformation graduelle de l'Etat, avec une position de cogestion face à la crise. Ce processus prolongé fut marqué par ce que nous appelons le « possibilisme » face à la question nationale. Ce courant maintenait encore son identité ainsi que les positions classiques du nationalisme sur l'indépendance, par exemple, mais abandonnait peu à peu les signes pratiques de la radicalisation nationaliste sur des problèmes tels que la défense des militants emprisonnés, la lutte contre la répression, contre les centrales nucléaires, qui sont les thèmes qui ont le plus polarisé la radicalisation nationaliste en Euskadi ces dernières années. En même temps qu'ils ont abandonné tout cela, ils se sont ouvertement engagés sur la voie institutionnelle, y compris sur la question nationale, en acceptant le cadre constitutionnel, le régime de la Réforme, etc. Parallèlement avec la fusion entre l'EE et un secteur du PC d'Euskadi, s'est accéléré encore plus l'évolution social-démocrate du type de militantisme de l'EE. Il n'y a pas de fonctionnement militant, la ligne politique est élaborée exclusivement par les porte-parole institutionnels et l'appareil dirigeant. L'appareil du parti est essentiellement un appareil électoral, et ceci a pesé sur EE, sur ses militants, dans les secteurs où elle a une influence.

Aussi est apparu à l'intérieur de l'EE, voilà deux ou trois ans, une tendance qui a obtenu environ 40 % des voix lors du Ier Congrès d'EE, et environ 38 % des voix lors du congrès de fusion avec les éléments ayant scissionné du PC. Cette tendance, qui s'appelle Nueva Izquierda, a d'un certain côté des positions nationalistes plus radicales. Mais cette affirmation nationaliste est surtout une résistance aux tentatives de la direction d'accepter une solution à la question nationale dans le cadre de la Constitution. Nueva Izquierda revendique l'autodétermination et l'indépendance ; elle a des positions radicales

## EVOLUTION DES RESULTATS ELECTORAUX EN EUSKADI

	ELECTIONS AUX CORTES - 1979		ELECTIONS REGIONALES		ELECTIONS AUX CORTES - 1982	
	Nombre de voix / Elus		Nombre de voix (1)		Nombre de voix / Elus	
PSOE-PSE	247 736	6	178 880	462 170	11	
PNV	292 133	7	365 420	397 298	8	
HB	174 646	3	191 989	210 886	2	
EE	87 486	1	98 137	100 615	1	
AP + UCD	315 000	9	230 000	246 000	4	
PCE (EPK)	52 184	—	43 283	23 226	—	

1. Dans cette colonne sont additionnés les résultats de chaque parti lors des élections au Parlement basque de mars 1980 et ceux obtenus dans les circonscriptions de Navarre (rappelons que la Navarre a été exclue par le pouvoir centraliste de la Loi sur l'autonomie instaurant un Parlement basque).

sur l'amnistie, les prisonniers politiques, la répression, et a rejeté et combattu les positions de la direction du parti lorsque ce dernier a voulu, par exemple, participer aux fronts antiterroristes. Mais on ne peut pas dire que ce soit une tendance politiquement homogène, disposant d'un projet clair, bien qu'elle se soit opposée aux positions de la direction sur la question des voies de passage pacifique au socialisme, sur la politique internationale, et sur la politique économique face à la crise. Sur tous ces thèmes, bien qu'elle n'ait pas de théorie ou de programme alternatifs, Nueva Izquierda a des positions de gauche.

Après les élections du 28 octobre dernier, à cause de cet ensemble d'éléments, une situation nouvelle s'est ouverte. De nouveaux problèmes politiques sont apparus. Notamment des problèmes concernant les rapports entre le secteur le plus actif du mouvement de masse basque qui est sous l'hégémonie de la gauche nationaliste, fondamentalement de Herri Batasuna, et le rôle que peut jouer la masse des électeurs qui ont voté pour le PSOE. La possibilité est en effet ouverte que cette masse d'électeurs se transforme en une base sociale, renforçant l'UGT ou renforçant le poids social, jusqu'alors réduit, du PSOE en Euskadi.

Conférence de presse de l'ETA. (DR)



Parmi les secteurs d'avant-garde qui se trouvent au sein de Euskadiko Eskerra ou de Herri Batasuna, des problèmes ont aussi surgi depuis les élections. Au sein de EE par exemple, il y a un processus de scission en cours, dont il est difficile de savoir s'il ne va pas aboutir à une explosion de toute l'organisation. Il y a un secteur de Nueva Izquierda, fort de plusieurs centaines de militants, qui a déjà quitté l'organisation. La direction de Nueva Izquierda et un secteur important de sa base continuent à se maintenir à l'intérieur de EE, mais avec des positions tout à fait opposées à celles de la direction. La tension et les affrontements au sein de EE sont donc chaque fois plus importants et il semble difficile que cela ne débouche pas sur une rupture encore plus importante.

Parallèlement, le Secrétaire général d'EE a un projet — formulé plus ou moins clairement — de rapprochement entre EE et le PSOE. Cela part de la considération qu'il est difficile de mener à bien une politique de gauche dans le cadre d'une perspective constitutionnelle et électoraliste avec un seul député à Madrid, ce qui est le cas pour EE. Dans ces conditions, il faut des forces supérieures et la perspective du Secrétaire général d'EE serait d'envisager la constitution d'un courant dans le PSOE.

L'autre problème, celui-ci en rapport avec Herri Batasuna, est le rôle que vont jouer l'ETA et la lutte armée dans la période à venir. Pour nous, il est évident, et ça l'était déjà dans la période antérieure

2. Lors du Congrès de l'EIA (Parti de la révolution basque) de l'été 1981, la majorité des délégués (60 % des voix) adopta une ligne qui combine le nationalisme avec un eurocommunisme qui ne veut pas dire son nom. La minorité (40 %) des mandats a exprimé une certaine opposition de gauche, d'un point de vue nationaliste radical. Le congrès a alors décidé de constituer en parti politique formalisé ce qui n'était jusque là que le « front de masse » de l'organisation, à savoir Euskadiko Eskerra, et de dissoudre l'EIA en son sein. Dans les premiers jours de septembre de la même année, l'organisation du Parti communiste espagnol en Euskadi s'est adressée à l'EIA pour solliciter sa participation au processus de constitution d'Euskadiko Eskerra en parti. La majorité eurocommuniste de ce parti intégrera donc Euskadiko Eskerra.



Manifestation à Renteria en juillet 1978 contre les exactions policières. (DR)

re, que la lutte armée n'est pas une solution. Elle a joué un rôle positif pour créer un mouvement de masse fort, mais actuellement la lutte armée peut provoquer des tensions très importantes au sein du mouvement ouvrier. Car il faut tenir compte du fait que le PSOE va maintenir une politique de répression, d'arrestations face aux mobilisations nationalistes.

En avril 1979, il y avait 117 prisonniers politiques basques. En décembre 1981, ils atteignaient le chiffre de 435. Durant la même année, il y a eu environ 6 000 arrestations en Euskadi. Sur ce total, la loi antiterroriste a été appliquée à 740 personnes, au cours de ces périodes de garde à vue au commissariat allant jusqu'à dix jours.

En 15 mois, de janvier 1981 à mars 1982, sur 324 Basques mis en accusation par les tribunaux, il y a eu 95 jugements « politiques ». Au total, le procureur aura réclamé, au cours de ces jugements, 4859 années d'emprisonnement.

Or, le PSOE ne va pas changer tout cela, il ne propose pas de changement sur ces questions. Ce qui explique la position plus radicale de Herri Batasuna.

Mais c'est le rôle de l'ETA qui va être déterminant. Il y a déjà eu plusieurs attentats après la victoire électorale du PSOE (3). Et le danger réel qui résulte actuellement de l'action de l'ETA d'une part, et de l'activité du PSOE d'autre part, c'est que le fossé ne se creuse entre le secteur qui est le plus actif, le plus radical, qui représente le mouvement social le plus militant en Euskadi et qui est politiquement polarisé par Herri Batasuna, et la grande majorité de la classe ouvrière, qui est polarisée soit par le PSOE, soit par le PNV. Il y a un risque que se produise une rupture complète, voire des affrontements, entre les secteurs

les plus actifs et le reste de la classe ouvrière.

— Peux-tu développer un peu plus sur ce thème, à propos de la manifestation qui a eu lieu à Renteria (4), en précisant la situation qui existe au sein du mouvement ouvrier, les rapports de forces et la politique de HB et de EE envers les syndicats ?

— En Euskadi, il y a pour l'essentiel quatre syndicats. Le premier, c'est le Syndicat des travailleurs basques (STV), où traditionnellement c'est le PNV qui a l'influence la plus forte. C'est le syndicat qui a le plus grand nombre de délégués syndicaux, sauf dans les ateliers. Son influence s'exerce surtout dans les couches les plus qualifiées des travailleurs. L'indépendance du STV à l'égard du PNV est plus grande aujourd'hui qu'elle ne l'a été dans le passé, bien que le poids et l'influence de l'organisation nationaliste bourgeoise dans le syndicat restent grands. On ne

peut donc pas dire que le STV soit la courroie de transmission du PNV. D'ailleurs, aujourd'hui, les militants de EE sont dans le STV. Ce qui est vrai par contre, c'est que la politique syndicale du STV est favorisée par la politique du Gouvernement autonome basque, qui est un gouvernement où le PNV est majoritaire.

Le deuxième syndicat en Euskadi, c'est l'Union générale des travailleurs (UGT), qui va connaître un afflux d'adhésions important, car c'est un syndicat dominé par l'appareil du PSOE. Tous les courants de gauche en ont été exclus, à l'exception d'un secteur en Alava, que le PSOE n'a pas réussi à « normaliser » à la veille du dernier congrès et dont la position en est sortie, au contraire, renforcée.

Le troisième syndicat, ce sont les CCOO, au sein desquelles il y a des positions de gauche. Des partis comme le MCE militent par exemple dans les CCOO. Actuellement, on peut dire que l'essentiel des positions de gauche qui existent au

3. Si l'ETA politico-militaire profondément divisé a connu récemment une nouvelle scission — sa « VIIe Assemblée » annonçant, en octobre, qu'elle déposait les armes —, une semaine seulement après la victoire électorale du PSOE avait lieu une nouvelle action de l'ETA militaire, avec l'assassinat, le 4 novembre, du général Victor Lago Roman, commandant de la division blindée « Brunete », formation qui a été impliquée dans toutes les conjurations putschistes de ces deux dernières années.

4. Une polémique s'est ouverte au Pays basque après le mitraillage par l'ETA(m) de trois personnes accusées d'être des indicateurs de police, dont l'une, Carlos Patino, devait mourir peu après. Or, les raisons de ce mitraillage sont restées assez confuses. La personnalité des personnes visées, leur mode de vie et leur entourage social distinguent cet attentat des autres actions militaires de l'ETA(m). Les proches

des personnes mises en accusation et mitraillées par l'ETA(m) ont publiquement réclamé de l'organisation nationaliste armée qu'elle apporte la preuve concrète de ses affirmations. Ce que l'ETA(m) n'a pas encore fourni à ce jour, accroissant ainsi la confusion. La presse bourgeoise en profita évidemment pour mener campagne contre les organisations nationalistes basques armées et ceux qui les défendent. Le 28 novembre dernier, à Renteria (province basque de Guipuzcoa), était alors convoquée une manifestation de protestation contre l'attentat de l'ETA(m) commis quelques jours auparavant. Le PSOE, le PNV, Euskadiko Eskerra, le PCE, l'UGT et les CCOO soutenaient cette initiative. Face à cette mobilisation antiterroriste, Herri Batasuna appela à une contre-manifestation le jour même. Des affrontements eurent lieu entre les militants des deux manifestations, illustrant les risques actuels de cassure au sein du mouvement ouvrier basque.

sein des CCOO sont animées par la Liga Komunista Iraultzailea (LKI), section de la LCR en Euskadi, qui a une influence disons « respectable » sans être pour autant une force majoritaire. En particulier en Guipuzcoa, c'est un courant de gauche qui a un poids certain.

Le quatrième syndicat, enfin, est le Regroupement des travailleurs nationalistes (LAB), qui est lié à Herri Batasuna, et dans lequel militent aussi des militants d'autres partis, de la LKI, etc., mais qui y sont en minorité. Bien que son influence ait un peu augmenté lors de ces élections et qu'il ait une position meilleure que les autres formations syndicales sur les accords avec le gouvernement et le patronat, etc., il reste encore très minoritaire. Ensuite, il faut souligner une dernière chose : les candidatures « unitaires » aux élections syndicales impulsées par le MCE ont eu un grand succès dans la métallurgie de Navarre, y compris aux dépens des CCOO, mais ne représentent pas ailleurs une force significative (voir encart sur les élections syndicales).

#### — Et les courants pro-soviétiques ?

— Dans les CCOO ? Non. Il y en a peut-être, mais pas de façon significative.

Il y a de nombreux éléments qui vont avoir des conséquences dans le mouvement ouvrier et peser sur l'unité et les rapports de forces en son sein. Certains sont d'ordre strictement syndical : il y a par exemple un problème dans les rapports entre les CCOO et l'UGT qui n'est pas lié à la situation propre en Euskadi mais à l'orientation générale de l'UGT et à sa politique, qui n'est pas excessivement unitaire à l'heure actuelle. Il y a des conflits qui vont apparaître, c'est évident, entre l'UGT et le STV. Le STV est le syndicat favorisé par le Gouvernement autonome basque, tandis que l'UGT est privilégié par le gouvernement central : il va donc y avoir des problèmes de compétence. En ce moment, il y a toute une série de questions qui relèvent du gouvernement basque, concernant le travail, la santé, la sécurité sociale, certains cas de solutions apportées à des entreprises en crise... Tout cela peut provoquer des conflits.

Entre le secteur radical du mouvement ouvrier, la gauche des CCOO, les quelques secteurs de gauche de l'UGT, le MCE et les « candidatures unitaires », le syndicat nationaliste basque LAB et le gros du mouvement ouvrier, il peut y avoir des tiraillements. Il y en a déjà eu. Le secteur le plus radical a des difficultés à prendre des initiatives d'action qui mobilisent des secteurs plus larges des masses travailleuses. Si on examine les grèves les plus dures, les plus radicales qui se sont produites en Euskadi au cours de ces deux dernières années, elles ont été dans leur immense majorité dirigées par ces secteurs radicaux, fondamentalement par des secteurs liés au MCE et à la LKI qui ont entraîné une force sociale plus large. Dans certains cas les résultats ont été bons. Mais, dans la majorité des cas, il faut dire que ces grèves très dures, qui ont duré très longtemps et ont été menées

avec des méthodes d'action très directes, bien qu'elles aient fonctionné démocratiquement sur la base d'assemblées générales, ont été difficiles et se sont souvent terminées par des défaites. Les causes en sont évidemment la politique des bureaucraties syndicales, qui ont refusé d'organiser la solidarité. Mais aussi, on n'a pas su impulser cette solidarité, parce que les secteurs les plus radicaux, essentiellement le MCE, ont utilisé des formes de lutte, des formes d'expression très sectaires à l'égard des syndicats qui ont provoqué des difficultés. Des problèmes du même ordre peuvent se renouveler dans la période qui vient.

Un deuxième type de problèmes est lié à la situation spécifique qui existe en Euskadi. Il y a un secteur que nous défen-

danger, maintenant, c'est qu'au sein de larges secteurs du mouvement ouvrier basque — pas dans tout le mouvement ouvrier mais dans des secteurs importants — des éléments de politique antiterroriste impulsés par le PSOE, par l'UGT, par les CCOO puissent avoir comme résultat que ce soit la classe ouvrière qui, majoritairement, prenne la tête d'une politique de mobilisation antiterroriste qui aurait comme implication le renforcement de la répression, des contrôles de police, etc. Ce serait un facteur de division extrêmement grave.

Il y a une polémique à ce sujet, publique, sur le type de politique qu'il faut avoir dans ces conditions pour éviter ce danger. Quelles initiatives faut-il prendre pour trouver le contact, pour se lier avec



Les enfants des victimes du mitraillage de Renteria réaffirment la bonne réputation de leurs parents. (DR)

dons contre la répression qui est le secteur dominé majoritairement par Herri Batasuna. Et la direction politique de Herri Batasuna c'est, en pratique, l'ETA militaire. HB la reconnaît comme direction politique bien qu'il n'y ait pas de lien organique.

Les problèmes résulteront de la politique suivie par le PSOE en Euskadi. Car une politique d'auto-affirmation, de radicalisation, voire même gauchiste, sera suivie par de larges secteurs de masse ; il ne faut pas oublier les résultats électoraux obtenus par les organisations nationalistes radicales qui sont, de plus, des votes très militants... Les répercussions de cette situation dans le mouvement ouvrier posent des problèmes difficiles. Par exemple, il est très difficile de trouver un écho significatif, d'être entendus sur des thèmes tels que le problème des libertés politiques, de la lutte contre la répression. Le

les secteurs majoritaires de la classe ouvrière ? Comment la politique d'affirmation radicale d'un secteur qui est minoritaire dans l'ensemble de la classe ouvrière — même s'il est important — doit-elle s'exprimer ? Car le problème de fond, c'est que certaines de ces méthodes, de ces objectifs sont étrangers aux expériences très élémentaires du reste des travailleurs, et que même si les promoteurs de cette politique disent des choses très bien du point de vue programmatique, le résultat pratique de cette politique est désastreux. C'est à ce genre de problèmes que nous allons être confrontés.

— Pour terminer, peux-tu nous donner ton avis sur ce qui s'est passé à Renteria ?

— Ce qui s'est passé à Renteria, on pouvait le prévoir. Ce n'est pas la première

re fois qu'une histoire de ce type se produit, mais c'est la première fois qu'elle se produit depuis la victoire électorale du PSOE. Je ne veux pas discuter sur le fait de savoir si les trois personnes mitraillées étaient ou non des mouchards, on ne sait pas. Des erreurs ont été commises dans le passé. Ce qu'il y a eu à Renteria, c'est l'utilisation politique, de la part du PSOE, du PC, d'Euskadiko Eskerra et du PNV, d'un fait qui a permis une première manifestation de force antiterroriste. Mais cette utilisation démagogique n'a pu avoir lieu que parce qu'auparavant il y avait eu cette action militaire de l'ETA dans le contexte de la nouvelle situation. Or, les activités militaires de l'ETA vont de plus en plus être ressenties par de nombreux secteurs de masse, dans la nouvelle situation créée par la victoire électorale du PSOE, comme un obstacle dressé face au gouvernement du PSOE, contre sa politique de changement. Nous savons que ce n'est pas vrai, nous savons que ce gouvernement ne va pas changer les choses. L'ETA a proposé au gouvernement de négocier sur des thèmes qui ne sont pas extraordinaires, il ne s'agit pas de la révolution socialiste, il s'agit seulement de la libération des militants emprisonnés, de l'autodétermination pour l'Euskadi, du retrait des troupes policières d'Euskadi en échange d'un arrêt de la lutte armée. Cela représente des ouvertures, mais quelle va être l'attitude du gouvernement? Les choses risquent de continuer, l'ETA va poursuivre ses actions et le PSOE va continuer dans la même voie, afin de créer un mouvement social de rejet à l'égard de l'ETA militaire et donc de Herri Batasuna, qui est le courant nationaliste de masse en Euskadi.

A la différence de l'Union du centre démocratique (UCD) et des gouvernements antérieurs, le PSOE est conscient que la condition fondamentale pour marginaliser le secteur de la gauche la plus radicale d'Euskadi, est d'arriver à créer un mouvement social, à base essentiellement ouvrière, dirigé pour l'essentiel contre l'ETA. Bien que l'objectif soit d'acculer la gauche radicale à la défensive, la forme que cela va prendre va être celle d'une mobilisation antiterroriste, et naturellement les actions de l'ETA vont favoriser cette politique. Elles vont créer une base favorable pour permettre cela.

Quant aux événements de Renteria, je ne connais pas le détail de ce qui s'est passé. D'après la presse, les incidents viennent toujours d'un seul côté et les provocations aussi. Mais c'est une catastrophe, c'est un désastre pour la classe ouvrière, c'est un désastre pour la lutte pour les revendications nationalistes, et c'est un désastre pour le secteur radical du mouvement nationaliste d'Euskadi. A ce type de manifestation antiterroriste, ayant un caractère de masse, il faut répondre politiquement en ne cherchant pas à faire une contre-manifestation qui peut déboucher sur un affrontement. Il faut d'autres méthodes. ■

## Le mouvement ouvrier d'Euskadi à travers les derniers résultats des élections syndicales

Les élections syndicales de novembre 1982 illustrent la complexité de la situation du mouvement syndical du Pays basque et confirment à la fois le renforcement des positions des principales centrales ouvrières, ainsi que le maintien d'un pôle syndical de gauche par rapport aux précédentes consultations de 1980.

Le Syndicat des travailleurs basques (STV) obtient 32,01 % des délégués et progresse de 10 % par rapport à 1980, avec des résultats importants, surtout en Navarre et en Alava. L'Union générale des travailleurs (UGT) gagne 2 points par rapport à 1980 et totalise 20,44 % des délégués syndicaux. Les Commissions ouvrières (CCOO) résistent assez bien aux conséquences de la terrible crise que connaît le PCE et maintiennent leurs résultats à 18,41 % des délégués. Le Regroupement des travailleurs nationalistes (LAB) maintient, avec 4,6 % des délégués, ses résultats antérieurs. Enfin, les « candidatures unitaires » impulsées par l'EMK (équivalent basque du Mouvement communiste d'Espagne), en dehors des cadres syndicaux, obtiennent pour certains de bons résultats locaux dans la métallurgie de l'Alava et dans les entreprises où cette organisation est implantée, sans pour autant parvenir à un résultat global en rapport avec leur objectif affirmé d'être un élément moteur du processus unitaire de convergence de la gauche syndicale.

Les résultats montrent aussi des disparités importantes suivant les provinces. En Biscaye, le STV reste la principale force syndicale, grâce à son implantation dans les petites et moyennes entreprises, devant l'UGT et les CCOO. Dans la province de Guipuzcoa, le STV est quasiment hégémonique (43,22 % des délégués), devançant cette fois-ci les CCOO et l'UGT, qui connaît un certain recul. Ce maintien des résultats des CCOO (20,03 % des délégués) est significatif, car la direction de la centrale syndicale dans cette province n'est pas entièrement contrôlée par le PCE, à l'inverse d'autres régions et, de plus, on note une forte présence de militants de la LKI, section de la LCR dans le Pays basque, et d'autres militants radicaux dans les Unions locales et les branches des CCOO. Le Guipuzcoa est aussi la province où le LAB enregistre ses meilleurs résultats.

En Alava, c'est par contre l'UGT qui demeure la principale force syndicale, avec 32,2 % des délégués. Fait important, car cette direction régionale de l'UGT a des positions beaucoup plus radicales que celles du PSOE. Cela lui a d'ailleurs valu d'être l'objet d'une tentative d'éviction menée par le PSOE, lors du dernier congrès provincial de l'UGT. Le STV est la seconde force syndicale dans cette province, alors que les CCOO, ici étroitement contrôlées par une fraction du PCE, connaissent un recul. C'est en effet dans la province de l'Alava que le départ des militants de l'EMK des CCOO, après une série d'expulsions bureaucratiques effectuées par la direction de la centrale syndicale, ont eu le plus de répercussions au niveau des élections syndicales. Parallèlement, c'est aussi ici que les « candidatures unitaires » réussissent leurs meilleurs scores.

En Navarre, le STV double le nombre de ses délégués avec 16 % du total des élus, tandis que les CCOO se maintiennent aux alentours de 10 %. Mais 50 % des élus restent des non-affiliés aux grandes centrales syndicales. Néanmoins, les récents résultats pourraient être les prémisses d'une réactivation du mouvement syndical.

Le numéro du 26 novembre dernier de *Combate*, organe de la Liga Comunista Revolucionaria, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, qui commente ces résultats, précise à propos de l'activité de la LKI : « Les travailleurs de la LKI, affiliés majoritairement aux CCOO, ont participé à ces élections sur les listes de ce syndicat dans la grande majorité des entreprises où notre parti est présent, et l'ont fait aussi, mais dans une moindre mesure, sur les listes de l'UGT, du LAB et, dans certaines entreprises où les militants de la LKI ont été expulsés des CCOO, sur des listes de la gauche syndicale de l'entreprise. L'effort de notre parti est orienté vers l'obtention de l'élection du maximum possible de délégués de la gauche syndicale sur les listes des CCOO. Et, dans une certaine mesure, cela a réussi, spécialement dans la province de Guipuzcoa, mais aussi dans quelques branches et entreprises de l'Alava, de Biscaye et de Navarre, où la présence de la LKI dans les CCOO est forte. Il a donc été possible de maintenir les postes de délégués syndicaux obtenus en 1980 par les travailleurs de la LKI, et même de les augmenter. »

## PAYS-BAS

### La campagne contre le militarisme pour 1983

Le 21 novembre dernier s'est tenu à Amsterdam un grand rassemblement pour commémorer la plus importante manifestation qui ait eu lieu en Hollande, celle qui, le 21 novembre de l'année dernière, avait réuni 400 000 personnes (sur une population de 14 millions d'habitants) pour protester contre l'installation des nouveaux missiles de croisière (*Cruise Missiles*) par l'OTAN (cf. *Inprecor* numéro 114 du 7 décembre 1981). Le rassemblement de cette année était organisé par le comité de mobilisation d'Amsterdam, qui avait décidé de poursuivre ses activités unitaires, après la manifestation du 21 novembre 1981.

Le rassemblement d'Amsterdam du 21 novembre 1982 n'avait pourtant pas seulement pour objectif de commémorer la manifestation de l'année précédente. Il était surtout destiné à débattre des initiatives à venir. Toutes les organisations qui avaient participé à la manifestation de 1981 ont envoyé un orateur. Ainsi, à la tribune, on trouvait un porte-parole national de la Fédération des syndicats néerlandais (*Federatie van Nederlandse Vakbouden, FNV*), qui compte plus d'un million de membres. Cela illustre bien évidemment les progrès réalisés par la campagne contre les missiles de croisière au sein même du mouvement syndical. L'orateur de la FNV, Cees Commandeur, responsable de la FNV au niveau national, a affirmé que sa fédération allait s'investir plus sérieusement cette année dans la campagne contre les missiles. En effet, en 1981, la FNV n'avait pas officiellement soutenu la manifestation du 21 novembre. Elle s'était contentée d'annoncer qu'elle espérait que nombre de ses militants y seraient présents à titre individuel.

Les résultats d'un sondage d'opinion parmi les manifestants du 21 novembre 1981, réalisé par l'université de Nimègue, donnent d'ailleurs des indications intéressantes sur la participation syndicale à cette mobilisation. Près d'un tiers des 400 000 manifestants étaient membres d'un syndicat, et plus de la moitié d'entre eux manifestaient pour la première fois contre les armes nucléaires. Près de la moitié de ce groupe (soit 12 % de la totalité des manifestants, environ 50 000 personnes) était membre des syndicats de l'industrie. Même si ce chiffre semble exagéré et que l'on n'en accepte que la moitié, cela fait néanmoins 25 000 ouvriers de l'in-

dustrie manifestant sur une revendication d'ordre politique. En effet, 71 % des personnes interrogées ont affirmé qu'elles ne manifestaient pas uniquement pour des raisons morales. Et 80 % d'entre elles étaient, à ce moment-là, favorables à un retrait de l'OTAN lorsque cette organisation cherchera à imposer l'installation de missiles de croisière sur le territoire hollandais.

Le 21 novembre 1982, Cees Commandeur a donc clairement annoncé que la FNV projetait de prendre part à la campagne de 1983 contre les missiles. Cette évolution est la conséquence d'un débat dans les branches des syndicats autour de la proposition d'avoir un texte de la FNV précisant sa position sur ce problème. Après discussions dans les branches, le premier texte de la direction soumis aux syndicats sera remanié. Cees Commandeur précisa que beaucoup de syndiqués s'étaient prononcés pour une position plus radicale que le texte initial. Parmi les changements ainsi imposés, l'un précise que la FNV n'exclut pas le soutien à des mesures de désarmement unilatéral, comme un pas en avant vers un désarmement multilatéral. Un autre changement réclame une participation plus active de la FNV à la campagne contre les missiles. La première conséquence de cette évolution aura été la participation de la FNV au Comité de défense des dirigeants du syndicat des soldats accusés d'avoir volé des secrets nucléaires (cf. *Inprecor* numéro 131 du 26 juillet 1982).

Mient-Jan Faber, porte-parole de la plus importante organisation pacifiste du pays, l'IKV, souligna à plusieurs reprises lors du rassemblement d'Amsterdam du 21 novembre de cette année, qu'il était très important de gagner les syndicats à la campagne contre l'installation des missiles. C'est donc vers cet objectif que se sont orientées les perspectives d'action de l'année prochaine.

Depuis quelques semaines, la Hollande a de nouveau un gouvernement de droite composé du VVD (Parti pour la liberté et la démocratie) et du CDA (Appel chrétien-démocrate) qui ont, ensemble, obtenu 81 sièges sur 150 au Parlement aux élections législatives anticipées du 8 septembre dernier. Ces deux formations bourgeoises sont favorables à l'installation des missiles de croisière et pourraient « normalement » prendre immédiatement une décision dans ce sens. Mais l'existence d'un vaste mouvement pour la paix réduit notablement leurs marges de manœuvre en la matière. L'ancien Premier ministre chrétien-démocrate Andries Van Agt a même été jusqu'à déclarer : « *Je ne pense pas que les Cruise seront installés sur le sol hollandais.* » L'attitude du gouverne-

ment par rapport à cette question reste donc encore volontairement dans le flou. Mais à la fin de l'année 1983 le gouvernement devra se décider. D'ores et déjà, il a déclaré qu'il ne prendrait pas en charge les coûts financiers de l'installation des missiles de croisière sur son territoire.

Pour l'année 1983, l'IKV a décidé que les actions à venir devront avoir un « écho permanent ». Si une grande manifestation est prévue pour octobre 1983 à La Haye, d'autres mobilisations sont planifiées pour les prochaines semaines et les prochains mois. Car le bilan a été tiré du silence qui avait suivi l'année dernière la grande manifestation d'Amsterdam. Les lignes générales de cette campagne sont les suivantes :

- une grande manifestation est prévue en octobre 1983, en coordination si possible avec des actions dans les autres pays de l'Europe de l'Ouest et aux USA ;

- les activités préparatoires à cette manifestation devront être entreprises aussitôt que possible ; l'idée serait d'organiser un jour de mobilisation dans toutes les principales provinces des onze provinces du pays ;

- des discussions sont en cours entre l'IKV et la FNV pour voir s'il ne serait pas possible à la centrale syndicale d'appeler au moins à une grève de 2 heures contre l'installation des missiles ;

- des discussions ont également lieu entre l'IKV et le principal parti ouvrier, le parti social-démocrate (PvdA) de Joop den Uyl ; l'IKV considère que c'est une priorité pour elle que de parvenir à entraîner les deux millions d'électeurs du PvdA à la prochaine manifestation, car si ce parti a gagné des sièges aux élections de septembre 1982 grâce à ses positions contre l'installation des missiles, il devra bien montrer maintenant ce qu'il est capable de faire concrètement sur cette question.

L'IKV voudrait que toutes les organisations et les diverses branches syndicales apparaissent clairement avec leurs propres cortèges, banderoles et drapeaux dans la manifestation d'octobre 1983. En Hollande, cela n'est guère une tradition dans le mouvement syndical.

Si nous ajoutons à cela l'initiative de l'IKV de débattre de la construction d'une organisation nationale de jeunesse contre les missiles, qui est déjà en cours de discussion, il devient absolument clair que nous sommes au seuil d'un approfondissement quantitatif et qualitatif du mouvement hollandais contre l'installation des missiles de croisière et contre le militarisme impérialiste. ■

## PORTUGAL

### La lutte des femmes pour le libre droit à l'avortement

Selon des chiffres officiels, il y aurait au Portugal entre 200 000 et 300 000 avortements par an, pour une population totale qui n'atteint pas les dix millions d'habitants. Cela occasionnerait en moyenne 2 000 décès annuels. Or, ces chiffres peuvent encore s'avérer inférieurs à la réalité.

La législation sur l'avortement prévoit une peine de 2 à 3 ans de prison pour toute femme qui avorte. Néanmoins, dans la dernière période, la répression a été faible. Il n'y a eu aucun procès dans les deux dernières années, et seulement sept procès dans les cinq années antérieures. Du fait de l'insuffisante information sur les méthodes contraceptives et du petit nombre de centres de planning familial, récemment interdits aux mineurs par le gouvernement, l'avortement constitue une solution de recours très utilisée.

Pendant toute la période de la dictature s'est développé un commerce clandestin florissant, qui continue toujours, et qui constitue un réseau aux nombreuses ramifications, adapté au niveau économique et social des femmes qui avortent :

— des médecins organisent des voyages à Londres surtout utilisés par la haute bourgeoisie, et touchent des commissions pour les frais médicaux ;

— des médecins pratiquent les avortements en cliniques privées, dans de bonnes conditions, mais à des tarifs très élevés.

D'un autre côté, il y a des systèmes plus courants :

— dans les villes, des sage-femmes font des avortements pour des sommes de 5 000 à 10 000 escudos (de 350 à 700 francs environ), en utilisant des méthodes par aspiration ou le curetage. Les conditions sont en général très mauvaises et l'on enregistre de nombreux cas d'infection et quelques décès.

— dans la campagne prédomine le recours aux prétendues « soignantes », des femmes âgées qui utilisent les méthodes les plus artisanales, provoquant les avortements avec des aiguilles à tricoter ou des moyens identiques. Dans ces conditions, le nombre de décès est très élevé.

Depuis le 25 avril 1974, la lutte pour la légalisation de l'avortement a été impulsée par des organisations extra-parlementaires. A l'occasion des élections de 1979, l'Eglise et les partis de droite essayèrent par exemple de rendre illégale la candidature du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVe Internationale, en l'accusant d'« incitation au crime », après qu'il ait réalisé un programme de télévision où l'on décrivait les conditions de plusieurs avortements

effectués par des sage-femmes ou des « soignantes ».

Aussi bien le Parti communiste portugais (PCP), que le Parti socialiste (PSP) et le Parti social-démocrate (PSD) actuellement au gouvernement, défendaient la dépénalisation de l'avortement dans leurs programmes de 1974. Mais ils s'opposèrent tous à ce que cela soit débattu au Parlement, pour éviter un affrontement avec l'Eglise. Aussi, la majorité parlementaire PS-PCP ne prit-elle aucune initiative en ce sens entre 1974 et 1979.

Au cours des dernières années, la discussion autour du droit à l'avortement s'est intensifiée. En 1979, une femme, Conceição Massano, fut accusée d'avoir avorté, sur la base de la déclaration d'une camarade de travail qui avait lu son journal personnel. Ce cas suscita de grandes mobilisations : plus de 3 000 femmes ont signé un manifeste de solidarité déclarant qu'elles avaient aussi avorté. Le jour du procès, une grande manifestation occupa l'entrée du tribunal. Conceição Massano fut finalement acquittée.

Quelques mois plus tard, Maria Antonia Palla, journaliste, fut jugée pour avoir réalisé un programme télévisé sur l'avortement. Derrière l'accusation de « promouvoir » le crime, dont elle fut l'objet, on voit clairement les pressions de l'Eglise et de l'Ordre des médecins. La mobilisation contre ce jugement fut très importante, à tel point que le procureur lui-même demanda l'acquittement.

En 1982 apparut le projet de loi du PCP, présenté conjointement avec d'autres projets sur l'éducation sexuelle et la protection de la maternité. Un sondage d'opinion démontra que plus de 50 % de la population — aussi bien hommes que femmes — appuyait la dépénalisation de l'avortement. En réponse à une des questions de cette enquête, plus de 20 % des femmes déclarait avoir déjà avorté. Le PCP, contrairement à son attitude jusqu'en 1979, déclara que le débat sur l'avortement accentuerait les contradictions au sein du bloc de la droite, renforcerait électoralement les partis ouvriers et susciterait une grande mobilisation. Ces mêmes raisons amenèrent le PS, qui pensait initialement s'abstenir, à voter en faveur du projet de loi déposé par le PCP.

Face à cette initiative, la campagne de l'Eglise et de la droite a eu un contenu directement politique, menaçant les députés hésitants de la chute du gouvernement en cas de vote de la loi. De cette manière, la majorité des députés de la droite s'opposa à la loi, mais en s'abstenant toutefois d'intervenir activement dans le débat parlementaire. Finalement, le projet de loi du PCP a été repoussé le 11 novembre dernier.

Le mouvement de défense de l'avortement reste faible. Il existe plusieurs organisations différentes qui se sont coordonnées pour la première fois en soutien au projet de loi du PCP : la Campagne nationale pour l'avortement et la contraception libres (CNAC), appuyée par des féministes radicales et les organisations extra-parlementaires ; la Commission pour la légalisation de l'avortement (CLA)

fondée par la journaliste Maria Antonia Palla ; le Mouvement démocratique des femmes (MDM), organisation du PCP. Les initiatives unitaires d'action de ces organisations ont consisté en une manifestation face au Parlement, et à la publication d'une revue en commun. La perspective actuelle est de maintenir cette unité et de poursuivre la campagne pour contraindre le Parlement à légaliser l'avortement.

## NICARAGUA

### Halte à l'invasion contre — révolutionnaire

Lors de son récent voyage en Amérique latine, Ronald Reagan a rencontré au Honduras les autorités de ce pays et celles des dictatures du Salvador et du Guatemala. Tout comme les manœuvres militaires américano-honduriennes prévues pour la fin 1982 dans cette région et reportées à une date ultérieure au dernier moment, ces rencontres illustrent la politique agressive de l'impérialisme US envers la révolution sandiniste.

L'hebdomadaire américain *Newsweek* du 8 novembre dernier était donc fondé à présenter un dossier complet sur « la guerre secrète de Reagan », dans lequel il accusait la CIA et l'ambassadeur américain à Tegucigalpa (Honduras) d'organiser des actions subversives pour tenter de renverser le gouvernement sandiniste. Il est clair, par contre, que les responsabilités d'une telle politique dépassent largement l'ambassadeur US et se situent à Washington.

Lors d'une conférence de presse à Mexico, le 30 novembre dernier, un transfuge des Services de renseignements argentins, Hector Frances, membre jusqu'en octobre dernier du bataillon 601 de ces Services, devait d'ailleurs le confirmer en dénonçant le passage du « vaste plan » de la CIA à la phase de « l'invasion » du Nicaragua depuis la mi-octobre dernier. La main-d'œuvre de ces actions est constituée par d'anciens gardes somozistes — dont plus d'un millier est déjà en territoire nicaraguayen — encadrée par des experts américains ou des militaires argentins et israéliens. Le correspondant de *CBS News* écrit, dans le *New York Times* du 3 décembre, que ce qui se trame au Honduras est « l'une des tentatives les plus ambitieuses de Washington d'abattre un gouvernement étranger, depuis que Kennedy avait déchaîné la CIA contre Fidel Castro ».

De nombreuses informations concordent en effet et permettent d'affirmer que ces actions contre-révolutionnaires sont entrées dans une nouvelle phase. Ainsi, de nombreux journalistes ont fait état de l'abandon récent des camps somozistes situés du côté hondurien de la frontière avec le Nicaragua. Ce qui signifierait leur transfert à l'intérieur même du territoire nicaraguayen. C'est ce que confirme

un contre-révolutionnaire interrogé par le correspondant du *Washington Post*, dans l'édition du 3 décembre 1982. A la question du journaliste, il répond : « Ils sont tous à l'intérieur du Nicaragua. C'est là que se déroule la guerre. C'est là que nous devons nous battre. »

Cette amplification des agressions impérialistes, suivant le plan dénoncé par Hector Frances, peut être qualifiée de « guerre silencieuse », de « stratégie de la terreur ». Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du gouvernement sandiniste depuis 1979, réaffirmait récemment que si les cinq mille somozistes installés au Honduras essayaient de pénétrer au Nicaragua, « nous leur opposerons deux cent mille hommes, et alors il n'y aura plus de frontière » (*le Monde*, 19-20 décembre 1982).

Dans la défense du pays, la mobilisation des milices sandinistes joue un rôle très important, compte tenu de la nature même du pays et de la supériorité des agresseurs en armement, comme l'attestent d'ailleurs les extraits publiés ci-après du reportage effectué par Leo Gabriel pour l'Agence d'information journalistique alternative (AIPA), dont le siège est à Managua au Nicaragua.

Le nord du Nicaragua a été, depuis toujours, le théâtre de grands ou de petits combats. Au début des années 1930, les montagnes du Nord se sont transformées en une grande école militaire contre les envahisseurs nord-américains. Trente années plus tard, l'exemple de Augusto Sandino fut repris par les premiers foyers de guérilla constitués par ceux qui s'appelaient les « sandinistes ». De cette manière, la « petite armée de fous » a grandi dans la mémoire de la population majoritairement paysanne, puis a fusionné lors de l'offensive de septembre 1978, avec le mouvement populaire dans les villes. Mais c'est seulement lors de cette insurrection finale que cette force s'est convertie en une véritable armée populaire formant le « Front nord Carlos Fonseca Amador ».

Ainsi, les montagnes de Nueva Segovia, les collines arides du département de Madriz et les régions boisées ont hébergé à plusieurs reprises les bases arrière d'un mouvement armé. Aujourd'hui, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), deux ans et demi seulement après sa sortie de l'ombre de la clandestinité, affronte à son tour un mouvement clandestin dont l'origine se confond avec les décombres d'un pouvoir défait.

Au cours d'une récente visite dans les montagnes du nord, nous nous sommes rendus compte de ce que ces mouvements contre-révolutionnaires, qui agissent depuis l'autre côté de la frontière du Honduras, copient les tactiques de guérilla, forment des bandes d'une douzaine d'hommes armés dont l'objectif est le harcèlement des milices, des troupes de garde-frontières et de la population civile. C'est une guerre des familles de la garde somoziste contre les familles sandinistes, surtout dans le département de Madriz où Somoza avait recruté près de 50 % de la Garde nationale.

« Beaucoup d'entre eux se sont joints à la contre-révolution parce que quelqu'un de leur famille a été exécuté pendant la guerre ou parce qu'ils ont eu du ressentiment après notre victoire », explique le commandant Roque, chef d'un bataillon de réserve de miliciens près de Somoto, chef-lieu du département de Madriz. « Cependant, ajoute-t-il, il y en a quelques-uns qui sont là parce qu'on leur a offert de l'argent ». Ces commentaires sont faits au cours d'une marche le long d'un étroit chemin de terre, d'où le chef des miliciens nous montre quelques maisons de paysans brûlées lors des récentes attaques des noyaux contre-révolutionnaires.

Tous les 300 mètres, il montre du doigt un milicien en uniforme qui nous regarde discrètement, caché derrière un arbre ou depuis une maison. La surveillance de chaque pouce de terre est garantie par des postes qui jalonnent toute la frange frontalière comme les pièces d'une immense table d'échecs. Au premier signal de la possibilité d'une attaque, la toile des sandinistes se resserre sur les points stratégiques pendant que l'on gagne du temps pour permettre l'arrivée des renforts. Avec ce système simple de positions militaires se crée l'infrastructure de communications qui sert aussi aux patrouilles sandinistes comme point de repère.

Mais la véritable importance des bataillons de réserve des milices populaires réside dans leur préparation à une guerre conventionnelle.

A notre arrivée au campement des réserves, on nous a informés de la bienveillance et de l'aide que l'armée hondurienne dispense aux groupes contre-révolutionnaires. Ce fait apparaît surtout dans l'appui en infrastructure fourni par de nombreux officiers honduriens à leurs collègues somozistes renversés il y a quelques années. Lorsqu'il y a une semaine, une unité composée de plus de cent contre-révolutionnaires a attaqué le poste frontalière de Las Palmas, tuant un soldat sandiniste et blessant deux miliciens, l'armée hondurienne se limita à observer passivement cet acte de violation de l'intégrité territoriale du Nicaragua. C'est pourquoi le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua a envoyé son ultime note de protestation au gouvernement du Honduras, ultime « parce que nous sommes arrivés à la conclusion de ce qu'aucune de nos notes de protestation n'a été prise en compte par le gouvernement du Honduras », a déclaré un porte-parole du ministre des Relations extérieures du Nicaragua.

Regardant la chaîne de montagnes à l'horizon, qui constitue la frontière avec le Honduras, le commandant Roque continue : « Le mot d'ordre "Patrie libre ou mourir" n'est pas seulement une parole en l'air. Elle signifie que chaque pouce de terre, chaque fusil que nous récupérons à l'ennemi, chaque colline que nous défendons, font partie de cette Patrie libre que nous avons conquise au prix de notre vie... »

Après avoir observé les exercices mili-

taires effectués avec un armement qui apparaît ridicule en comparaison avec les armes sophistiquées dont dispose normalement une armée régulière, après avoir côtoyé durant un jour ces jeunes qui prennent leur tâche au sérieux comme s'ils étaient de véritables militaires professionnels, nous sommes parvenus à la conclusion de ce que la véritable force de la défense des frontières nord du Nicaragua réside dans son formidable déploiement d'hommes qui couvrent des centaines de kilomètres carrés. Ils constituent les réserves militaires dans le cas d'une agression massive de la part d'un autre pays. Bien qu'avec des fonctions différentes, ils s'intègrent organiquement aux troupes de garde-frontières qui balayent la zone frontalière sur une profondeur de quelque dix kilomètres.

Entre 3 000 et 5 000 hommes et femmes ont l'ordre d'exterminer toute bande contre-révolutionnaire qu'ils rencontrent sur le territoire du Nicaragua. Ils ne procèdent pas ainsi lorsque les bandes se trouvent encore en territoire hondurien parce que n'importe quel tir pourrait être interprété comme une agression contre le Honduras et utilisé internationalement pour justifier une intervention contre le Nicaragua.

Dans une zone de quelque 15 kilomètres de large, que l'on nous a fait visiter, on parle de dix attaques par mois, chiffre qui a tendance à augmenter.

Combien de temps le Nicaragua peut-il supporter cette guerre d'usure ? Cette question, nous l'avons posée au commandant Francisco Rivera « Ruben », qui avait réussi à s'échapper, lors de la Semaine Sainte de 1979, d'un encerclement militaire de plusieurs milliers de soldats somozistes.

« Je crois que nous ne pouvons pas l'endurer très longtemps, commence par déclarer avec modestie et dignité le héros de la bataille d'Estelli. Ce n'est pas que nous ne puissions pas les vaincre au combat, mais notre patience atteint ses limites lorsque nous voyons que tous les efforts de notre gouvernement pour trouver une solution pacifique à notre conflit ont été rejetés par les Etats-Unis, qui se refusent tout simplement à discuter avec nous. De plus, nous dépensons tant d'efforts et d'énergie que nous pourrions utiliser pour le développement social et économique de notre pays, qui dispose de si peu de ressources. » Quelques minutes plus tard, Francisco Rivera nous apprit que deux importantes attaques avaient eu lieu le jour même contre des postes frontalières et avaient fait trois victimes.

« Nous n'avons jamais été des partisans de la guerre. Cela dépend d'eux que nous puissions vivre en paix » ajoute « Ruben » en conclusion, laissant entendre que le déploiement de forces militaires dans le nord du Nicaragua, tout comme l'état d'urgence décrété dans le pays, sont le reflet de l'incertitude provoquée par la politique de superpuissance de l'impérialisme en Amérique centrale qui transforme, une fois de plus, les montagnes du nord du Nicaragua en théâtre d'une guerre interminable. ■

# Index des sommaires d'INPRECOR pour l'année 1982

Du numéro 116 du 11 janvier 1982  
au numéro 139 du 20 décembre 1982

Les rubriques apparaissent par ordre alphabétique. Quand cela est nécessaire, le titre de l'article est suivi de la mention (E) éditorial, (D) document, (I) interview, (N) nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.

Quand un éditorial (E) n'est suivi d'aucun nom d'auteur, cela signifie qu'il est signé « Inprecor ».

## AFGHANISTAN

Les moudjahedin du Panchir, interview d'un médecin de retour d'Afghanistan  
Michel Lequenne 137 22.11.82

## AFRIQUE DU SUD

Le dialogue Nord-Sud selon Helmut Schmidt  
Wolfgang Weitz 117 25.01.82

Les syndicats noirs contre l'Apartheid  
Nathan Palmer et Peter Blumer 125 03.05.82

Extraits de la Conférence syndicale de Langa (D) 125 03.05.82

De l'Afrique du Sud au Guatemala, Israël soutient les dictatures  
Israël Shahak 131 26.07.82

## AFRIQUE NOIRE

Objectif pétrole  
Claude Gabriel 123 19.04.82

## ALGÉRIE

Vingt ans après l'indépendance  
Claude Devilliers 138 06.12.82

## AMÉRIQUE CENTRALE

L'impérialisme met la région à feu et à sang (E)  
Vincent Kermel 118 08.02.82

Solidarité internationale avec la révolution en Amérique centrale (D)  
Comité exécutif international (CEI)  
de la IVe Internationale 121 22.03.82

Halte à l'intervention impérialiste ! (D)  
Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale 121 22.03.82

Le Nicaragua, Cuba et la révolution salvadorienne, un entretien avec  
Jean-Pierre Beauvais (I) 122 05.04.82

Mexique : les patrons et l'Amérique centrale (N) 126 17.05.82

Témoignage exclusif de Philip Agee, ancien agent de la CIA, sur les menées subversives US dans la région (I) 127 31.05.82

Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe (D)  
Comité exécutif international (CEI)  
de la IVe Internationale 128 14.06.82

Nicaragua : face à l'invasion silencieuse  
Alain Vitold 132 13.09.82

## ANTILLES (FRANÇAISES)

Problèmes de la littérature francophone (N) 121 22.03.82

Le GRS dans la bataille des cantonales (N) 122 05.04.82

Ve Congrès du GRS (N) 129 26.08.82

« Tranchées », revue politique et culturelle du GRS (N) 131 26.07.82

Haïti, Grenade, Palestine, campagnes internationales du GRS (N) 133 27.09.82

Le GRS face aux réformes du gouvernement français (N) 134 11.10.82

## ARGENTINE

Pologne, l'alignement du PCA (N) 119 22.02.82

Une militante du PST assassinée (N) 120 08.03.82

Le retour des canonnières coloniales dans l'archipel des Malouines (E)  
D. B. 123 19.04.82

La crise de la dictature à la veille de l'expédition des Malouines  
B. Miralles 123 19.04.82

« Avec ou sans les Malouines ... » (D)  
Gabriel Garcia Marquez 125 03.05.82

Troupes britanniques hors des Malouines ! (E)  
Daniel Bensaïd 125 03.05.82

A bas la sale guerre de l'impérialisme britannique ! (D)  
Bureau du SU de la IVe Internationale 126 17.05.82

La position du PST sur les Malouines (N) 126 17.05.82

La crise des Malouines (E)  
Claude Devilliers 126 17.05.82

Un pays dominé par l'impérialisme  
Will Reissner 127 31.05.82

L'opposition à la guerre en Grande-Bretagne  
Penny Duggan 127 31.05.82

Grande-Bretagne, bas les pattes devant les Malouines ! (D)  
Comité exécutif international (CEI)  
de la IVe Internationale 128 14.06.82

Pour le droit au retour des exilés politiques (N) 129 28.06.82

Plans de la junte et manœuvres de la bureaucratie syndicale  
« Em Tempo » 129 28.06.82

Interview des mères de la Place de Mai (I)  
Jorge Buarque 134 11.10.82

La lutte pour le renversement de la dictature  
Jorge Buarque 134 11.10.82

## AUSTRALIE

Contre l'envoi de troupes dans le Sinaï (D) 123 19.04.82

Manifestations contre la guerre et le nucléaire (N) 127 31.05.82

Mobilisation des aborigènes (N) 133 27.09.82

## AUTRICHE

Circonspection et modération social-démocrates après le coup de force en Pologne  
Peter Bartelheimer 120 08.03.82

## BELGIQUE

La social-démocratie « condamne » Jaruzelski (N) 119 22.02.82

La grève nationale interprofessionnelle du 8 février (N) 120 08.03.82

La lutte des femmes et le mouvement syndical  
Ida Dequeecker 122 05.04.82

La résistance ouvrière à l'austérité (N) 122 05.04.82

Petite chronologie de trois mois de luttes ouvrières  
François Vercammen 123 19.04.82

**BELGIQUE (suite)**

A deux doigts de la grève générale François Vercammen	123	19.04.82
Après le XXIVe Congrès du PCB François Vercammen	125	03.05.82
Les otages du gouvernement Martens (N)	126	17.05.82
30 000 jeunes contre le chômage (N)	127	31.05.82
Paris, Rome, Londres, Anvers : des centaines de milliers contre Reagan-la-guerre (N)	128	14.06.82
VIe Congrès de la LRT (N)	129	28.06.82

Importantes élections municipales (N)	133	27.09.82
---------------------------------------	-----	----------

**BOLIVIE**

Grève générale du 29 mars (N)	125	03.05.82
Entretien avec un dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (I) « La Brèche »	130	12.07.82
Banqueroute économique et désastre institutionnel Sebastian	134	11.10.82
La longue évolution du mouvement paysan Serge Romand	137	22.11.82
Entretien avec des dirigeants du Mouvement indien Tupac Katari (MITKA) de la région de La Paz (I) Serge Romand	137	22.11.82

**BRÉSIL**

Les dirigeants du Parti des travailleurs (PT) précisent leur conception du socialisme « Em Tempo »	117	25.01.82
Le PCB appuie les généraux polonais (N)	119	22.02.82
Les élections brésiliennes et la Pologne, un entretien avec Luis Inacio da Silva, « Lula » (I) Daniel Jebrac	120	08.03.82
« Inprecor » salue « Perspectiva Internacional » (N)	122	05.04.82
Brésil : le grand malade des Amériques A. Jos	124	23.04.82
« Travail, terre et liberté », plate-forme nationale du PT pour les élections de 1982 (D)	126	17.05.82
Nouvelles victoires dans la construction du Parti des travailleurs (PT) Daniel Jebrac	126	17.05.82
Lancement public de la revue « Perspectiva Internacional » (N)	127	31.05.82
La campagne du PT à Sao Paulo (N)	127	31.05.82
Une candidature du PT pour le Minas Gerais (N)	129	28.06.82
Le Parti des travailleurs (PT) et la gauche révolutionnaire Bureau exécutif du PT	133	27.09.82
La réponse d'« Em Tempo » Flavio Andrade	133	27.09.82
A la veille des élections générales du 15 novembre Jorge Buarque	136	08.11.82
La faillite économique du « miracle » brésilien Mauricio Lemos	136	08.11.82
Les courants qui se réclament du trotskysme à l'épreuve du Parti des travailleurs Jorge Buarque	136	08.11.82
« Lula », Sandra et Perly décrivent la campagne du PT (I) « Em Tempo » et « Inprecor »	136	08.11.82
« Em Tempo » a cinq ans (N)	138	06.12.82
Défaite de la dictature et échec relatif du PT aux élections Daniel Jebrac	139	20.12.82

**CAMBODGE**

Le radicalisme sanglant du régime khmer rouge Pierre Rousset	122	05.04.82
-----------------------------------------------------------------	-----	----------

Les avatars du « communisme national » Pierre Rousset	125	03.05.82
----------------------------------------------------------	-----	----------

**CANADA**

Nouvelles luttes des travailleurs américains et canadiens en perspective Will Reissner	139	20.12.82
-------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

**CEYLAN**

Vie sauve pour Kuttimati et Jegan (N)	135	25.10.82
Nouvel échec électoral de la gauche (N)	137	22.11.82
La victoire des grévistes de Paranthan (N)	138	06.12.82

**CHILI**

Solidarité avec les grévistes du textile (N)	125	03.05.82
Neuf ans après le coup d'Etat, un début de recomposition politique Jair Gil	133	27.09.82

**CHINE**

La montée ininterrompue du Mouvement démocratique Greg Benton	118	08.02.82
« October Review » réclame la libération des dissidents (N)	126	17.05.82
En défense de Lau San Chin (N)	128	14.06.82
La bureaucratie frappe encore le Mouvement démocratique Jacques et Jean Tossi	132	13.09.82
Le projet de révision de la Constitution chinoise « October Review »	132	13.09.82
Deng Xiaoping sort renforcé du XIIe Congrès du PCC « October Review »	136	08.11.82
Les attendus du jugement de Xu Wenli (N)	138	06.12.82
Comment les ouvriers et dissidents chinois ont salué la lutte de Solidarité « October Review »	138	06.12.82

**COLOMBIE**

Le camarade Ricardo Sanchez, dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), a été enlevé (N)	117	25.01.82
Solidarité avec Solidarnosc ! (N)	118	08.02.82
Ricardo Sanchez libéré (N)	118	08.02.82
Candidature unitaire de la gauche (N)	120	08.03.82
Entretien avec le secrétaire général du Parti du travail de Colombie (PTC), Otto Nanez (I) Angel Munoz	121	22.03.82
Entretien avec Socorro Ramirez, dirigeante de la section colombienne de la IVE Internationale (I) Angel Munoz	121	22.03.82
Entretien avec le candidat unique de la gauche aux présidentielles, Gerardo Molina (I) Angel Munoz	121	22.03.82
Le labyrinthe colombien Angel Munoz	121	22.03.82
La plate-forme électorale de l'« Unidad Democratica » (D)	121	22.03.82
Mauvais résultats de la gauche aux élections générales (N)	122	05.04.82
Les candidats libéraux en tête des élections (N)	125	03.05.82
Socorro Ramirez menacée de mort par le MAS (N)	126	17.05.82
Mauvais résultats de la gauche aux élections présidentielles (N)	131	26.07.82
IVe Congrès du Parti socialiste révolutionnaire (N)	136	08.11.82

**CORQI - CIRQI**

Feu le Comité paritaire (N)	122	05.04.82
Le bilan des « reconstruc-teurs » de la IVE Internationale Daniel Bensaïd	137	22.11.82

## CUBA

Santé et Révolution Fred Denfert	116	11.01.82
Participation des masses et « pouvoir populaire » Fred Denfert	116	11.01.82
Le Nicaragua, Cuba et la révolution salvadorienne, un entretien avec Jean-Pierre Beauvais (I)	122	05.04.82
Fidel Castro salue la nomination d'Andropov, dans « Granma », organe du Parti communiste cubain (D)	139	20.12.82

## DANEMARK

Congrès du SAP (N)	128	14.06.82
--------------------	-----	----------

## DÉBAT

Comment Lénine a vu la Révolution russe Doug Jenness	120	08.03.82
Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre (D) V. I. Lénine	120	08.03.82
Nature et perspectives de la Révolution russe Ernest Mandel	120	08.03.82

## ÉCONOMIE

Les racines de la crise économique Ernest Mandel	119	22.02.82
La crise de l'industrie automobile internationale Winfried Wolf	124	23.04.82
1980-1982 : deuxième récession généralisée de l'économie capitaliste internationale Ernest Mandel	124	23.04.82
Produits miniers : la grande peur des stratèges occidentaux C. Jane	124	23.04.82
Etat espagnol : deux millions de chômeurs, genèse et répercussions J. Albarracín et P. Montes	124	23.04.82
Brésil : le grand malade des Amériques A. Jos	124	23.04.82
USA : le credo des « Reaganomics » Charles-André Udry	126	17.05.82
USA : Nouvelle récession, vers un chômage record Michel Noyer	126	17.05.82
Ce que cache le sommet des pays capitalistes de Versailles Daniel Jebrac	127	31.05.82
La crise de l'industrie automobile américaine Dick Roberts	128	14.06.82

## EGYPTE

Nouvelle formule pour une vieille politique ? Entretien avec un militant marxiste révolutionnaire égyptien (I)	118	08.02.82
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

## EL SALVADOR

Sur le Front occidental de la guérilla, entretien avec Nadia Palacios, commandant du FMLN (I) Miguel Angel Guardado Rivas	117	25.01.82
Convocation du prochain Forum international de solidarité avec le Sal- vador à Mexico (D) CMSPS	117	25.01.82
Entretien avec Joaquin Villalobos, membre du Commandement gé- néral du FMLN (I) Arnd Luers	118	08.02.82
Mirage électoral et réalité de la guerre Lars Palmgren	118	08.02.82
De la Pologne au Salvador, combattre l'hypocrisie réactionnaire ! (E)	119	22.02.82
Empêcher l'intervention impérialiste au Salvador ! (E)	120	08.03.82
Le FMLN à l'offensive Vincent Kermel	120	08.03.82

Election et répression : la stratégie américaine en Amérique centrale « Inprecor »	122	05.04.82
---------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

A la veille de la mascarade électorale Lars Palmgren	122	05.04.82
Le Nicaragua, Cuba et la révolution salvadorienne, un entretien avec Jean-Pierre Beauvais (I)	122	05.04.82
Pour un Front mondial contre l'intervention impérialiste au Salvador ! (D)	122	05.04.82
Pour un Front mondial de solidarité (D)	123	19.04.82
Entretien avec Enrique Guatemala, dirigeant du FMLN (I) Miguel Romero	123	19.04.82
Premier Forum international de solidarité avec le peuple salvadorien Miguel Romero	123	19.04.82
Liste des organisations constitutives du Front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador (D)	123	19.04.82
Après les « élections de la nuit » Vincent Kermel	123	19.04.82
Un nouveau gouvernement pour mener la guerre Vincent Kermel	127	31.05.82
Importante offensive militaire et diplomatique du FMLN Vincent Kermel	138	06.12.82
Interview d'un militant belge de retour des zones contrôlées par le FMLN (I) Frans Van Vaerenbergh	139	20.12.82
Rencontre de solidarité mexico-américaine (N)	139	20.12.82



Combattante du FMLN. (DR)

## ETAT ESPAGNOL

La justice de la monarchie contre la LKI (N)	122	05.04.82
IVe Congrès de la LCR (N)	123	19.04.82
Deux millions de chômeurs : genèse et répercussions J. Albarracín et P. Montes	124	23.04.82
Après la scission du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) Joan Font	127	31.05.82
Entretien avec Jaime Pastor (LCR) à la veille du succès électoral du PSOE Vincent Kermel	135	25.10.82
Majorité absolue pour le PSOE aux Cortes (N)	136	08.11.82
La nouvelle situation politique et les tâches des révolutionnaires, résolu- tion du Comité central (D) Liga Comunista Revolucionaria	139	20.12.82

## ETHIOPIE

Un nouveau conflit dans la Corne de l'Afrique Claude Gabriel	133	27.09.82
-----------------------------------------------------------------	-----	----------

## FEMMES

La campagne internationale pour le droit des femmes à disposer de leur corps Leonora Lloyd	121	22.03.82
Belgique : la lutte des femmes et le mouvement syndical Ida Dequeecker	122	05.04.82
France : les états généraux sur le travail des femmes Elsa Duroy	126	17.05.82
Grande-Bretagne : le mouvement ouvrier et les revendications spécifiques des femmes Judith Arkwright	128	14.06.82
France : mobilisation pour l'avortement libre et gratuit (N)	134	11.10.82
USA : défaite de l'ERA (N)	135	25.10.82
France : recul gouvernemental partiel face à la mobilisation des femmes (N)	136	08.11.82

## FRANCE

La LCR a tenu son Ve Congrès Daniel Bensaïd	116	11.01.82
Lettre au Congrès de la section française de la IV <sup>e</sup> Internationale Pierre Franck	116	11.01.82
Le Parti communiste français (PCF) en crise à la veille de son XXIV <sup>e</sup> Congrès Jeannette Habel	118	08.02.82
Importante mobilisation au sein de l'armée (N)	120	08.03.82
Le mouvement ouvrier et la Pologne Félix Lourson	121	22.03.82
Premier bilan après dix mois de gouvernement Mitterrand-Mauroy Jacques Kergoat	123	19.04.82
Les états généraux sur le travail des femmes Elsa Duroy	126	17.05.82
III <sup>e</sup> Congrès des JCR (N)	127	31.05.82
Ce que cache le sommet des pays capitalistes de Versailles Daniel Jebrac	127	31.05.82
Appel commun LCR-LO-PCI contre la visite de Ronald Reagan (N)	127	31.05.82
Paris, Rome, Londres, Anvers : des centaines de milliers contre Reagan-la-guerre (N)	128	14.06.82
Le PCI rompt l'unité contre Reagan-la-guerre (N)	128	14.06.82
Changements tactiques et continuité stratégique de l'impérialisme français Claude Gabriel	128	14.06.82
La LCR face à quelques échéances politiques François Ollivier	129	28.06.82
Appel du SWP (USA) et de la LCR contre Reagan-la-Guerre (N)	129	28.06.82
Les fruits amers de l'austérité de gauche Daniel Jebrac	129	28.06.82
Le 41 <sup>e</sup> Congrès de la CGT face à la gestion des entreprises et à l'austérité de gauche Jean Lantier	130	12.07.82
Liberté immédiate pour Michael Plunkett et ses camarades (N)	133	27.09.82
Antilles : le GRS face aux réformes du gouvernement français (N)	134	11.10.82
Mobilisation pour l'avortement libre et gratuit (N)	134	10.11.82
La force d'interposition n'est pas une protection pour les Palestiniens (D) LCR (France), LCR (Italie), SWP (USA)	134	11.10.82
Recul gouvernemental partiel face à la mobilisation des femmes (N)	136	08.11.82
Débat sur la première Force internationale d'interposition (N)	137	22.11.82



Manifestation contre le nucléaire et les missiles en Grande-Bretagne. (DR)

## GRANDE-BRETAGNE

Le retour des canonnières coloniales dans l'archipel des Malouines (E) Daniel Bensaïd	123	19.04.82
L'IMG fusionne avec la LSA (N)	125	03.05.82
Troupes britanniques hors des Malouines ! (E) Daniel Bensaïd	125	03.05.82
La crise des Malouines (E) Claude Devilliers	126	17.05.82
A bas la sale guerre de l'impérialisme britannique ! (D) Bureau du SU de la IV <sup>e</sup> Internationale	126	17.05.82
L'opposition à la guerre en Grande-Bretagne Penny Duggan	127	31.05.82
Paris, Rome, Londres, Anvers : des centaines de milliers contre Reagan-la-guerre (N)	128	14.06.82
Le mouvement ouvrier et les revendications spécifiques des femmes Judith Arkwright	128	14.08.82
Le Parti social-démocrate (SPD) : un partenaire pour les conservateurs, une arme contre les travailleurs Steve Potter	128	14.06.82
Grande-Bretagne, bas les pattes devant les Malouines ! (D) Comité exécutif international (CEI) de la IV <sup>e</sup> Internationale	128	14.08.82
Luttes syndicales et Congrès du Parti travailliste Brian Heron	135	25.10.82
Steve Potter, dirigeant de l'IMG, sur la grève générale du 22 septembre (I) F. Slegers	135	25.10.82

## GRECE

Importante manifestation anti-impérialiste à Athènes (N)	138	06.12.82
----------------------------------------------------------	-----	----------

## GUATEMALA

Entretien avec la camarade « Lola », de la direction nationale de l'EGP (I) Mario Menendez Rodriguez	117	25.01.82
Avancée du processus unitaire des organisations politico-militaires (D)	120	08.03.82
Mascarade électorale et guerre civile Vincent Kermel	120	08.03.82
Le fiasco électorale Vincent Kermel	121	22.03.82
Le général Rios Montt élu de Dieu ... et de Washington Vincent Kermel	127	31.05.82
De l'Afrique du Sud au Guatemala, Israël soutient les dictatures Israël Shahak	131	26.07.82

## HAITI

Entretien avec un dirigeant du Parti des travailleurs haïtiens (PTH) (I) « Inprecor »	117	25.01.82
------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Aux origines de la première République noire Emilio Cordero Michel	117	25.01.82
En l'absence d'alternative bourgeoise, Washington renforce son appui à « Baby Doc » Livio Maitan	117	25.01.82
Haïti, Grenade, Palestine, campagnes internationales du GRS (N)	133	27.09.82

## ILE MAURICE

Victoire possible du MMM aux élections (N)	128	14.06.82
Victoire électorale écrasante de la coalition de gauche MMM-PSM Claude Gabriel	130	12.07.82
Première mini-crise gouvernementale (N)	136	08.11.82
Derrière la première crise du gouvernement MMM-PSM Claude Gabriel	138	06.12.82

## INDE

Le mouvement stalinien indien Charles Lister	122	05.04.82
La chute de l'« Etoile rouge » du Kerala Charles Lister	122	05.04.82
250 000 travailleurs du textile en grève depuis dix mois (N)	137	22.11.82

## IRAN

Le journal du HKE hors la loi (N)	125	03.05.82
Liberté pour Atai et Falsafi (N)	128	14.06.82
Guerre Iran-Irak : en défense de la révolution iranienne (D) Comité Exécutif international (CEI) de la IVe Internationale	128	14.06.82
Dans la prison d'Evin : témoignage de Barham Ali Atai « Kargar »	131	26.07.82
En soutien à la lutte du peuple kurde (N, D) Résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	135	25.10.82
La guerre avec l'Irak : interview de Saber Nikbeen, dirigeant du HKS (I) Gerry Foley	137	22.11.82

## IRLANDE

L'organisation « People's Democracy » rejoint la IVe Internationale (N) « Inprecor »	116	11.01.82
Situation du mouvement anti-impérialiste irlandais, entretien avec Bernadette Devlin McAliskey (I) Gerry Foley	120	08.03.82
Les élections au nouveau « Stormont » (N)	136	08.11.82

## ISRAEL

La population palestinienne s'oppose à l'« administration civile » Michel Warschawski	116	11.01.82
Après la remise du Sinaï à l'Egypte Jeannette Habel	125	03.05.82
Le gouvernement Begin recherche toujours la guerre Michel Warschawski	125	03.05.82
Retrait immédiat de l'armée israélienne du Liban ! Non à une solution imposée par l'impérialisme ! (D) PAC, PCE(C), LCR, GCR	129	28.06.82
Entretien avec un dirigeant de la LCR (Matzpen) (I) Jean-Pierre Beauvais	129	28.06.82
Halte à l'agression israélienne au Liban ! (D) Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	129	28.06.82
Tous aux côtés du peuple palestinien ! (E) Livio Maitan	130	12.07.82
La mobilisation contre la guerre au Liban Michel Warschawski	130	12.07.82
De l'Afrique du Sud au Guatemala, Israël soutient les dictatures Israël Shahak	131	26.07.82

La LCR (Matzpen) contre la guerre au Liban (N)	131	26.07.82
La menace sioniste pèse toujours sur Beyrouth-Ouest (E)	131	26.07.82
Les crimes sionistes et la solitude des Palestiniens Daniel Bensaïd	132	13.09.82
Après Beyrouth ... (E)	132	13.09.82
Licenciés pour s'être opposés à la guerre du Liban (N)	133	27.09.82
Le massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila (E)	133	27.09.82
Le testament d'un soldat israélien mort au Liban Midad Alon	133	27.09.82
Les véritables terroristes gouvernent à Tel Aviv et à Washington Vincent Kermel	134	11.10.82
Débat sur la première Force multinationale d'interposition (N)	137	22.11.82

## ITALIE

Le mouvement syndical face au Pacte social Franco Turigliato	116	11.01.82
Pologne : le Parti communiste italien à un tournant Elettra Deiana	119	22.02.82
Les rapports du PCI avec l'URSS Livio Maitan	121	22.03.82
250 000 métallos contre la politique salariale du gouvernement (N)	123	19.04.82
Le mouvement ouvrier face au Pacte social Elettra Deiana	125	03.05.82
Paris, Rome, Londres, Anvers : des centaines de milliers contre Reagan-la-guerre (N)	128	14.06.82
La Force d'interposition n'est pas une protection pour les Palestiniens (D) LCR (France), LCR (Italie), SWP (USA)	134	11.10.82
Attaque patronale contre l'échelle mobile Elettra Deiana	135	25.10.82
Débats sur la première Force internationale d'interposition (N)	137	22.11.82
« Ne touchez pas à l'échelle mobile », entretien avec Elettra Deiana (I) André Duret	139	20.12.82
La lutte syndicale à l'Italsider, entretien avec Ciccio Maresca, membre du comité d'usine (I) André Duret	139	20.12.82

## JAPON

Liberté pour les 14 condamnés de Narita « Inprecor »	129	28.06.82
La réorganisation des forces pro-patronales dans le mouvement syndical Yohichi Sakai	129	28.06.82

## LES NOTRES

Gisela Scholtz (1935-1982) (N)	120	08.03.82
Sam Gordon (1910-1982) (N)	122	05.04.82
Mort d'Ernesto Vasquez de Leon (N)	133	27.09.82
Herminio Sacchetta, un vétéran de l'opposition de gauche brésilienne (N)	138	06.12.82
<b>LIBAN</b>		
Retrait immédiat de l'armée israélienne du Liban ! Non à une solution imposée par l'impérialisme ! (D) PAC, PCE(C), LCR, GCR	129	28.06.82
Lettre ouverte aux organisations combattantes libanaises GCR du Liban	129	28.06.82
Halte à l'agression israélienne au Liban ! (D) Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	129	28.06.82
Tous aux côtés du peuple palestinien ! (E) Livio Maitan	130	12.07.82

## LIBAN (suite)

Appel aux combattants des forces communes palestino-progressistes GCR du Liban	130	12.07.82
La menace sioniste pèse toujours sur Beyrouth-Ouest (E)	131	26.07.82
Après Beyrouth ... (E)	132	13.09.82
Les crimes sionistes et la solitude des Palestiniens Daniel Bensaïd	132	13.09.82
Deuxième lettre ouverte aux organisations libanaises combattantes GCR du Liban	132	13.09.82
Israël : licenciés pour s'être opposés à la guerre du Liban (N)	133	27.09.82
Le massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila (E)	133	27.09.82
Le testament d'un soldat israélien mort au Liban (D) Midad Alon	133	27.09.82
Solidarité internationale avec le peuple palestinien (E)	133	27.09.82
Le Force d'interposition n'est pas une protection pour les Palestiniens (D) LCR (France), LCR (Italie), SWP (USA)	134	11.10.82
La guerre du Liban : un tournant dans la situation au Moyen-Orient (D) SU de la IVe Internationale	135	25.10.82

Entretien avec S. Jaber, dirigeant du GCR (I) Gerry Foley	136	08.11.82
Débat sur la première Force internationale d'interposition (N)	137	22.11.82

## LUXEMBOURG

La première grève générale depuis 1942 (N)	123	19.04.82
--------------------------------------------	-----	----------

## MADAGASCAR

Le président Didier Ratsiraka réélu pour sept ans (N)	139	20.12.82
-------------------------------------------------------	-----	----------

## MEXIQUE

Premiers succès de la campagne électorale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) (N)	117	25.01.82
Solidarité avec Solidarnosc ! (N)	118	08.02.82
Pologne, les oscillations du PSUM (N)	119	22.02.82



Le PRI contre la campagne du PRT (N)	120	08.03.82
Le FSLN appuie le candidat du PRI (N)	121	22.03.82
Premier Forum international de solidarité avec le peuple salvadorien Miguel Romero	123	19.04.82
Droit d'asile aux USA pour Hector Marroquin (N)	125	03.05.82
Les patrons et l'Amérique centrale (N)	126	17.05.82
Campagne électorale et construction du PRT (N)	128	14.06.82
Derniers résultats de la campagne électorale du PRT (N)	131	26.07.82
La fraude électorale : le PRT légalisé, mais interdit de Parlement (N)	132	13.09.82
Mort d'Ernesto Vasquez de Leon (N)	133	27.09.82
Entretien avec Edgardo Sanchez, dirigeant du PRT (I) Fernando Zamora	134	11.10.82
La nationalisation des banques par Lopez Portillo « Bandera Socialista »	136	08.11.82
Le PRT a imposé sa légalisation après cinq ans de lutte (N)	138	06.12.82

## MILITARISATION

Reagan-la-guerre hors d'Europe ! (D)	125	03.05.82
Appel aux manifestations européennes contre Reagan-la-guerre (D) Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	126	17.05.82
L'enjeu du voyage de Ronald Reagan en Europe Claude Devilliers	127	31.05.82
Ce que cache le sommet des pays capitalistes de Versailles Daniel Jebrac	127	31.05.82
Ronald Reagan prépare la guerre et prêche la limitation des armements stratégiques Vincent Kermel	128	14.06.82
Paris, Rome, Londres, Anvers, des centaines de milliers contre Reagan- la-guerre (N)	128	14.06.82
Menaces de guerre et luttes pour le socialisme Ernest Mandel	132	13.09.82
La Force d'interposition au Liban n'est pas une protection pour les Pa- lestiniens (D) LCR (France), LCR (Italie), SWP (USA)	134	11.10.82
Débat sur la première Force internationale d'interposition (N)	137	22.11.82
« Les forces américaines sont supérieures à celles des Soviétiques », té- moignage d'un scientifique américain (D) « New York Review of Books »	139	20.12.82

## MOYEN-ORIENT

Halte à la politique annexionniste d'Israël dans les territoires occupés (E) Vincent Kermel	122	05.04.82
Retrait immédiat de l'armée israélienne du Liban ! Non à une solution imposée par l'impérialisme ! (D) PAC, PCE(C), LCR, GCR	129	28.06.82
Un nouveau coup contre la résistance palestinienne Claude Devilliers	130	12.07.82
Tous aux côtés du peuple palestinien ! (E) Livio Maitan	130	12.07.82
La menace sioniste pèse toujours sur Beyrouth-Ouest (E)	131	26.07.82
Après Beyrouth ... (E)	132	13.09.82
Le massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila (E)	133	27.09.82
Haïti, Grenade, Palestine, campagnes internationales du GRS (N)	133	27.09.82
Solidarité internationale avec le peuple palestinien « Inprecor »	133	27.09.82
Le sommet de Fès relance le plan Fahd Livio Maitan	133	27.09.82

## NICARAGUA

Le plan anti-sandiniste de la CIA (N)	121	22.03.82
Le Nicaragua, Cuba et la révolution salvadorienne, un entretien avec Jean-Pierre Beauvais (I)	122	05.04.82
Les anti-sandinistes s'entraînent militairement aux USA C. Dupré	122	05.04.82
N'est pas le « Che » qui veut ... Vincent Kermel	126	17.05.82
Réponse du FSLN au commandant Zéro (D)	126	17.05.82
Face à l'invasion silencieuse Alain Vitold	132	13.09.82
La révolution entre dans sa quatrième année Michael Baumann	133	27.09.82
« Il faut prendre au sérieux les menaces qui pèsent sur la révolution ... », témoignage de deux camarades des Brigades européennes de solidarité (I)	133	27.09.82

## NORVEGE

Scission dans les Jeunesses socialistes (N)	116	11.01.82
---------------------------------------------	-----	----------

## NOUVELLE-CALÉDONIE

Séjour d'une délégation de militants de la IVe Internationale (N)	135	25.10.82
-------------------------------------------------------------------	-----	----------

## NOUVELLE-ZÉLANDE

Contre l'envoi de troupes dans le Sinaï (N)	123	19.04.82
---------------------------------------------	-----	----------

Pour un Pacifique indépendant et dénucléarisé « Socialist Action »	129	28.06.82
-----------------------------------------------------------------------	-----	----------

## PANAMA

Nouvelles menaces contre Miguel Antonio Bernal (N)	132	13.09.82
----------------------------------------------------	-----	----------

## PAYS-BAS

Solidarité avec les soldats emprisonnés (N)	129	28.06.82
---------------------------------------------	-----	----------

Imposantes manifestations pacifistes (Pays-Bas, USA, RFA) (N)	129	28.06.82
---------------------------------------------------------------	-----	----------

Pour la libération des soldats emprisonnés « Inprecor »	130	12.07.82
------------------------------------------------------------	-----	----------

Les soldats libérés, la solidarité doit continuer (N)	131	26.07.82
-------------------------------------------------------	-----	----------

## PÉROU

Solidarité avec Solidarnosc ! (N)	118	08.02.82
-----------------------------------	-----	----------

Ile Congrès du PRT (N)	121	22.03.82
------------------------	-----	----------

Nouvelles menaces de mort contre Hugo Blanco (N)	123	19.04.82
--------------------------------------------------	-----	----------

Une étrange minute de silence (N)	135	25.10.82
-----------------------------------	-----	----------

## POLOGNE

La résistance au coup de force du général Jaruzelski Cyril Smuga	116	11.01.82
---------------------------------------------------------------------	-----	----------

Le mouvement ouvrier international aux côtés de Solidarité Jacqueline Allio	116	11.01.82
--------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Solidarité avec les travailleurs polonais ! (D) SU de la IVe Internationale	116	11.01.82
--------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Révolution et contre-révolution politiques en Pologne (D) SU de la IVe Internationale	117	25.01.82
------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

De la Pologne au Salvador, combattre l'hypocrisie réactionnaire ! (E)	119	22.02.82
--------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Appel des ouvriers des aciéries Huta Lénine de Cracovie (D)	119	22.02.82
----------------------------------------------------------------	-----	----------

Résister sous la botte de la dictature bureaucratique Jacqueline Allio	119	22.02.82
---------------------------------------------------------------------------	-----	----------

« Nous les militants ..., nous sentions la confrontation arriver, mais nous avons été surpris par son ampleur ... » (D)	119	22.02.82
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

« Nous l'intelligentsia ..., nous n'avons pas eu le courage de freiner la radicalisation ... » (D)	119	22.02.82
----------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

« Les tâches des militants de Solidarité », lettre d'un dirigeant d'URSUS, membre de la Commission nationale de Solidarité (D) Zbigniew Janas	119	22.02.82
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

« Solidarité pour le pouvoir aux travailleurs », contribution d'un membre du présidium de Lodz (D) Zbigniew Kowalewski	119	22.02.82
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Pologne : le Parti communiste italien à un tournant ? Elettra Deiana	119	22.02.82
-------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Bésil : le PCB appuie les généraux polonais (N)	119	22.02.82
-------------------------------------------------	-----	----------

Les racines de la crise économique Ernest Mandel	119	22.02.82
-----------------------------------------------------	-----	----------

USA : la solidarité du SWP avec les travailleurs polonais (N)	119	22.02.82
---------------------------------------------------------------	-----	----------

Mexique : Pologne, les oscillations du PSUM (N)	119	22.02.82
-------------------------------------------------	-----	----------

Argentine : Pologne, l'alignement du PCA (N)	119	22.02.82
----------------------------------------------	-----	----------

Belgique : la social-démocratie « condamne » Jaruzelski (N)	119	22.02.82
----------------------------------------------------------------	-----	----------

Les élections brésiliennes et la Pologne, un entretien avec Luis Inacio da Silva, « Lula » (I) Daniel Jebrac	120	08.03.82
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Echos de la résistance Cyril Smuga	121	22.03.82
---------------------------------------	-----	----------

« Par où commencer ? », un document de Solidarité de Varsovie dans la clandestinité Waciej Lewin	121	22.03.82
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Le mouvement ouvrier français et la Pologne Félix Lourson	121	22.03.82
--------------------------------------------------------------	-----	----------

Le programme de la junte militaire : une « entente nationale » sous les baïonnettes Jacqueline Allio	122	05.04.82
---------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

« L'entente nationale est une condition sine qua non de la paix » (D) Jacek Kuron	123	19.04.82
--------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Premiers éléments de réponse à Jacek Kuron Jacqueline Allio	123	19.04.82
----------------------------------------------------------------	-----	----------

Les quatre phases de l'évolution après le coup de force militaire (D) Krzysztof Piotrowski	125	03.05.82
-----------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

La situation vue par la résistance antibureaucratique Cyril Smuga	125	03.05.82
----------------------------------------------------------------------	-----	----------

L'autogestion ouvrière et le pouvoir bureaucratique (D) « Obserwator Wlaspolski »	125	03.05.82
--------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Enquête ouvrière dans la clandestinité (D) J. R. Kleniewski	125	03.05.82
----------------------------------------------------------------	-----	----------

Les tensions au sein de la bureaucratie (D)	126	17.05.82
---------------------------------------------	-----	----------

Imposantes manifestations à l'appel de Solidarité Cyril Smuga	126	17.05.82
------------------------------------------------------------------	-----	----------

« Radio Solidarnosc » et le 1er Mai (N)	127	31.05.82
-----------------------------------------	-----	----------

Tchécoslovaquie : le syndrome polonais Anna Libera	127	31.05.82
-------------------------------------------------------	-----	----------

Gouvernements et banquiers occidentaux face aux sanctions économiques Jacqueline Allio	127	31.05.82
-------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

« La troisième possibilité » (D) Wiktor Kulerski	128	14.06.82
-----------------------------------------------------	-----	----------

« Vous avez une chance historique » (D) Jacek Kuron	128	14.06.82
--------------------------------------------------------	-----	----------

« Guerre de position » (D) Zbigniew Bujak	128	14.06.82
----------------------------------------------	-----	----------

L'enjeu des débats de Solidarité : définir une stratégie pour la résistance Jacqueline Allio	128	14.06.82
-------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

Guerre de position et guerre de mouvement : sur la stratégie de Solidarité Zbigniew Kowalewski	129	28.06.82
---------------------------------------------------------------------------------------------------	-----	----------

La résistance six mois après le coup de Jaruzelski Jacqueline Allio	129	28.06.82
------------------------------------------------------------------------	-----	----------

## POLOGNE (suite)

Révolution politique et contre-révolution en Pologne (D) Résolution du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale	130	12.07.82
Quelle stratégie pour Solidarité ? Rédaction d'« Inprekor » polonais	132	13.09.82
Deux ans après : manifestations et perspectives Jacqueline Allio	132	13.09.82
Nouvelles de Pologne (D)	133	27.09.82
Les procès du KOR, un test international Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale	133	27.09.82
Solidarité et la gauche européenne (N)	134	11.10.82
Solidarité ! (N)	134	11.10.82
Appel de la direction clandestine de Solidarité (D)	135	25.10.82
La loi « syndicale » de Jaruzelski : un nouveau coup de force contre So- lidarité Cyril Smuga	135	25.10.82
Solidarité, une affaire intérieure yougoslave Catherine Verla	135	25.10.82
Le maire travailliste de Londres appuie Solidarité (D) Ken Livingstone	136	08.11.82
Lettre ouverte aux syndicats et partis ouvriers de l'Ouest (D) Comité ouvrier inter-entreprises Solidarité (MKRS-Varsovie)	136	08.11.82
Mise hors-la-loi, Solidarité prépare sa riposte Claude Sevrac et Jacqueline Allio	136	08.11.82
Répondre à l'attente des travailleurs polonais Jacqueline Allio	137	22.11.82
Après l'échec de la grève du 10 novembre 1982 et la libération de Lech Walesa (E) Jacqueline Allio	137	22.11.82
Chine : comment les ouvriers et dissidents chinois ont salué la lutte de Solidarité « October Review »	138	06.12.82
A l'écoute de « Radio Solidarnosc » dans la clandestinité (D)	138	06.12.82
Manifestations de rue, organisation dans les entreprises et stratégie de la grève générale Rédaction d'« Inprekor » polonais	138	06.12.82
Deux militants clandestins témoignent ... (I) Claude Sevrac	138	06.12.82
Un membre du BP du POUP parle des grèves, de l'Eglise et de la signifi- cation de la levée de l'état de guerre (D) Tadeusz Porebski	138	06.12.82
Levée de l'état de guerre et institutionnalisation des pouvoirs spéciaux Jacqueline Allio	138	06.12.82

### Manifestation de Solidarité en Pologne. (DR)



## PORTUGAL

Soutien aux prisonniers politiques en grève de la faim (N)	129	28.06.82
La situation après les deux grèves générales du début de l'année Francisco Louça	131	26.07.82
Le PSR et les élections anticipées (N)	132	13.09.82

## PRESSE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE

Les « Cahiers Léon Trotsky » (N)	116	11.01.82
Index des articles parus dans « Inprekor » au cours de l'année 1981 (nu- méros 92 à 115 compris)	118	08.02.82
« International Viewpoint », nouveau service de presse et d'information en langue anglaise, est paru (N)	118	08.02.82
« Inprekor » salue « Perspectiva Internacional » (N)	122	05.04.82
Lancement public de la revue « Perspectiva Internacional » (N)	127	31.05.82
« Inprekor » en polonais : le numéro 4 vient de paraître (N)	129	28.06.82
« Tranchées », revue politique et culturelle du GRS (N)	131	26.07.82

## IVe INTERNATIONALE

Deuxième plénum du Comité exécutif international du CEI (N)	128	14.06.82
Thèses sur la construction des organisations de jeunesse révolutionnaires dans les pays impérialistes CEI de la IVe Internationale	131	26.07.82
Des livres pour l'école internationale de formation (N)	131	26.07.82
Stage des sections européennes (N)	133	27.09.82

## RDA

Mort de Robert Havemann (N)	125	03.05.82
Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bu- reaucratie Anna Libera	129	28.06.82

## RFA

Afrique du Sud : le dialogue Nord-Sud selon Helmut Schmidt Wolfgang Weitz	117	25.01.82
Circonspection et modération social-démocrates après le coup de force en Pologne Peter Bartelheimer	120	08.03.82
Regroupement socialiste à gauche du SPD (N)	125	03.05.82
La gauche social-démocrate battue au Congrès du SPD Winfried Wolf	126	17.05.82
Imposantes manifestations pacifistes (Pays-Bas, USA, RFA) (N)	129	28.06.82
Après la chute du gouvernement Schmidt, organiser la riposte ouvriè- re (D) GIM	134	11.10.82
La fin d'une coalition gouvernementale qui dura treize ans Winfried Wolf	135	25.10.82
La jeunesse contre l'austérité (N)	135	25.10.82
Solidarité avec Alexander Schubart (N)	136	08.11.82
Manifestations massives contre l'austérité et le gouverne- ment (N)	137	22.11.82

## SAINT-DOMINGUE

Des milliers de travailleurs haïtiens sont vendus chaque année aux plan- teurs de Saint-Domingue Livio Maitan	117	25.01.82
Deux coalitions de gauche pour les élections (N)	126	17.05.82
Entretien exclusif avec le secrétaire général du Parti communiste domi- nicain (I) Julio Ortega	131	26.07.82



Interview d'un dirigeant de la CGT dominicaine (I)  
Enrique Caminero 131 26.07.82

Le PRD a de nouveau remporté les élections  
« Inprecor » 131 26.07.82

## SÉNÉGAL

Légalisation de l'OST (N) 120 08.03.82

La campagne électorale de l'OST (N) 139 20.12.82

## SOMALIE

Un nouveau conflit dans la Corne de l'Afrique  
Claude Gabriel 133 27.09.82

## SUEDE

VIIIe Congrès du KAF (N) 120 08.03.82

Le retour des sociaux-démocrates (N) 133 27.09.82

Des militants du Parti communiste rejoignent les révo-  
lutionnaires (N) 139 20.12.82

## SUISSE

100 000 signatures pour l'« initiative populaire » du PSO sur la forma-  
tion professionnelle (N) 118 08.02.82

Succès de l'initiative du PSO sur la formation professionnelle  
des jeunes (N) 127 31.05.82

L'attitude scandaleuse du Conseil fédéral (N) 133 27.09.82

Le PSO obtient un conseiller communal à Zoug (N) 137 22.11.82

## TCHÉCOSLOVAQUIE

Le syndrome polonais  
Anna Libera 127 31.05.82

Libération des détenus politiques de la Charte 77 et  
du VONS (N) 128 14.06.82

Petr Uhl a entamé sa quatrième année de prison  
consécutive (N) 130 12.07.82

Huitième année de prison pour Petr Uhl (N) 134 11.10.82

## TURQUIE

Interview d'un militant révolutionnaire turc (I)  
« Was Tun » 121 22.03.82

Les chiens de garde de l'OTAN  
Christian Piquet 121 22.03.82

52 syndicalistes risquent la peine de mort  
Mehmet Salah 132 13.09.82

Deuxième anniversaire du coup d'Etat  
Mehmet Salah 132 13.09.82

La junte contre le mouvement ouvrier  
Mehmet Salah 133 27.09.82

## URSS

Les rapports du Parti communiste italien avec l'URSS  
Livio Maitan 121 22.03.82

Esquisse d'une nouvelle opposition antibureaucratique  
Laetitia Cavaignac 131 26.07.82

Eléments de bilan économique de l'ère Brejnev  
Natacha Brink 139 20.12.82

Leonid Ilitch Brejnev théoricien ?  
Guy Desolre 139 20.12.82

Fidel Castro salue la nomination d'Andropov, dans « Granma », organe  
du Parti communiste cubain (D) 139 20.12.82

Voyage au centre de la dissidence  
Vera Lilienstein 139 20.12.82

« Les forces américaines sont supérieures à celles des Soviétiques », té-  
moignage d'un scientifique américain (D)  
« New York Review of Books » 139 20.12.82

## URUGUAY

Solidarité avec les prisonniers politiques uruguayens (N) 132 13.09.82

Réanimation et réorganisation du mouvement ouvrier et populaire  
Mario Suarez (PST-U) 134 11.10.82

## USA

La solidarité du SWP avec les travailleurs polonais (N) 119 22.02.82

Les anti-sandinistes s'entraînent militairement aux USA  
C. Dupré 122 05.04.82

Le budget de Ronald Reagan : des milliards pour la guerre  
Will Reissner 122 05.04.82

Droit d'asile pour Hector Marroquin (N) 125 03.05.82

Mobilisation contre l'escalade US en Amérique centrale  
« Inprecor » 126 17.05.82

« Hé, hé, oncle Sam, nous n'oublions pas le Vietnam ... »  
Mary Alice Waters 126 17.05.82

Le credo des « Reaganomics »  
Charles-André Udry 126 17.05.82

Nouvelle récession : vers un chômage record  
Michel Noyer 126 17.05.82

Le Document de Santa Fe du Parti républi-  
cain (GOP) (D) 127 31.05.82

La crise de l'industrie automobile américaine  
Dick Roberts 128 14.06.82

Imposantes manifestations pacifistes (Pays-Bas, USA,  
RFA) (N) 129 28.06.82

Appel du SWP et de la LCR (France) contre Reagan-la-  
guerre (N) 129 28.06.82

La Force d'interposition n'est pas une protection pour les Palesti-  
niens (D)  
LCR (France), LCR (Italie), SWP (USA) 134 11.10.82

Les véritables terroristes gouvernement à Tel Aviv et Washington  
Vincent Kermel 134 11.10.82

Défaite de l'ERA (N) 135 25.10.82

Débat sur la première Force internationale d'inter-  
position (N) 137 22.11.82

Nouvelles luttes des travailleurs américains et canadiens en perspective  
Will Reissner 139 20.12.82

« Les forces américaines sont supérieures à celles des Soviétiques », té-  
moignage d'un scientifique américain (D)  
« New York Review of Books » 139 20.12.82

## VIETNAM

Ve Congrès du Parti communiste vietnamien (PCV) : le temps des auto-  
critiques  
Pierre Rousset 127 31.05.82

## YOUgoslavIE

Solidarité, une affaire intérieure yougoslave  
Catherine Verla 135 25.10.82

Vers la première épreuve de force de l'après-titisme  
Catherine Verla 136 08.11.82

## ZAIRE

Le « Tribunal permanent des peuples » condamne  
Mobutu (N) 135 25.10.82

## ZIMBABWE

Le régime nationaliste contre les grèves (N) 122 05.04.82

Une nouvelle étape de la crise du nationalisme  
Perry Freemann 139 20.12.82



Le 3 mai 1982 à Varsovie, 10 000 manifestants pour que vive Solidarité. (DR)

## POLOGNE

# Appel aux travailleurs du monde entier!

A tous les travailleurs !

A tous ceux que le destin du peuple opprimé de Pologne ne laisse pas indifférents !

A tous ceux qui, opprimés par leurs propres régimes totalitaires, ne peuvent exprimer librement leur soutien à notre lutte mais qui en parlent entre eux !

Pour nous, chaque voix est importante. Chaque voix affermit notre moral, nous donne du courage et nous renforce dans la conviction que la voie suivie est une voie juste.

Par un vote imbécile, la Diète de la République populaire de Pologne a mis notre syndicat hors la loi. Mais personne ne nous empêchera de manifester notre solidarité ouvrière dans la lutte que nous menons pour les droits élémentaires de tout être humain.

Le 13 décembre a représenté le premier anniversaire de la déclaration de guerre de la junte à la société polonaise. Mais nous ne renonçons pas à la lutte. Les ouvriers ne peuvent être vaincus, ils ne font que subir des défaites et c'est ce qui fonde notre foi dans la victoire finale.

La classe ouvrière n'a aucune illusion dans la « bienveillance » du pouvoir sous prétexte qu'il « lève » ou qu'il « suspend » l'état de guerre en Pologne. Car les ouvriers savent qui est responsable de la misère et de la crise profonde.

Armés par l'expérience de la lutte, nous nous lèverons à nouveau. Mais cette fois-ci on ne pourra pas nous duper. Car il ne peut plus y avoir d'entente avec le pouvoir totalitaire.

Notre foi repose notamment sur le fait que vous ne nous avez pas abandonnés dans la difficulté. Nous vous remercions de l'aide que vous nous avez apportée jusqu'ici. Au nom des travailleurs assassinés, condamnés, internés, arrêtés, contraints à la clandestinité, au nom de tous les opprimés, nous vous appelons à maintenir votre aide et votre soutien.

Notre victoire sera aussi la vôtre dans la lutte pour la liberté, la démocratie et l'égalité.

MKO – Commission interrégionale de défense du syndicat Solidarnosc.